
UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 00284398 5

CAHIERS DE LA QUINZAINE.

4e Série.

11 - 13.

Fév. - Mars 1903.

TABLES.

ONZIÈME CAHIER DE LA QUATRIÈME SÉRIE

ÉDOUARD BERTH

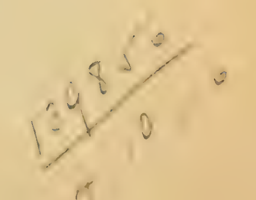
la politique anticléricale et le socialisme

CAHIERS DE LA QUINZAINE
paraissant vingt fois par an
PARIS
8, rue de la Sorbonne, au rez-de-chaussée

Pour savoir ce que sont les Cahiers de la Quinzaine, *il suffit d'envoyer un mandat de trois francs cinquante à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 8, rue de la Sorbonne, Paris. On recevra en spécimens six cahiers de la deuxième et de la troisième série.*

la politique anticléricale

et le socialisme



L'essai que l'on va lire a été publié pour la première fois dans la Revue Socialiste, *numéro de novembre, 15 novembre 1902. On doit noter à l'avantage de Gustave Rouanet, député, directeur de* la Revue Socialiste, *qu'il a justement et libéralement, comme directeur de* la Revue, *accueilli et mis en bonne place un article fortement contraire à la politique de gouvernement qu'il soutient comme député. Non seulement ce déplacement d'attitude est tout à l'avantage personnel de M. Gustave Rouanet, mais il est en général à l'avantage personnel de certains métiers.*

C'est un fait notoire, et notable, que dans les longs débats qui se poursuivent pour et contre la liberté de la conscience les revues et les livres, qui sont d'une matière et d'une forme plus épaisse, d'un travail plus épais, et, ainsi, presque toujours plus sérieux, ont pour la plupart défendu la liberté ; au contraire la liberté n'a guère été opprimée que par des hommes de travail léger ou de nul travail, par des hommes de gouvernement, de parlement, de conférence, de discours, d'allocution, de journal, d'élections, de vice-présidence, toutes formes où les responsabilités s'atténuent, s'effacent et disparaissent.

On peut avoir ou n'avoir pas, on peut avoir plus ou moins l'opinion de Berth sur la politique anticléricale et le socialisme ; *personnellement je crois que je suis devenu anarchiste comme il ne l'est pas; toutes opinions libres sont librement discutables ; — ce qui est indiscutable, c'est qu'il y a plus, beaucoup plus de travail et beaucoup plus de réalité, beaucoup plus de pensée, beaucoup plus de réalité repensée, beaucoup plus de justice et de vérité dans ce simple article qu'il n'y en a eu depuis trois ans dans tous les discours de tous les ministres, de tous les sénateurs, de tous les députés, de tous les conseillers généraux, de tous les conseillers municipaux, de tous les conseillers d'arrondissement, et dans les articles de tous les journalistes, sur les conflits primordiaux qui font l'objet de ces importants débats.*

Charles Péguy

Édouard Berth

LA POLITIQUE ANTICLÉRICALE ET LE SOCIALISME

Les beaux temps de l'anticléricalisme sont revenus. Toute la politique actuelle gravite autour du péril clérical, et la lutte contre l'Église reprend plus vigoureuse que jamais. L'affaire Dreyfus a mis à nu le travail souterrain accompli par le catholicisme pour reconquérir la société moderne. Comme on l'a fait observer très justement, l'Église est en train de payer son attitude antirevisionniste ; on n'a pas osé toucher à l'État-Major; les conseils de guerre sont encore debout ; dans un pays aussi chauvin que le nôtre, aucun gouvernement n'oserait heurter de front la religion patriotique, cette religion que la Troisième République, pour sa part, a si diligemment cultivée. Mais si le pays est ardemment patriote, il est non moins ardemment anticlérical. — M. Jules Lemaître, qui a dû se séparer de M. François Coppée, en sait quelque chose : seul en France un nationalisme radical et anticlérical aurait peut-être des chances de triompher, — et le ministère Waldeck-Rousseau a pu faire voter cette

loi de représailles et de « défense républicaine » qui s'appelle la loi sur les associations ou plutôt la loi contre les congrégations.

A cette lutte contre le cléricalisme, les socialistes s'associent pleinement, sans réserves et sans réticences d'aucune sorte ; ils renchérissent même sur les simples radicaux et vont jusqu'à proposer des mesures du plus pur jacobinisme. Et ce n'est pas seulement au Parlement que les socialistes tiennent le record de l'anticléricalisme : les maires socialistes passent leur temps à prendre les arrêtés les plus étranges et les plus bizarres dans le seul but de « taquiner » les curés. Et qu'on ne se permette pas la moindre observation ! Le « Bloc » ne badine pas, et on aura vite fait, si l'on tient à rester poli, de vous traiter de « métaphysicien », de « dupe candide », de « légiste ahuri », de « libérâtre », à moins qu'on n'insinue, plus brutalement et plus simplement, que vous trahissez la République, la Démocratie, l'Esprit moderne. Et cet état d'esprit est presque universel parmi les socialistes. Je relève seulement, comme protestations, un article de Briquet dans *le Mouvement socialiste*, (1) déplorant les excès d'anticléricalisme où versent de propos délibéré les socialistes actuels, faisant voir combien la loi sur

(1) Numéro du 15 août 1902.

les associations contient de dispositions inquiétantes pour le socialisme, s'étonnant des propositions jacobines que Breton, Allemane et d'autres osèrent déposer à la Chambre ; je relève aussi la consultation de Bernard-Lazare, dans les *Cahiers de la Quinzaine*, (1) et les observations dont Péguy la fait suivre, et où, du point de vue dreyfusiste, l'étrangeté de la conduite actuelle des ex-dreyfusards est très justement mise en relief. Mais, à part ces deux articles, nous n'avons vu nulle part faire des réserves : et tous les journaux socialistes, y compris *l'Aurore*, sont unanimes pour accabler de leurs louanges la politique du ministère.

Malgré tout, et au risque de donner, nous aussi, dans la métaphysique et la libérâtrerie, nous voudrions examiner si cette fureur d'anticléricalisme est bien conforme aux principes socialistes et si, dans la lutte contre l'Église, d'autres moyens ne seraient pas plus réellement efficaces, en même temps que plus respectueux de la liberté.

*
* *

Il est évident, certes, que le socialisme doit lutter contre l'Église, puisque l'Église représente par ex-

(1) Vingt-et-unième cahier de la troisième serie.

cellence l'esprit de domination et l'opposition au libre examen. Mais le socialisme doit dans cette lutte conserver une attitude originale et rester fidèle à lui-même. Or, son esprit est nettement anti-idéologique ; j'oserai même dire anti-idéaliste : le socialisme n'est pas une doctrine, une science, une philosophie, un nouveau dogmatisme, un nouvel absolu ; essentiellement réaliste et relativiste, il répugne, par conséquent, à tout idéalisme ; car un idéal, qu'est-ce, sinon une abstraction qui prétend régenter le réel, le dominer, et qui, née d'un sentimentalisme toujours exclusif, conduit tout droit ses partisans à quelque nouveau fanatisme ? Je sais bien que cette manière d'entendre le socialisme est susceptible de heurter beaucoup de gens ; on rééditera, sans doute, l'accusation fameuse de « doctrine du ventre ». Le monde regorge de gens chez qui le sentiment et l'idéal débordent, et qui voudraient calquer l'univers entier sur le patron rêvé par leur cœur généreux. Tous nos braves idéalistes partent en guerre, au nom de la Vérité, de la Justice, de la Raison... et de la Liberté, et n'ont rien tant à cœur que d'opprimer les gens assez obtus pour ne pas concevoir à leur manière la Vérité, la Justice, la Raison et la Liberté.

Que l'esprit du socialisme soit bien tel cependant et qu'il se caractérise essentiellement par l'opposi-

tion à toute idéologie nouvelle, rien de plus clair et de plus certain : qu'est-ce, en définitive, que le socialisme ? Ce n'est pas autre chose qu'un mouvement social déterminé par la révolte du prolétariat contre l'ordre économique actuel. La classe ouvrière s'organise, crée des institutions, lutte pour son émancipation ; cette émancipation est liée à la ruine de certains rapports sociaux objectifs ; mais cela n'a rien à voir avec aucune théologie ni aucune métaphysique, et cela n'implique aucun credo nouveau que l'humanité dût adopter. La métaphysique, l'idéalisme, la religion, tout cela est du domaine sentimental, que le socialisme laisse libre et considère comme chose privée ; cela seul est social qui est scientifique et impersonnel, susceptible d'être traduit en formules juridiques et de devenir le droit. C'est en ce sens que le socialisme moderne se dit scientifique ; non qu'il croie à une science sociale planant au-dessus des classes, mais la science n'est à ses yeux qu'une systématisation de la pratique : et il est la théorie de la pratique prolétarienne : quand le prolétariat se sera élevé à la capacité et qu'il aura élaboré dans son sein de nouvelles formes de vie économique, son droit deviendra le droit social général, puisque le droit n'a rien d'absolu, mais se réfère toujours au système dominant des relations économiques. Or, c'est là une évolution toute objec-

tive, toute réaliste, où l'idéologie n'a rien à faire et par où se concilient *pratiquement* des antagonismes *théoriquement* irréductibles. Et la révolution, qui en sera le terme, pourrait être pacifique, si le prolétariat accomplissait son devenir d'un mouvement libre, sans se heurter à la mauvaise volonté des classes dirigeantes. Une révolution idéaliste, au contraire, ainsi que Sorel en a fait si judicieusement la remarque, est presque forcément violente, sinon sanguinaire, — les gens qui ont le cœur généreux et de l'idéal à revendre voulant toujours faire le bonheur de l'humanité malgré elle. Le socialisme convie l'humanité, non à embrasser un credo nouveau, mais à vivre une nouvelle vie ; ou plutôt, et ce sera parler plus exactement, le mouvement ouvrier crée des cadres nouveaux, des formes nouvelles de vie, où l'humanité pourra trouver plus de justice et plus de liberté. Et c'est là une création toute impersonnelle qui ne doit en rien violenter les volontés individuelles ou les croyances privées, en s'imposant du dehors par une force extérieure quelconque, étatiste ou autre, puisqu'elle sortira du jeu même des institutions modernes. Sans doute, *à cette vie*, *à cette pratique* nouvelle de l'humanité, correspondra une théorie nouvelle, une conception spécifique des rapports sociaux et pour tout dire, si l'on veut, une métaphysique originale ; car, selon les principes

marxistes, ce n'est pas la théorie qui domine la pratique, mais la pratique qui détermine la théorie ; et, en dernière analyse, si le socialisme implique un idéal nouveau, c'est que cet idéal surgira des entrailles mêmes du réel ; ce ne sera pas, comme le socialisme de Fourier ou de Saint-Simon, le produit arbitraire de quelque cerveau illuminé voulant régenter la vie sociale.

Une telle révolution comporte, je le répète, un minimum de force, de contrainte et de violence ; sinon, comment opérer ? Il y a en France, actuellement, trois grandes classes dominantes : les classes précapitalistes, qui restent attachées à la religion catholique et dont l'idéal social est plus ou moins réactionnaire ; les classes capitalistes, qui sont au pouvoir et se réclament des principes de 89 ; enfin la classe ouvrière, dont le socialisme est l'idéologie. Catholiques, républicains libres-penseurs, socialistes, ce sont les forces du passé, du présent et de l'avenir qui se heurtent ; le problème consiste à assurer le triomphe des forces de l'avenir, mais comment ? On peut suivre deux voies : la voie étatiste ou jacobine, qui procède par contrainte, croit à la puissance de l'Idée, ou plutôt y croit si peu, malgré l'idéalisme professé, qu'elle veut mettre à son service la force très positive, très matérialiste et très brutale, de l'État centralisé, — et ce n'est pas la

moindre ironie des choses que de voir nos idéalistes se réclamer du très réaliste droit des Majorités, alors que nous, marxistes, qui soi-disant nous soucions fort peu de morale, nous sommes au contraire très jaloux en pratique de ne rien faire qui blesse la liberté et la tolérance.

L'autre voie, la voie marxiste, économique, consiste à compter, pour créer l'unité morale et intellectuelle d'un pays et fondre les classes l'une dans l'autre, non sur des forces extérieures, mais sur le développement interne de la société elle-même; elle ne saurait, par conséquent, faire violence à aucune croyance, la violence venant toute des choses elles-mêmes, non des hommes. Il est vraiment commode de gémir sur les deux jeunesses, sur les deux Frances ; nos rêveurs d'unité dogmatique, intellectualiste et jacobine, cléricaux à rebours, ont toujours une conception ecclésiastique de l'unité ; la Force, destinée à cette unification mystique et transcendantale, seule, change ; le gendarme de l'État et l'instituteur laïque remplacent l'Inquisiteur et le frère ignorantin; la métaphysique des Droits de l'Homme se substitue à la métaphysique de saint Thomas d'Aquin ; on en est quitte pour s'identifier ingénument avec la Raison et la Liberté et pour dire : je suis la Liberté ; donc, si mon parti triomphe, c'est la Liberté qui l'emporte sur la servitude et le

dogme! Mais vraiment, est-ce nous, socialistes, qui pouvons adopter une semblable façon de raisonner, nous à qui l'on reproche de créer un État socialiste dans l'État, d'opposer classe à classe, prolétariat à bourgeoisie, de diviser par là la nation et de pousser à la guerre civile? Et n'avons-nous pas, en effet, l'ambition que le monde ouvrier se constitue à part du monde bourgeois, grâce à des organismes économiques, francs de toute tutelle civile ou religieuse, dressés aussi bien contre l'État que contre l'Église? Et, sauf le caractère parfaitement pacifique de nos intentions, demandons-nous autre chose à la classe bourgeoise que la liberté, le plus de liberté possible? Mais si nous réclamons pour nous une liberté pleine et entière, allons-nous travailler à la ravir aux autres? Ne devons-nous pas nous rappeler sans cesse, qu'intéressés plus qu'aucun autre parti à la liberté, toute mesure antilibérale est destinée fatalement à retomber sur nous de tout son poids? Il suffit de penser à l'article 12 de la loi Waldeck-Rousseau, cet article que quinze socialistes, plus anticléricaux que socialistes, n'ont pas hésité à voter! Non, moins qu'à personne, il ne nous est permis de pratiquer une politique aveugle et imprudente, hypnotisée par le moment présent: parti d'avenir, nous devons avoir au plus haut degré cette *prévoyance*, sauvegarde contre l'arbitraire.

qui doit caractériser toute grande et large politique. A voir l'esprit dont républicains et socialistes sont animés aujourd'hui, ne dirait-on pas que les ministères sont soudain devenus éternels et les réactions impossibles ? Et puis, non seulement la classe ouvrière a besoin du maximum de liberté pour pouvoir accomplir son devenir dans les cadres de la société actuelle, — et c'est en cela qu'elle est intéressée au premier chef au plein développement de l'entière démocratie, — mais sa mission historique n'est-elle pas, finalement, l'évanouissement de l'État dans la société, la résorption de l'organisme politique dans l'organisme industriel? Et n'est-ce pas dès lors un contresens sans nom, pour des socialistes, que de donner ainsi, tête baissée, dans la frénésie de l'étatisme ? La croyance à ce que Marx nommait si heureusement *le surnaturel démocratique* s'est installée en souveraine dans la conscience socialiste actuelle. Il est vrai que, par contre, l'idée de la lutte de classe et les principes marxistes en général sont fort en baisse. Oui, il semble aux socialistes actuels que rien ne doive échapper à l'action miraculeuse de l'État : sa puissance mystique doit violenter le corps social, précipiter l'évolution, créer de toutes pièces une bienheureuse unité dogmatique. Il suffirait, par exemple, que l'État reprît le monopole de l'enseignement

pour que, par dessus les antagonismes sociaux et par dessus les classes, l'unité intellectuelle et morale de la nation fût rétablie : préjugé que de simples démocrates peuvent caresser, mais dont les socialistes ne sauraient que sourire. Autrefois, c'était dans l'unité d'un *catéchisme religieux* que nos rois rêvaient de maintenir l'unité nationale ; aujourd'hui c'est d'un *catéchisme civique* que nos démocrates attendent le même miracle social. On se figure énorme et décisive l'influence de l'école sur la société et sur la vie, en vertu de cette prénotion intellectualiste et antimarxiste, que l'Idée gouverne le monde et n'a qu'à paraître, soleil intelligible, pour que toutes les oppositions fondent à sa chaleur. D'ailleurs, comment des socialistes peuvent-ils s'exagérer à ce point les bienfaits et la valeur de l'enseignement étatiste ? Essentiellement idéologique, aussi idéologique que l'enseignement de l'Église, reposant sur la croyance que la théorie sans la pratique a une valeur souveraine, non seulement il n'a aucune portée socialiste, mais on pourrait dire qu'il est *antisocialiste*. Faut-il rappeler ce qu'écrivait Proudhon en 1851 (1) : « ... La centralisation gouvernementale, en matière d'instruction publique, est impossible dans le ré-

(1) *Idée générale de la Révolution*, pages 290-291.

gime industriel, par la raison décisive que *l'instruction* est inséparable *de l'apprentissage,* l'éducation scientifique de l'éducation professionnelle... Il répugne que l'école soit séparée de l'atelier, et *sous prétexte de perfectionnement*, qu'elle tombe sous une puissance extérieure : séparer, comme on le fait aujourd'hui, l'enseignement de l'apprentissage, et *ce qui est plus détestable encore*, distinguer l'éducation professionnelle de l'exercice réel, utile, sérieux, quotidien, de la profession, *c'est reproduire sous une autre forme la séparation des pouvoirs et la distinction des classes, les deux instruments les plus énergiques de la tyrannie gouvernementale et de la subalternisation des travailleurs*. Que les prolétaires y songent ! Si l'école des Mines est autre chose que le travail des mines, accompagné des études propres à l'industrie minérale, *l'école n'aura pas pour objet de faire des mineurs, mais des chefs de mineurs, des aristocrates*... C'est ainsi que nous voyons les choses se passer dans notre régime d'oppression politique et d'anarchie industrielle. Nos écoles, quand elles ne sont pas des établissements de luxe ou des prétextes à sinécure, *sont les séminaires de l'aristocratie*. Ce n'est pas pour le peuple qu'ont été fondées les écoles Polytechnique, Normale, Saint-Cyr, de Droit, etc. ; c'est pour entretenir, fortifier, augmenter la distinc-

tion des classes, pour consommer et rendre irrévocable la scission entre la bourgeoisie et le prolétariat. » — Ces paroles de Proudhon sont bien remarquables : non seulement elles indiquent, avec une admirable netteté, quel est en matière d'éducation l'idéal socialiste, mais elle font voir *quelle valeur antisocialiste* possède l'enseignement étatiste. Les socialistes, qu'on accuse de prêcher la lutte des classes, peuvent bien l'oublier, pour se suspendre, hypnotisés, aux crochets de l'État : la bourgeoisie, elle, n'est pas si naïve et s'entend à maintenir sa domination en pratiquant sourdement cette lutte de classes, et cette séparation de classes, qu'elle fait un crime aux ouvriers de dénoncer ouvertement. Le devoir des socialistes, en tous cas, en matière d'enseignement, est clair et tout tracé : ce n'est pas de réclamer le monopole universitaire, mais de pousser au contraire le prolétariat à se donner lui-même un enseignement prolétarien. Les Bourses du Travail semblent l'avoir compris, et c'est un bon signe : dans cette voie, qui est une voie sûre, est l'avenir du socialisme. C'était l'opinion, non seulement de Proudhon, mais de Marx, (1) et l'on conviendra qu'en fait de *devenir socialiste* il est peu d'autorités plus indiscutables. Oui, que les syndicats ouvriers éten-

(1) Voir : Marx, *à propos d'unité* (lettre sur le programme de Gotha). Jacques, éditeur.

dent leurs attributions, créent tout un réseau d'œuvres sociales intéressant l'ensemble de la classe ouvrière et l'enveloppant, que les syndicats et coopératives de la ville donnent la main aux syndicats et coopératives de la campagne ; et l'unité de la classe ouvrière se constituera sur le solide terrain de la vie économique, en dehors de tout sectarisme religieux ou politique. Les catholiques peuvent créer, eux aussi, des syndicats et des coopératives ; mais la force des antagonismes sociaux est telle que ces créations ne sauraient compromettre sérieusement l'unité ouvrière en formation. Que la législation, mal inspirée, égarée précisément par cette croyance dans la vertu du surnaturel démocratique, ne vienne pas à la traverse ; que les ouvriers se maintiennent sur leur terrain propre, et ils réaliseront l'unité. *Or, seule, l'unité prolétarienne nous intéresse ;* car elle ne sera pas, comme l'unité que rêvent les catholiques et les bourgeois, une unité dogmatique, transcendantale, faite par la subordination des producteurs aux non-producteurs, mais elle sera une unité pratique, réaliste, établissant le libre gouvernement des producteurs par les producteurs eux-mêmes. Ce n'est pas après tout de réciter tel ou tel catéchisme, fût-ce celui des Droits de l'Homme, qui fait les hommes libres et les producteurs sérieux dont la classe ouvrière a besoin pour parvenir à s'émanci-

per : ce qu'elle doit acquérir, c'est la capacité technique et l'aptitude à se diriger dans l'atelier autonome, débarrassé de la tutelle capitaliste, afin de pouvoir démontrer l'inutilité du patronat et de résorber en elle, devenue majeure, *l'État pensant*, produit actuellement aussi bien par l'enseignement universitaire que par celui de l'Église.

***

Mais, dira-t-on, vous n'envisagez que la classe ouvrière ; or, en France surtout, où, à côté de la classe ouvrière, subsistent une bourgeoisie moyenne, une petite bourgeoisie et une petite paysannerie très considérables, — et l'on ne peut plus compter, pour amener leur réduction, sur la fameuse loi de concentration capitaliste, reconnue aujourd'hui tout au moins inexacte, — la politique socialiste peut-elle se ramener aux proportions resserrées d'une simple politique prolétarienne? Ne doit-elle pas forcément s'élargir en une politique démocratique? Les socialistes ne doivent-ils pas s'allier aux représentants des parties avancées de la bourgeoisie pour travailler au développement des institutions républicaines? N'est-ce pas l'opinion de Bernstein que la pleine et mûre démocratie est une condition nécessaire à la réalisation du socialisme, et Sorel

lui-même n'a-t-il pas reconnu qu'au moins *sur le côté spirituel de la vie sociale,* il y avait accord entre la démocratie et le socialisme, si sur le côté économique il y avait contradiction? Or l'anticléricalisme n'est-il pas fatalement la maîtresse pièce d'une politique républicaine? La lutte n'est-elle pas entre la Révolution et l'Église? Comment dès lors le socialisme garderait-il cette sorte de neutralité passive et contemplative que vous semblez préconiser? Pour imparfait que soit l'enseignement de l'État, pour inadéquat à l'idéal que le socialisme se fait de l'éducation, n'est-il pas, malgré tout, bien supérieur à l'enseignement de l'Église? Son esprit n'est-il pas plus libre, son respect de la liberté intellectuelle de l'enfant plus grand? Il y a de l'exagération, de l'injustice même, à mettre sur le même plan l'enseignement universitaire et l'enseignement congréganiste : c'est toujours le sophisme guesdiste de *la masse réactionnaire*, renvoyant dos à dos monarchie et république, réactionnaires et bourgeois. Que les syndicats ouvriers créent un enseignement spécifiquement ouvrier, destiné à compléter dans un sens nettement socialiste l'éducation ébauchée à l'école primaire, fort bien : mais cette ébauche n'est-elle pas meilleure à l'école primaire laïque qu'à l'école des Frères? C'est ici où vraiment la démocratie prépare le terrain au socia-

lisme. D'autre part, n'est-ce pas l'intérêt du socialisme que la bourgeoisie soit à la hauteur de sa mission historique, et développe au plus haut degré les forces productives du pays? Une bourgeoisie *hardiment révolutionnaire* au point de vue économique, un prolétariat *s'élevant librement à la capacité,* ne sont-ce pas là les deux conditions nécessaires à la réalisation du socialisme? Or, qui niera l'influence déprimante du cléricalisme sur l'énergie industrielle et économique d'un peuple? L'exemple de l'Espagne n'est-il pas là, cruellement probant? L'enseignement clérical ne peut produire qu'une bourgeoisie émasculée, sans vigueur pour les luttes économiques modernes : laisser libre cet enseignement, c'est donc enlever au socialisme *un de ses droits à la réalité.* Et cette liberté même, indispensable au devenir prolétarien, ne faut-il pas l'attendre plutôt d'une bourgeoisie hardiment libérale, telle que l'enseignement laïque est certainement plus capable de la former? L'avenir du socialisme serait donc doublement compromis, si on laissait l'Église continuer à instruire la bourgeoisie. Allons-nous, maintenant, prendre au sérieux les objections d'un libéralisme abstrait? On ne peut pas assimiler la liberté d'enseigner aux autres libertés : celles-ci concernent des majeurs, celle-là des mineurs. On conçoit un ensei-

gnement supérieur libre; un enseignement primaire, un enseignement secondaire libres, non. Il ne s'agit nullement de faire violence à des croyances ; quoi qu'on en dise, l'enseignement de l'État est vraiment impartial, scientifique, respectueux de toutes les convictions. Concevrait-on une justice à la merci des opinions et des partis ? De même que le Juge dit le droit, dans une pleine indépendance, et sans acception de personnes, de même le professeur doit dire le Vrai, d'un esprit libre de toute préoccupation extérieure. Or c'est seulement dans les établissements de l'État que le professeur peut jouir de cette liberté intellectuelle : ailleurs, il est l'esclave d'une secte, d'une croyance, d'une coterie, d'intérêts privés ; il doit faire plier la science devant mille considérations subjectives ou sociales. Il ne faut pas exagérer, après tout, le caractère de classe de l'État moderne : il est faux d'affirmer qu'il soit seulement le conseil d'administration de la bourgeoisie ; déjà, dans la société actuelle, il représente une force supérieure et relativement indépendante des intérêts purement capitalistes, une force qui se pénètre et se charge de plus en plus de préoccupations morales, scientifiques, hygiéniques. Comprendrait-on, autrement, toute la législation sociale contemporaine ? Et Marx, lui-même, ne faisait-il pas appel, entre autres mobiles, *aux motifs d'ordre*

élevé, qui devaient guider la bourgeoisie dans sa conduite vis-à-vis de la classe ouvrière ? Sans doute l'État actuel n'enseigne pas la morale, ni la politique, ni l'économie socialistes ; mais sont-ce là matières entrées définitivement dans la science ? Au surplus, c'est trop lui demander : il nous suffit en somme qu'il forme des esprits assez critiques, assez libres, assez scientifiques, pour pouvoir s'élever ensuite d'eux-mêmes à ce que nous croyons être la vérité socialiste. Or, encore une fois, ces esprits libres, ne faut-il pas plutôt les attendre de l'Université que de l'Église ? Et qu'on n'invoque pas la liberté du père de famille ! L'autorité paternelle ne saurait être absolue ; elle n'est qu'une délégation de la loi civile ; celle-ci peut intervenir chaque fois qu'il y a abus, et en fait, elle intervient déjà de par les lois de fabrique et la loi de 1889 sur les enfants moralement abandonnés. Or n'y a-t-il pas un véritable abus de la puissance paternelle lorsque celle-ci attente à la liberté intellectuelle de l'enfant ? Et un enseignement aussi partial que celui de l'Église n'est-il pas, par définition, un attentat à la liberté de l'esprit ? L'État ne saurait donc le supporter, pas plus qu'il ne saurait supporter une justice catholique, une justice protestante, une justice maçonnique, une justice, en un mot, livrée à l'arbitraire et au subjectivisme des croyances individuelles. Son

rôle est de défendre la liberté de penser, de dire le Vrai impersonnel, comme il dit le Droit. Il serait assurément incapable de remplir ce rôle, s'il était *la chose* d'une secte ou d'une classe : mais, encore une fois, peut-on sérieusement ne voir dans l'État démocratique moderne qu'un *État de classe ?* Après tout une société ne saurait vivre sans une certaine unité ; il ne s'agit nullement de créer artificiellement une unité mystique et dogmatique, mais de réaliser *ce minimum d'unité spirituelle* qui s'exprime dans l'unanime adhésion à certains principes fondamentaux constituant l'armature juridique et morale d'une société. Cette unité est une unité pour ainsi dire *matricielle*, qui n'empêche en aucune façon l'éclosion des variétés individuelles ; elle est le canevas commun sur lequel la Liberté peut broder les dessins les plus divers. Un acte ne peut comporter deux directions divergentes ni relever, dans le même temps, de principes opposés ; de même une Cité ne saurait admettre en soi *deux spirituels contradictoires*. Si la société moderne veut progresser dans le sens de la liberté, il faut donc, comme disait Proudhon, que *le spirituel de la Révolution* se subordonne *le spirituel chrétien*. Il n'est nullement question de ravir aux catholiques les libertés essentielles : liberté de la presse, de réunion, d'association, liberté d'enseignement supé-

rieur, toutes libertés, encore une fois, qui concernent des majeurs : ce qu'ils ne sauraient garder, c'est la liberté de l'enseignement primaire et secondaire : ici l'enseignement requiert, en définitive, *la même sorte d'unité* que la justice : on a aboli les justices locales et particulières ; on doit abolir l'enseignement congréganiste. Il n'y aurait là aucune atteinte à la liberté ; il n'y aurait là aucun jacobinisme ; mais simplement l'affirmation du Droit révolutionnaire, devant qui, à peine de mort pour la civilisation moderne issue de 1789, le mysticisme et le subjectivisme chrétiens, dont l'essence est antijuridique et antisociale, doivent enfin s'incliner.



Telle est, résumée mais, croyons-nous, non affaiblie, l'argumentation que l'on pourrait nous opposer. Le problème, au fond, revient à déterminer quels rapports exacts le socialisme soutient avec la démocratie. La démocratie ignore les antagonismes de classes ; elle prétend planer au-dessus d'eux : le socialisme, lui, a pour idée maîtresse et directrice, au contraire, l'idée de la lutte de classes. Sans doute, démocrates et socialistes sont d'accord pour réclamer le maximum de liberté, de droit égal pour tous, etc. ; mais cet accord finaliste cesse dès

qu'on en vient aux moyens. La démocratie, par cela même qu'elle ignore la distinction des classes, se fait une conception mystique et surnaturelle de l'État et tend par son seul organe à réaliser la liberté. Le socialisme, par cela même qu'il appuie au contraire sur l'opposition irréductible des classes, voit dans l'État un instrument de servitude qu'il faut plutôt abattre que fortifier. Pour lui, la lutte contre l'État est aussi essentielle que la lutte contre l'Église, alors qu'aux démocrates c'est la lutte contre l'Église qui est le point capital. Aussi les socialistes hésitent-ils à se servir de l'État pour diminuer l'influence de l'Église ; ils craignent de jouer un jeu de dupes. Les démocrates ne sont jamais même effleurés par une pareille crainte : tout ce qui est gagné par l'État sur l'Église est à leurs yeux un gain absolu pour la Liberté. Être libre, pour un démocrate, c'est avoir rejeté le joug clérical ; le joug administratif lui pèse peu : pour en moins sentir le poids, l'illusion du contrôle parlementaire lui suffit. La liberté démocratique est plus formelle que réelle. Pour un socialiste, être libre, c'est surtout posséder son instrument de production, faire partie d'un atelier autonome, débarrassé de toute tutelle, capitaliste ou administrative. La liberté socialiste possède un contenu plus concret, plus riche ; sa notion est celle d'une *capacité*, d'un

pouvoir réel, qui touche aux racines mêmes de la vie et ne s'embarrasse pas de *formes* mensongères. Le démocrate croit avoir tout conquis avec la liberté intellectuelle et métaphysique ; en réalité, timide et emprunté devant la vie aux cadres résistants, il s'y laisse enfermer avec une extrême facilité. Le socialiste, lui, estime que tout reste à faire, tant qu'il n'a pas brisé ces cadres : la liberté, pour lui, ce n'est pas l'Ariel descendant des cieux supérieurs pour tomber dans la prison terrestre, c'est le prisonnier qui, d'un rude effort, rompt les barreaux de sa cage et conquiert du même coup la liberté du ciel.

Une semblable opposition de principes, et pour ainsi dire de tempérament politique, ne peut, on le conçoit, conduire socialistes et démocrates aux mêmes conclusions pratiques. Ils sont bien d'accord pour lutter contre la démagogie nationaliste et le cléricalisme, mais les démocrates ne voulant dans cette lutte que se servir de l'État, les socialistes hésitent : l'instrument leur paraît dangereux. Sans doute, il est au moins inexact de soutenir que l'État moderne n'est que le conseil d'administration de la classe bourgeoise ; il est bon toutefois de ne jamais oublier qu'il est surtout cela, encore aujourd'hui. Et les influences, étrangères aux intérêts strictement capitalistes, qu'il peut subir, sont des influences

petites-bourgeoises, peu favorables, en somme, au socialisme. La démocratie radicale, en France, a de telles traditions, est animée d'un tel esprit, que le concours du socialisme à une politique dite de défense républicaine en est rendu très difficile, très sujet à caution. N'y aurait-il, entre la démocratie et le socialisme, que leur opposition sur la question du patriotisme, qu'elle suffirait à faire de leur alliance presque une mésalliance ! La lutte contre la démagogie nationaliste est à l'ordre du jour : mais s'il y a un fait certain, c'est la responsabilité de l'enseignement primaire laïque dans la crise nationaliste. Les radicaux ont la prétention d'être plus patriotes encore que les nationalistes : lutter contre ceux-ci revient pour eux à battre le record du chauvinisme. On l'a bien vu à la rentrée des Chambres : M. Léon Bourgeois, le grand homme de la démocratie radicale, n'a-t-il pas cru devoir interrompre Jaurès opposant à la politique de revanche une politique de sincérité et de loyauté ? Le général André et Pelletan n'ont-ils pas prononcé dernièrement d'assez étranges discours « revanchards » ? Et M. Goblet, enfin, un des chefs du radical-socialisme, dans la lettre que *la Dépêche* a publiée, (1) ne voit qu'un moyen de

(1) 19 août 1902.

lutter contre le nationalisme, c'est d'être plus nationaliste que lui.

Mais ce n'est pas seulement sur le terrain du patriotisme qu'il y a opposition entre le socialisme et la démocratie, c'est aussi sur le terrain de la législation sociale et ouvrière. Les simples démocrates tendent invinciblement au socialisme d'État, qui n'est, comme on l'a dit, que la caricature du socialisme. Pour eux, socialiser, cela veut dire *étatiser*, transformer en un service administratif public un service privé ; pour les socialistes, socialiser signifie remettre aux mains des producteurs eux-mêmes la direction de la production. Les démocrates ne veulent que substituer à la tutelle capitaliste la tutelle de ce patronat collectif qu'est l'État, l'Administration ; or, les ouvriers ne veulent plus d'aucune tutelle, fût-ce celle d'un État très bienveillant, très pénétré de ses devoirs, très soucieux de morale et d'hygiène, comme ne peut manquer de l'être, selon les radicaux, la haute et noble personnalité d'un État vraiment démocratique. Accroissement des pouvoirs de l'État, tel serait le résultat d'une politique radicale, alors que le but des socialistes est l'extension des attributions syndicales et la résorption de l'organisme politique gouvernemental dans l'organisme prolétarien. Dira-t-on que le socialisme, en France surtout, ne peut rester

exclusivement ouvrier et qu'on ne peut attendre du prolétariat *seul* la transformation *totale* de la société ? Opposera-t-on à la formule de Marx, selon laquelle c'est au prolétariat à éduquer la société, l'affirmation contraire : la classe ouvrière doit-elle encore être éduquée par la société ? Mais il faut justement s'entendre sur le sens de cette éducation du prolétariat par la société, en l'espèce l'État : le socialisme soutient que c'est au prolétariat à se former lui-même et qu'il n'y a de véritable formation prolétarienne qu'au sein du prolétariat lui-même ; c'est évidemment le sens de la formule : *l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*. La société ne peut dès lors intervenir que comme auxiliaire ; elle ne saurait prétendre à un rôle tutélaire. Ce qu'elle doit faire, c'est donner aux organismes prolétariens *des occasions* d'agir, de se développer, d'exercer leur liberté, d'accroître leur capacité juridique ; car il n'y a encore que l'usage de la liberté qui soit efficacement et profondément éducatif. Craindre les abus de la liberté, se méfier d'elle, la mettre en tutelle, appréhender les excès de la « tyrannie syndicale », voilà qui est peut-être conforme au caractère français, mais qui n'est nullement « socialiste ». L'État, en France, a toujours traité les associations comme les parents français traitent leurs enfants,

en mineurs éternels. Que l'on ait peu, chez nous, le sens de la liberté, que l'*esprit public* soit peu développé, que l'individualisme français soit un individualisme puéril, fait plutôt de caprice, d'arbitraire, d'un amour de l'indépendance animale, mesquinement égoïste, bien différent en cela de l'individualisme anglo-saxon, qui unit, lui, si fortement au sens de l'initiative personnelle celui de la solidarité sociale, — ce n'est pas douteux. Ce n'est pas en vain que des siècles de centralisation monarchique, césarienne et démocratique, ont pesé sur nous, pétrissant nos âmes dans le moule d'une docilité invincible même aux plus fiers accès de révolte et de révolution. Mais le socialisme est précisément la réaction la plus caractérisée contre cette « tradition nationale ». Proudhon, toute sa vie, a combattu les jacobins, les partisans de la *démocratie une et indivisible*, à laquelle il opposait le système fédératif. Et tous ceux qui ont lu *la Commune de Paris*, de Marx, savent que les conceptions politiques du grand philosophe socialiste allemand n'ont pas, finalement, différé de celles que défendit, inlassable, le grand philosophe socialiste français. « L'unité de la nation, écrit Marx, ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée d'après la constitution communale et devenir une réalité par la destruction du pouvoir central qui

prétendait être le corps même de cette unité, indépendant de la nation, — dont il n'était qu'une excroissance parasite, — et supérieur à elle. En même temps qu'on amputait le vieux pouvoir gouvernemental de ses organes purement répressifs, on arrachait à une autorité qui usurpait la prééminence et se plaçait au-dessus de la société ses fonctions utiles pour les rendre aux agents responsables de la société même... En réalité, la constitution communale eût restitué au corps social toutes les forces absorbées jusque-là par l'État parasite qui se nourrit de la substance de la société et en paralyse le libre mouvement. Par ce seul fait, *elle eût été le point de départ de la régénération de la France.* » (1) Et Sorel nous semble avoir donné la véritable interprétation de la lutte des classes et indiqué au devenir prolétarien son orientation véritable, lorsqu'il fait dépendre du développement autonome des syndicats l'avenir du socialisme. Dira-t-on que le mouvement ouvrier en France a peu de chance de prendre cette direction, que, lui aussi, sera obligé de s'adapter au génie séculaire de la nation, à la tradition étatiste ? Il se peut, mais, en tous cas, le devoir des socialistes est de travailler à combattre cette tradition, et c'est ce qui rend, encore

---

(1) *La Commune de Paris*, traduction Charles Longuet, Jacques éditeur, pages 40-42.

une fois, le concours du socialisme et de la simple démocratie si périlleux, si délicat, si aventureux.

Mais examinons le problème de plus près. L'avenir du socialisme, dit-on, est suspendu à deux conditions : il faut, d'une part, que la bourgeoisie soit au point de vue économique *hardiment révolutionnaire*, qu'elle développe à leur plus haut degré les forces productives du pays; il faut, d'autre part, que le prolétariat puisse, *d'un mouvement libre*, s'élever à la capacité, afin de pouvoir un jour diriger l'atelier collectiviste légué par le capitalisme. Autrement dit, le socialisme se réalisera si dans un pays la bourgeoisie est, d'une part, assez hardie pour donner au capitalisme tout son développement, et assez large d'esprit, d'autre part, pour laisser le prolétariat s'élever librement à la capacité. Mais, insiste-t-on, est-ce d'une bourgeoisie encapucinée, cléricalisée à outrance, cagotisée jusqu'à la moelle, qu'on peut attendre cette hardiesse et ce libéralisme? Est-ce l'enseignement congréganiste qui pénétrera la bourgeoisie française, par tempérament déjà si timorée et si réactionnaire, de cette vigueur industrielle et de ce large esprit social ?

Nous savons tout le mal qu'on peut dire de l'enseignement clérical, mais nous demanderons, à notre tour, si ce n'est pas se bercer d'étranges illusions que de compter sur le monopole universitaire

pour redonner à la bourgeoisie cette hardiesse et cette liberté d'esprit dont l'enseignement de l'Église l'aurait soi-disant châtrée. Sans doute, nous n'irons pas jusqu'à mettre absolument sur le même plan l'Université et l'Église; il y aurait là, en effet, de l'exagération, voire de l'injustice. Mais la différence est-elle si grande? Ne sont-ce pas là, en somme, *deux grands corps idéologiques*, ayant en gros les mêmes défauts essentiels, aussi mal adaptés l'un que l'autre aux nécessités de la vie économique moderne? M. Gustave Le Bon, dans le livre qu'il vient de faire paraître, la *Psychologie de l'éducation*, dresse contre l'Université, d'après l'enquête officielle elle-même, un réquisitoire dont on ne saurait méconnaître le grand fond de vérité. Et l'on aura beau remanier les programmes, essayer d'adapter la lourde machine à la société contemporaine; ce sera toujours la même chose; quoi qu'on enseigne, comme on l'enseignera d'après les mêmes méthodes intellectualistes, on aura toujours, comme résultat, les mêmes esprits faussés par l'idéologie, les mêmes caractères affaissés par l'inertie, les mêmes âmes sans ressort ni direction. D'aucuns affirment que la réforme actuelle ne fera qu'augmenter encore le nombre des aspirants fonctionnaires. Et il faudrait compter sur le monopole universitaire pour infuser à la bourgeoisie française,

fatiguée et craintive, une vigueur, une hardiesse nouvelles ! Il nous donnera, assure-t-on, des esprits libres, affranchis de tout dogme. Cela même est-il sûr? Un esprit libre, c'est un esprit qui sait voir le réel, qui n'a aucune œillère, aucune lunette s'interposant entre la réalité et son jugement pour le *prédisposer* et, partant, le fausser ; et l'éducateur idéal est celui qui s'efface le plus derrière son élève, de manière à influencer le moins possible son esprit et à le laisser bien voir, bien regarder, bien observer, selon la force de ses yeux. La grande machine universitaire est-elle, plus que l'Église, proche de cet éducateur idéal? S'il y a une *empreinte jésuite*, n'y a-t-il pas une *empreinte universitaire?* Avec la centralisation actuelle, au surplus, si favorable à la domination d'une caste pensante, se posant en Anti-Église, (1) et si l'on considère l'état d'esprit régnant dans les milieux radicaux, le monopole universitaire aboutirait presque nécessairement à la mise en tutelle du pays par une coterie politique. A la vérité, on peut faire de beaux discours sur l'enseignement créateur de liberté spirituelle ; mais ce qu'il y a de plus sûr, c'est que la liberté ne s'enseigne pas ; et c'est par dérision sans doute qu'on a pu parler d'un « enseignement de la liberté ». La

(1) Voir à ce sujet l'essai de Sorel sur l'Église et l'État, page 56.

liberté se conquiert par un contact incessant avec le réel, la vie, le mouvement des choses et des idées ; seule la participation effective et pratique à des institutions peut la développer. Nous avons exposé plus haut, d'après Proudhon, quel était l'idéal socialiste en fait d'éducation : il consiste à combiner l'enseignement et l'apprentissage, c'est-à-dire à fondre l'école et la vie, de manière à confronter de bonne heure l'esprit avec le réel, à donner le plus tôt possible le sens de la responsabilité et de l'initiative. Un enseignement idéologique, fût-il le plus impartial du monde, ne peut engendrer qu'une liberté intellectuelle abstraite et négative, fabriquer des dilettantes, des dialecticiens, des amuseurs, des esthètes de l'intelligence ; dans le monde des idées pures, il n'y a aucune responsabilité ; on peut dire que c'est le royaume de la fantaisie transcendantale, où l'on peut tout soutenir, tout avancer, tout plaider, puisque jamais la réalité, au-dessus de laquelle on se balance tout à loisir, n'inflige de démenti immédiat ni ne force à un choix pratique où la responsabilité soit engagée. Or, être libre, ce n'est pas planer abstraitement au-dessus des choses sans pouvoir jamais, dans leur tissu compact, insérer une action ; mais c'est savoir s'organiser avec le réel pour le dominer. Et le réel, c'est la complexité et la variété : plus donc il y aura d'écoles diverses, avec des

méthodes diverses et des enseignements divers, et plus il y aura de chances pour que les esprits soient libres. Le malheur, en France, c'est qu'il n'y a guère, pour distribuer l'enseignement, que deux grandes corporations, *deux lourdes machineries*, qui d'ailleurs se copient l'une l'autre : l'Église et l'Université. Prise ainsi entre ces deux énormes marteaux-pilons, qui brisent tous les cerveaux, la Liberté a peine à grandir ; elle végète, elle s'étiole. L'Université, seule, vaudra-t-elle mieux ? On soutient quelquefois que c'est la concurrence de l'Église qui déprime l'enseignement de l'État. Mais l'Université a été seule pendant un demi-siècle : était-elle alors moins administrative, moins centralisée ? M. Faguet soutient au contraire que si l'Université s'est réformée, quelque peu, depuis 1850, c'est sous l'aiguillon de la concurrence congréganiste. (1) Il n'a peut-être pas tort. Dira-t-on que, débarrassée de sa rivale, l'Université va pouvoir se décentraliser, faire pénétrer partout la vie avec l'autonomie ? L'État ne serait ainsi qu'un tuteur provisoire, qui, après avoir déblayé le terrain des ennemis trop encombrants, rentrerait dans la coulisse et laisserait la liberté s'avancer librement sur la scène. Cette hypothèse nous paraît bien peu probable. Ce n'est pas à l'heure

---

(1) Problèmes politiques, voir article sur la Liberté de l'enseignement.

où les républicains songent à rétablir le serment politique, à surveiller de près tous les fonctionnaires; ce n'est pas à l'heure où le vent politique souffle au jacobinisme officiel, où l'on veut créer l'unité morale du pays par la récitation unanime d'un catéchisme civique, que la centralisation va se relâcher et laisser respirer un peu la France. Décentraliser, ce serait rendre aux influences locales, régionales, particulières, un libre jeu; et les catholiques, après avoir été chassés par la grande porte, pourraient rentrer par mille petites fenêtres dans l'enseignement public. Ce serait à recommencer; *l'unité laïque* serait de nouveau compromise. Non, c'est à choisir : ou la liberté d'enseignement pleine et entière, pour les catholiques aussi bien que pour les autres, ou le monopole universitaire dans toute sa rigueur.

Dire : l'État seul, par son indépendance des intérêts privés, locaux, des coteries et des sectes, peut donner un haut enseignement vraiment scientifique et assurer à ses professeurs toute la liberté intellectuelle dont ils ont besoin ; assimiler l'enseignement à la justice et donner pour fonction à l'enseignement public de proclamer le Vrai comme les tribunaux déclarent le Droit; et vouloir supprimer l'enseignement privé, comme on a aboli les juridictions ecclésiastiques, c'est là une théorie très sédui-

sante, mais un peu spécieuse, il nous semble. L'impartialité de la justice, nous la connaissons, nous socialistes, pour qui la justice n'est encore le plus souvent que la plus partiale des justices de classe. Nous savons aussi quelle est l'indépendance du juge dans le système de centralisation politique actuelle. L'impartialité de l'enseignement, l'indépendance du professeur, seraient du même aloi. D'ailleurs, où sont ces vérités dont l'État serait détenteur ? Sauf en matière de sciences, où la certitude est plus grande, il y a encore partout matière à controverses ; en morale, histoire, littérature, philosophie, il n'y a point de vérités indiscutables, et les esprits se partagent. Il n'y a pas de physique catholique, bourgeoise ou socialiste, mais il y a une morale catholique, une morale bourgeoise, une morale socialiste, il y a une histoire catholique, une bourgeoise, une socialiste. L'État va-t-il les enseigner toutes impartialement ? laissera-t-il chaque professeur enseigner ce qu'il croit, en conscience, être le vrai ? Mais ce serait en fait rétablir la liberté de l'enseignement. Va-t-il choisir, émettre des vérités qui seront officielles : mais de quel droit l'État choisirait-il ? Pratiquement, un État de classe le fait, et l'État bourgeois actuel enseigne *sa* morale, *son* économie, *son* histoire. Mais nous tombons en pleine partialité, en pleine tyrannie : que devient la

liberté? que devient le vrai impersonnel? Soutiendra-t-on qu'il y a, soustraites déjà à la controverse, un certain nombre de vérités morales, historiques, littéraires, philosophiques, et que, d'ailleurs, ce qui importe, c'est moins ce qu'on enseigne que la méthode par où on l'enseigne? Mais les méthodes elles-mêmes sont controversables : l'État sera-t-il détenteur de l'unique bonne méthode? Et qui déterminera les points soustraits à la controverse? On a beau faire : de quelque façon que l'on s'y prenne, l'enseignement ne peut que refléter la société, et si dans une société il y a diversité d'opinions, il ne peut pas ne pas la traduire. On ne saurait, par aucun moyen connu, créer *théoriquement* une unité qui n'existe pas *pratiquement*. Croit-on d'ailleurs que dans cette espèce de duel où l'on acculerait l'école et la société, ce soit nécessairement l'école qui triompherait? Les familles catholiques, obligées d'envoyer leurs enfants au lycée, lui feraient une guerre sourde, sournoise, acharnée : qui de la famille ou du professeur serait le plus fort? Même en prenant en considération l'esprit d'indépendance qui souffle parmi les enfants modernes, l'issue de ce duel apparaît fort incertaine. On invoque la liberté de l'enfant; mais on pourrait tout aussi bien, avec un tel argument, limiter la liberté de la presse, par exemple, que la liberté d'enseignement. A voir

comment la presse arrive à façonner l'esprit des foules, à créer d'étranges fanatismes, on pourrait. au nom de la liberté de ces mineurs que sont encore les peuples, demander le monopole de la presse par l'État. L'homme qui lit tous les jours *l'Intransigeant*, *la Libre Parole*, *le Petit Journal*, a la mentalité aussi peu libre que l'enfant dressé par l'Église dans ses écoles. Peut-on dire même que les journaux soi-disant libres-penseurs respectent mieux la liberté de leurs lecteurs ? Hélas, non, il s'en faut étrangement. Personne, cependant, ne demande la limitation de la liberté de la presse.

Et puis, en définitive, n'a-t-on pas exagéré l'incompatibilité entre le catholicisme et l'esprit moderne ? Sans doute, si l'homme était partout et toujours un *tout psychologique* parfaitement cohérent dans toutes ses parties et logiquement systématisé, il y aurait, à notre sens, incompatibilité absolue entre le catholicisme et l'esprit moderne. Un catholicisme libéral est, au fond, un pur non-sens. Mais l'homme n'est nullement ce tout bien coordonné, rigoureusement agencé : c'est un mélange complexe, chaotique, où peuvent coexister les états les plus contradictoires. Des savants comme Pasteur, des philosophes comme Lachelier, des observateurs sociaux comme MM. Paul Bureau et Paul de Rousiers, sont catholiques : ont-ils

l'esprit moins moderne que n'importe quel député du « Bloc républicain » ? La vie religieuse, c'est la vie intérieure, domaine complexe et mystérieux, — royaume de la liberté spirituelle, incommensurable avec la vie sociale, politique, économique. Aussi faut-il se garder de croire que telle religion implique nécessairement telle économie, ou telle économie telle religion. Entre la vie économique et la vie spirituelle, la relation n'est pas aussi simple. Les peuples anglo-saxons sont des peuples remarquables par leur esprit d'initiative et leur sens de la liberté : est-ce uniquement parce que leur formation religieuse a été protestante ? Les peuples catholiques sont plus artistes, moins utilitaires, moins adaptés aux luttes industrielles, plus *dociles*, malgré des révoltes et des soubresauts révolutionnaires : est-ce uniquement parce que le catholicisme a pétri leur âme ? Il y a des catholiques en Amérique, il y en a en Angleterre ; la Belgique est catholique. Le Nord de la France est catholique et pourtant c'est là que se déploie la plus vive activité économique de tout le pays. N'est-ce pas plutôt une question de race, et ne faut-il pas distinguer, avec M. Le Bon, les Anglo-Saxons et les Latins ? Les peuples imprègnent beaucoup plus une religion de leur esprit que la religion ne les imprègne eux-mêmes du sien. Sans doute, il y a réaction de la

religion sur l'homme, et renforcement par elle des qualités ou défauts naturels d'un peuple. Mais en gros, il reste plutôt vrai de dire avec Marx que c'est l'homme qui fait la religion et non la religion l'homme. Encore est-il que l'homme est un produit historique prodigieusement complexe, et l'on peut se demander avec Sorel (1) si *la faculté mystique* acquise par l'humanité avec le christianisme se perdra jamais. La religion est peut-être un fait irréductible, avec lequel il faut par conséquent compter. Quoi qu'il en soit, ce qu'il importe de constater, c'est qu'aujourd'hui personne ne conteste plus la nécessité de travailler au progrès économique : tout le monde, y compris les catholiques, est obligé d'y collaborer. Et s'il se manifeste des tendances susceptibles de compromettre l'avenir économique, elles se rencontrent aussi bien parmi les soi-disant libres-penseurs, grands pontifes de l'esprit moderne, que parmi les catholiques. M. Le Bon, dans son livre sur la *Psychologie de l'éducation*, parle d'écoles techniques fondées par des Frères, où les méthodes d'enseignement sont excellentes, alors que les élèves des écoles techniques de l'État sont malaisément utilisés par l'industrie ou l'agriculture. C'est un exemple de la facilité d'adaptation de

(1) Voir *op. cit.*, page 40.

l'Église à la civilisation moderne. On a beau dire : l'initiative individuelle est plus souple, plus inventive, qu'une administration, une bureaucratie. Et les vraies racines de l'esprit de liberté qui nous anime aujourd'hui ne sont pas dans telle ou telle idéologie, religieuse ou laïque, mais surtout dans le caractère essentiellement révolutionnaire de l'économie moderne.

Il ne nous semble donc pas que ce soit le monopole universitaire qui puisse insuffler à la bourgeoisie cette hardiesse industrielle et cette largeur d'esprit social que l'on envisage avec raison comme une des conditions auxquelles l'avenir du socialisme est suspendu. A notre avis, ce n'est pas d'une réforme de l'enseignement public que pourrait venir le salut, mais de la classe ouvrière elle-même. C'est ici qu'elle pourrait être l'éducatrice de la société, loin d'être sa pupille et son élève. Que le prolétariat, fortement pénétré de l'esprit socialiste et révolutionnaire, s'organise en puissants syndicats, et que ceux-ci luttent sans relâche, avec une énergie également éloignée des emballements et des compromissions, avec un sens si haut de leur responsabilité, que leur autorité morale puisse s'imposer aux patrons et à la masse ouvrière, — et, en conquérant de hauts salaires et de courtes journées, ils forceront la bourgeoisie à renouveler son

outillage industriel, à sortir de sa quiétude, à devenir hardiment progressiste ; ils la contraindront aussi à renoncer à tout paternalisme, à toute fausse philanthrophie, à tout gouvernement patronal, et à reconnaître dans la classe ouvrière une force matérielle et morale qu'on ne peut plus domestiquer, mais avec qui l'on doit compter, arbitre de la production, vraiment *capable*, jalouse autant de la qualité du travail que de ses droits et de sa dignité, la classe *dirigeante* enfin ! Le prolétariat pourrait ainsi, tout en s'éduquant lui-même, en éliminant de son sein toute démagogie comme toute docilité étatiste, éduquer la bourgeoisie elle-même et, avec elle, toute la société, qu'il entraînerait hors des voies croupissantes du gouvernementalisme à outrance, de la centralisation étouffante, du protectionnisme effréné. Un tel esprit d'initiative et de progrès soufflerait dès lors sur la société qu'aucune réaction ne serait plus à craindre ; la Liberté serait désormais invincible ! Dira-t-on que la faiblesse du mouvement syndical en France ne permet pas d'en augurer un si brillant avenir ? Et qu'étant donné l'état inorganique, où végète encore la classe ouvrière française, un rôle aussi *providentiel* ne saurait lui être attribué ? Nous répondrons qu'en Angleterre même le mouvement ouvrier a dû passer par cette phase de faiblesse inorganique ; et s'il y a

incontestablement des différences de race et de traditions historiques qui créent entre la classe ouvrière anglaise et la classe ouvrière française de notables différences psychologiques, il ne faut pas oublier non plus que la caractéristique de l'ère moderne, c'est la mise au second plan des facteurs biologiques et purement psychologiques désormais dominés par le facteur économique. Avouons donc, au lieu de gémir sur l'infériorité du mouvement ouvrier en France, que les socialistes ont peut-être dans cette infériorité leur part de responsabilité. Comptant trop, précisément, sur l'État, attendant leur salut d'un miracle politique, ou d'une catastrophe révolutionnaire, les ouvriers français ont trop négligé leur organisation économique pour perdre leur temps et leurs forces dans les voies douteuses d'un socialisme purement électoral. La propagande socialiste a été à la fois jusqu'ici trop idéaliste et trop matérialiste : *trop idéaliste*, en faisant miroiter devant les yeux du prolétariat français la possibilité messianique d'une conquête rapide des pouvoirs publics ; *trop matérialiste*, en ne pénétrant pas les ouvriers français d'une idée assez haute de leur mission et de leur responsabilité dans le devenir moderne, en négligeant de leur dire que leur émancipation dépendra autant de leur *élévation morale* que de leur *éléva-*

tion politique. Nous n'avons pas encore essayé, en définitive, les voies de la liberté : pourquoi désespérer d'elle ? Ou le socialisme se dégagera, lui et la société française, du bourbier où l'étatisme, combiné avec la démagogie, risque de les enlizer l'un et l'autre, et la classe ouvrière s'engagera résolument dans les voies de la liberté ; ou il faut déclarer que le socialisme n'a aucun avenir en France, et que, forcé de s'adapter à de séculaires et désastreuses traditions, il laissera notre pays achever sa décadence et tomber, à l'instar de l'Espagne, au dernier rang des nations européennes.



Ce n'est pas dans cette voie, il faut l'avouer, que l'on semble s'engager, et la politique actuelle, suivie par le « Bloc républicain » et soutenue sans réserve par les socialistes, est faite pour inspirer les plus vives inquiétudes à tous les vrais amis de la liberté. Et quel paradoxe ! La politique de défense républicaine est née de l'affaire Dreyfus ; c'est à la lumière de cet événement tragique, qui a secoué si violemment la société française, que le péril clérical est apparu et qu'on a vu la nécessité de reprendre l'offensive contre l'Église. Cependant, de quoi s'agissait-il, dans cette fameuse affaire ? — De droit indi-

viduel, supérieur à toute raison d'État ; le dreyfusisme, c'est la négation intrépide, héroïque, obstinée, farouche, *de toute raison d'État.* Or aujourd'hui, — et Bernard-Lazare l'a parfaitement marqué dans sa consultation aux *Cahiers de la Quinzaine*, (1) — on ne parle plus que de raison d'État de la pensée moderne ; il n'est plus question que d'intérêt supérieur de la République, de la Démocratie, de la Raison. Et au nom de cet *intérêt supérieur*, on foule aux pieds tous les droits individuels, avec la même désinvolture, avec le même cynisme, qu'il y a quatre ans les nationalistes immolant Dreyfus sur l'autel de la Patrie. Maintenant que les dreyfusistes sont au pouvoir et qu'ils ont la force, voici que l'éternel sophisme, voici que l'antidreyfusisme éternel obscurcit leur conscience, et la fait trébucher dans l'éternel mépris du Droit. La passion anticléricale, égale à la passion nationaliste, aboutit, comme toute passion violente et sectaire, au retranchement brutal de la liberté pour l'ennemi, le non-conformiste. On ne raisonne plus, on frappe ; on ne discute plus, on court sus à l'Infâme. L'arrêt critique est complet : la haine domine, furieuse, grossière, impérieuse, terrible à tout empêcheur de hurler en rond. Nous avons connu les débordements sauvages

(1) Voir le vingt-et-unième Cahier de la troisième série (août 1902).

de la rage nationaliste : nous connaissons aujourd'hui ceux de la rage anticléricale; ils ne nous changent guère : dent pour dent, œil pour œil; pour Jaurès lui-même, la justice, c'est le talion! Il semblait que, d'une lutte comme l'affaire Dreyfus, la conscience humaine dût sortir incapable désormais d'autre lumière que celle de la Vérité et du Droit, et c'est à cela que nous aboutissons! Il n'y a pas d'exemple d'une telle banqueroute. Il est vrai qu'une fois accaparé par les politiciens, si prudents, si circonspects au début, sinon hostiles, le grandiose et héroïque mouvement de justice devait avorter. La politique gâte tout ce qu'elle touche; les politiciens n'ont jamais su ce que c'était que le Droit : ils ne connaissent que des forces, des majorités, des blocs. On pouvait espérer que Jaurès, Pressensé, qui jouèrent dans la tragique tourmente un rôle si grand et si noble, échapperaient à la contagion politicienne : ils approuvent sans réserves. La lecture des journaux socialistes est édifiante. On y lit couramment que tel fonctionnaire ferait bien de ne pas mal parler d'un gouvernement *qui le paie*, comme si le socialisme n'était pas précisément la révolte de la liberté contre tout patronat, collectif autant qu'individuel! On y lit des appels à l'arbitraire administratif contre des professeurs nationalistes, dans le même temps où l'on

proteste au nom de la liberté des professeurs socialistes. On y approuve l'idée monstrueuse du serment politique, renouvelée de l'Empire, et que M. Combes veut remettre en honneur. Nous enfin, qui journellement protestons contre l'emploi de l'armée dans les grèves, et qui tressons des couronnes de gloire aux soldats qui refusent, par conscience socialiste, de marcher sur les grévistes, nous entendons réclamer toutes les rigueurs de la justice militaire et de l'arbitraire gouvernemental contre des officiers coupables d'obéir à leur conscience de chrétiens ! En tout cela, aucun sens de la justice, aucun souci de tolérance, aucun esprit de liberté ; du pur sectarisme, du pur jacobinisme ! Vraiment la conscience socialiste, depuis quelques années, s'est singulièrement adultérée. Est-ce sous l'influence des intellectuels socialistes ? On a pu constater un retour au sentimentalisme trouble de 48 ; mais, comme le dit si finement Anatole France, le sentiment, c'est la musique de l'intérêt ; il n'est pas étonnant que s'obscurcisse l'idée du Droit, à laquelle le sentiment, autant que l'intérêt, est irréductiblement étranger. Combien cependant était préférable, il y a dix ans tout au moins, l'attitude du Parti ouvrier français, combien plus respectueuse de la liberté individuelle, combien plus digne et plus haute ! Le maire de Roubaix, Carrette, — le fait est cité par

Briquet, (1) et mérite d'être signalé — faisait faire maigre aux enfants le vendredi dans les cantines scolaires instituées par la municipalité collectiviste. Aujourd'hui, on l'accuserait sans doute d'être un affreux clérical, et les maires socialistes actuels, loin de faire montre d'une telle largeur d'esprit, n'ont qu'un souci : gêner dans ses manifestations légitimes l'exercice du culte catholique, sous prétexte qu'elles portent atteinte à la liberté de conscience des autres religionnaires et des non-croyants. Conception ratatinée de la liberté, qui, d'une faculté positive, expansive, fait une prudence mondaine, attentive à ne choquer personne ! Comme si la liberté était si prude qu'elle ne saurait sans scandale supporter une liberté voisine !

Ce n'est pas dans un esprit aussi mesquin et aussi étroit que nous devons penser à défendre la civilisation moderne. La civilisation moderne repose sur la liberté, et c'est en restant sur le terrain de la liberté et de la tolérance qu'il nous faut la sauver des périls évidents dont elle est menacée. Si nous limitons arbitrairement la liberté des autres pour accroître la nôtre, nous ne ferons, sans grand profit, que nous mentir à nous-mêmes; car, s'il est au moins étrange d'entendre les cléricaux crier : vive

(1) *Mouvement socialiste*, 15 août 1902.

la liberté, il ne l'est pas moins que des libéraux se réclament d'elle pour la ravir à leurs adversaires. Il ne faudrait pas justifier la spirituelle boutade de M. Faguet, faisant dire aux libéraux : « Nous vous demandons la liberté quand vous êtes au pouvoir, parce que ce n'est pas votre principe ; et nous vous la refusons quand nous y sommes, parce que c'est le nôtre. » Sachons au contraire profiter des libertés conquises, sans enlever aux autres des droits que nous avons soustraits à leur tyrannie. Nous ne savons pas, dit-on, en user ; nous les laissons dépérir entre nos mains ; il nous faut la tutelle de l'État. Mais si vraiment nous avons besoin de tutelle, si nous sommes indignes de la liberté et avons soif de servitude, qu'importe alors la nature de cette servitude : autant l'Église que l'État ! La meilleure manière de restreindre la liberté de ses antagonistes, c'est d'être plus actif, plus inventif qu'eux-mêmes ; c'est de démontrer par l'effet, pratiquement, la supériorité de son principe ; c'est de se développer hardiment dans le sens de ses idées. A la civilisation moderne donc de faire éclater en des œuvres concrètes et vivantes la beauté supérieure et la valeur intrinsèque de son idéal. Trois mesures générales, à notre sens, s'imposeraient :

1° Une mesure négative : la séparation de l'Église et de l'État ; plus de budget des cultes ; une législa-

tion précise et sévère sur la mainmorte territoriale et foncière ; car, sans vouloir enlever à l'Église la possibilité économique de vivre, et faire de la séparation une tentative déloyale d'égorgement indirect du catholicisme, il est permis de parer aux dangers évidents pour la société civile d'un développement exagéré de la mainmorte foncière. La séparation dégagerait définitivement l'État civil de tout caractère religieux : la religion deviendrait chose libre, cesserait d'être chose officielle : la situation respective de la société civile et de la société religieuse serait nette et franche. Actuellement, sous le régime concordataire, il y a entre Rome et le gouvernement français un système de transactions en vertu duquel le Pape laisse au gouvernement français, s'il continue à protéger les missions catholiques étrangères, carte blanche dans sa lutte contre les congrégations : c'est ainsi que l'on a la politique double d'un *anticléricalisme intérieur* et d'un *cléricalisme extérieur*. Cette situation fausse cesserait ; et, si un parti catholique pur se constituait, comme en Allemagne, les questions n'en seraient posées qu'avec plus de précision. (1)

2° Une mesure déjà plus positive : une large

(1) Voir à ce sujet ce que dit Sorel, *Essai sur l'Église et l'État*, pages 41-42 et suivantes.

décentralisation politique et administrative qui redonnerait la vie, avec l'autonomie, à la société française, assurerait un franc et large essor à toutes les libertés, et permettrait ainsi à la cité moderne de mieux se défendre contre les empiétements du clergé. Proudhon, dans son livre sur le *Principe fédératif*, a fort bien posé la question : « ...Je vous en préviens, écrit-il, (1) pour peu que le clergé le veuille, pour peu qu'il lui plaise d'appuyer ses candidatures de quelques démonstrations de réforme et de progrès, en peu d'années il est sûr d'obtenir au scrutin populaire plus de nominations que la démocratie et le gouvernement réunis. Que dis-je ? C'est lui-même qui deviendra l'organe de la démocratie... Jusqu'à présent le clergé n'a pas profité du droit qu'assure à tout ecclésiastique la législation de 89, mais pourquoi ? C'est que depuis 89 la situation de l'Église, ses rapports avec l'État, son influence sociale ont été réglés, d'une autre manière, par le Concordat. Mais supprimez le Concordat, abolissez le budget ecclésiastique, et comme saint Paul fabriquait des tentes pour vivre, le prêtre fera du commerce, de l'industrie, de l'enseignement, de la politique enfin, et de l'économie politique avec tous les citoyens et vous verrez bien

(1) *Du Principe fédératif*, chapitre VII, pages 120-122-123.

autre chose. Pour moi, si l'on me demande comment je pense sortir de cet effrayant cercle vicieux qui nous montre dans les éventualités de l'avenir, parmi les suggestions d'une société redevenue mystique à force de matérialisme, un califat universel sortant d'un scrutin universel, je déclare, dût-on me taxer de monomanie, que je n'aperçois d'échappatoire que dans la fédération... Supposons dans la confédération un développement extraordinaire du sentiment religieux, donnant lieu à des prétentions exagérées de la part du ministère ecclésiastique et aboutissant à un conflit entre les deux ordres, temporel et spirituel. Possible alors que le clergé, jouissant comme le reste du peuple des droits civils et politiques, obtienne une certaine influence dans l'administration des localités; possible que l'évêque devienne, dans un canton, président du Sénat, du Corps législatif, du Conseil d'État. Jamais l'Église ne pourra devenir maîtresse de la confédération; jamais le suffrage universel ne fera d'une république fédérative un État pontifical. La proportion des clercs dans le corps électoral étant naturellement fort limitée, le principe d'autorité et d'unité tout à fait subordonné, toujours, en cas de conflit, l'intérêt politique et économique, c'est-à-dire temporel, anticlérical, l'emportera sur l'intérêt ecclésiastique.... Contre un cataclysme des

consciences, je ne connais, je le répète, de remède que la division des masses, non seulement par États, communes et corporations, mais par églises, synagogues, consistoires, associations, sectes, écoles. *Ici l'unité, loin de faire obstacle au péril, l'aggraverait encore.* L'entraînement des masses, un jour folles d'impiété, le lendemain ivres de superstition, s'accroît de toute la puissance de la collectivité. Mais à la fédération politique, joignez la fédération industrielle, à la fédération industrielle ajoutez celle des idées, et vous pouvez résister à tous les entraînements... Faites-le donc, encore une fois, ce pacte de libre union ; il n'est pas trop tard ; et non seulement vous n'aurez plus à vous inquiéter de la papauté devenue pour moitié puissance du siècle, mais vous tenez l'Église tout entière, révolutionnée dans son chef et forcée de marcher avec la liberté, et vous échappez à l'inconvénient de soulever contre vous l'univers catholique. »

3° Proudhon nous indique aussi la troisième mesure générale à prendre, mesure, celle-là, tout à fait positive et décisive : joindre à la fédération politique la fédération industrielle, pratiquer une politique hardiment sociale. De quoi, en effet, s'agit-il en définitive ? D'arracher le peuple à la domination de l'Église. Après tout, que la bourgeoisie s'encapu-

cine, c'est son affaire, il n'y a que demi-mal : l'essentiel, c'est de tirer le peuple ouvrier et paysan, qui forme l'immense majorité du pays, hors du joug clérical. Mais, en fait, le peuple est déjà, *spirituellement*, détaché de l'Église : l'ouvrier, le paysan ne croient plus, et s'ils pratiquent encore, s'ils mettent encore leurs enfants à l'école congréganiste, c'est que la crainte du seigneur... Capital est pour eux le commencement de la piété et de la... sagesse. L'Église a été très habile d'ailleurs : elle a multiplié les œuvres sociales, elle essaie de toute façon de demeurer *une réalité rationnelle et pratique* aux yeux du peuple. Prêtant son appui au capitalisme, elle fonde des mutuelles, des coopératives, des syndicats catholiques. Elle a beau faire, cependant : *déjà épiphénomène*, comme dit Sorel, elle ne redeviendra pas *une réalité juridique essentielle :* elle a contre elle l'instinct profond du peuple, qui répugne à la charité cléricale et veut la justice. Depuis 1789, l'État s'est, en partie, substitué à l'Église dans les œuvres essentielles de l'enseignement et de l'assistance, et déjà le peuple a touché, par là, *des réalités collectivistes*. Mais l'État, c'est encore, comme l'Église, quoique plus prochaine, une entité qui pour le prolétariat est transcendante : la solidarité officielle et laïque, si elle est moins humiliante que la charité chrétienne, fait encore l'effet d'une au-

mône et le peuple. à l'hôpital comme à l'école, quoique laïcisés, ne se sent pas encore tout à fait chez lui. Ce qui donc serait tout à fait décisif, ce serait d'opérer un transfert plus profond et plus essentiel que celui de l'Église à l'État : le transfert de l'État aux organismes ouvriers des fonctions sociales fondamentales, en donnant aux syndicats la haute main sur le service de l'enseignement et de l'assistance publique. Que la classe ouvrière, alliée aux paysans et leur donnant la main, devienne un faisceau compact d'institutions mutualistes et fédératives, — comme la fédération gantoise, par exemple, en offre un modèle admirable, — et l'Église deviendra pour elle, moins encore qu'un épiphénomène, *un songe du passé*. Pour cette œuvre, la classe ouvrière ne demande qu'une chose : la liberté ; qu'une législation libérale augmente sa capacité juridique, laisse les attributions de ses organismes s'étendre, et s'accroître les libertés générales, et cela lui suffit. On parle toujours de l'impossibilité pour la classe ouvrière de résister à elle seule à une coalition de toutes les puissances réactionnaires. On assure que si l'État ne venait mettre sa force au service de la démocratie, l'Église, unie au capital, arriverait vite à écraser tout mouvement ouvrier. Mais les meilleures lois sociales, si la classe ouvrière est trop faiblement organisée pour en assurer elle-

même l'exacte application, sont, on le sait bien, la chose la plus vaine du monde. Rien ne saurait dispenser le prolétariat de défendre lui-même tous ses droits, y compris sa liberté de conscience. Le paternalisme clérical d'un Schneider ou d'un Chagot suppose une classe ouvrière encore inorganique. On craint le danger que fait courir au mouvement syndical la multiplication, sous les auspices de l'Église et des patrons, des syndicats jaunes. Mais qui donc, au moment même où les capitalistes commençaient à se fatiguer de gouverner leurs ouvriers, au moment où les grèves du Creusot et de Montceau-les-Mines venaient de démontrer l'impossibilité de maintenir longtemps des prolétaires modernes sous une tutelle philanthropique et cléricale, qui donc est venu fournir aux patrons un précepte légal à s'immiscer dans les affaires de leurs ouvriers? N'est-ce pas le ministère Waldeck-Rousseau-Millerand, qui, s'inspirant des idées démocratiques courantes, a créé les conseils du travail, cet essai de parlementarisme industriel, où la pointe révolutionnaire des revendications prolétariennes viendra s'émousser dans l'eau dormante des discussions académiques? C'est un exemple saisissant du caractère équivoque de cette législation soi-disant sociale et ouvrière où se plaisent les démocrates. On prétend créer la paix sociale, atténuer les conflits entre

les classes; on aboutit à susciter des embarras au mouvement ouvrier et à favoriser la dispersion syndicale. Les ouvriers, en général, regardent avec une défiance extrême, parfois exagérée et mal fondée, parce qu'elle est systématique, les projets de lois émanés de l'initiative gouvernementale. Les meilleurs, ou qui semblent les mieux intentionnés, ne leur disent rien qui vaille. Ce qu'ils demandent, dans leurs congrès, c'est la pleine liberté de réunion et d'association. Et de plus en plus, ils s'occupent de développer leurs œuvres de défense, de mutualité et d'enseignement; ils se créent par là *un véritable monde nouveau*, où, hors de l'Église comme de l'État, ils montent à un avenir de liberté et de justice. S'ils s'intéressent à la politique démocratique, c'est en tant qu'elle doit supprimer dans la société tout arbitraire, tout monopole, tout privilège et porter la liberté à son plus haut point. Lutter contre le cléricalisme, c'est lutter contre l'esprit de domination. Dans l'affaire Dreyfus, les ouvriers ont lutté contre la domination de la caste militaire; dans cette révolte tragique de toutes les consciences libres contre le plus odieux des jougs, ils ont été au premier rang. Ils veulent y être aussi dans la révolte contre la domination de la caste ecclésiastique et sont prêts à s'associer à toute politique anticléricale. Mais ils pensent avec Proudhon que, pour s'opposer

véritablement aux intérêts cléricaux, il faut développer l'intérêt politique et économique, c'est-à-dire anticlérical, et que par conséquent la véritable politique anticléricale, ce n'est pas une politique jacobine et pseudo-démocratique, mais une politique libérale et socialiste. L'État, lui aussi, incarne l'esprit de domination, non moins peut-être que l'Église et l'armée; et la *démocratie unitaire* a trop d'affinités de principes avec l'Église catholique pour en être le véritable antidote, qu'il faut chercher bien plutôt dans la fédération, « où, comme dit Proudhon, le principe d'autorité étant subalternisé, la liberté prépondérante, l'ordre politique est une hiérarchie renversée dans laquelle la plus grande part de conseil, de richesse et de puissance reste aux mains de la multitude confédérée, sans pouvoir jamais passer à celles d'une autorité centrale ». (1) et qui, par conséquent, ajouterons-nous, constitue la décisive résorption dans le corps même de la société de ces deux oppresseurs de la conscience et de la liberté, l'Église et l'État.

ÉDOUARD BERTH

(1) *Du Principe fédératif*, page 121.

Sur les documents, renseignements, contributions et les œuvres intéressant le socialisme et la politique anticléricale publiés dans les éditions des cahiers antérieures à la fondation des cahiers et dans les trois premières séries des cahiers, se référer au

Sixième cahier de la quatrième série, cahier de courrier, inventaire des cahiers, *en forme de catalogue, un cahier de 72 pages, un franc*

courrier de Bretagne

Le courrier que l'on va lire laisse une impression pénible ; mais nous savons de longtemps que la misère n'est pas un exercice de vertu, qu'elle est laide.

Notre correspondant est un instituteur ; non pas un de ces instituteurs que l'on a introduits du dehors pour mater la Bretagne, la franciser et la républicaniser ; mais un instituteur breton, né breton, aimant et sachant la Bretagne.

La lettre est adressée à M. Émile Boivin, fondateur-gérant de l'Œuvre du Livre pour tous, *8, rue de la Sorbonne, rez-de-chaussée, Paris, cinquième arrondissement.*

A peine ai-je besoin d'avertir que nous n'avons maintenu ni le nom de cet instituteur, ni le nom de sa commune ; écrasés entre la réaction des réactionnaires et la réaction des radicaux, entre la stupidité des foules nationalistes réactionnaires et la stupidité des foules radicales nationalistes, les petites gens ne publient pas impunément ce qu'ils savent de vérité ; nos cahiers s'en aperçoivent ; mais nous avons le droit et le devoir de compromettre, quand il est juste, la prospérité de nos cahiers ; nous n'avons pas le droit de jouer la vie d'un homme pauvre ; nous laissons aux politiciens ce jeu redoutable.

Nous prions notre correspondant de vouloir bien nous continuer ses courriers.

Charles Péguy

Edmond Lebret

COURRIER DE BRETAGNE

Samedi 24 janvier 1903

Cher Monsieur,

C'est avec plaisir que je m'empresse de vous donner les renseignements que vous demandez sur la question à l'ordre du jour dans la presse : la misère de nos pêcheurs sardiniers et des ouvriers de friterie.

Comme vous l'avez deviné, il y a dans toutes les histoires que l'on ressasse une grosse part d'exagération. La pêche de la sardine est surtout localisée dans le Finistère, aux ports de Douarnenez, Audierne, Penmarch, Guilvinec, Lesconil, l'Ile-Tudy et Concarneau.

Elle a lieu pendant l'été, de mai en octobre généralement, époque de l'année où le poisson apparaît sur nos côtes.

Depuis quelques années, cette pêche devenait de moins en moins rémunératrice, par suite de la rareté du poisson.

La campagne de 1902 a été particulièrement mauvaise. Aussi les bateaux sardiniers ont-ils pratiqué, en très grand nombre, d'autres pêches : congres, raies, et principalement celle des langoustes.

Il n'est donc pas tout à fait exact de dire que la saison a été entièrement perdue pour les sardiniers.

Toutefois, la concurrence faite de cette façon aux pêcheurs de langoustes a été fâcheuse pour ces derniers. Les bateaux sardiniers se servent, en effet, de filets

pour capturer les crustacés et causent souvent des dégâts aux engins des langoustiers, nasses ou casiers. De plus, la pêche se faisant sur une plus grande échelle, il est tout naturel que les profits soient moindres.

Le manque de sardines a donc eu une répercussion malheureuse sur tout le littoral.

Néanmoins, c'est pour l'industrie de la sardine exclusivement que M. Le Bail et quelques autres députés de la région bretonne ont sollicité un secours de la Chambre. Leur initiative a immédiatement mis en émoi tout le clan réactionnaire. Calotins et cléricaux de toute marque ont vu, dans cette réclamation, un danger pour leur influence politique. Avec la décision qui caractérise tous leurs actes, ils ont eu vite fait d'organiser des souscriptions, dans leurs journaux et dans les sacristies. Ils sont arrivés des premiers à fournir des secours aux marins.

La Commission instituée à la Préfecture a également réparti 100.000 francs entre un certain nombre de communes. La nôtre n'a rien reçu et, naturellement, nos pêcheurs sont fort mécontents.

Je crains fort que, si cela continue, l'attribution des secours ne cause plus d'ennuis de toutes sortes aux promoteurs de ce mouvement humanitaire qu'elle ne leur attirera de sympathies.

Vous avez sans doute dû vous demander ce qu'il pouvait y avoir de vrai dans les descriptions émouvantes de la misère de nos populations maritimes, descriptions faites *de visu* par les reporters des journaux parisiens.

Pour moi, je tiens pour certain que les auteurs de ces

articles n'ont pu trouver partout la situation vraiment navrante qu'ils dépeignent.

Les logis de nos marins sont certes bien pauvres, mais ils ne sont pas tels qu'on nous le raconte.

Si cela est, c'est que la plupart des maisons visitées avaient été préparées d'avance *(on me l'a dit)* et que la leçon était faite préalablement aux habitants.

Donc, il y a une certaine misère, mais pas la détresse absolue qu'on se plaît à répéter sur tous les tons. Et les plus à plaindre ne sont pas surtout ceux qu'on pense.

Nous étions bien calmes, bien tranquilles au pays breton avant que cet état... de famine fût officiellement décrété. Il y avait, certes, dans nos ports et sur le littoral, bien des infortunés qui avaient besoin d'être secourus. Nous leur venions en aide dans la mesure de nos moyens et nous avons été très heureux qu'on leur assure une plus large assistance.

La crise allait, d'ailleurs, prendre fin avec l'ouverture prochaine de la pêche aux maquereaux.

Et voici que, tout à coup, l'on veut nous prouver que chez nous les petits enfants meurent faute d'une alimentation suffisante, que les grandes personnes sont anémiées et affaiblies par les privations, que le recrutement de la flotte de guerre est compromis par suite de l'anéantissement de nos jeunes gens, que sais-je !...

Encore une fois, tout cela est exagéré.

Le gain d'un pêcheur sardinier pendant la campagne annuelle, c'est-à-dire pendant six à sept mois, est d'un millier de francs, en moyenne.

Les soudeurs-boîtiers se font de 900 à 1.000 francs pendant le même temps (j'en connais qui se font 1.500

et 1.500 francs par an): les femmes employées aux usines atteignent 200 ou 250 francs.

Avec ces salaires, auxquels s'ajoutent, pour les pêcheurs, le produit de leurs autres pêches de l'année et la valeur du poisson et des crustacés, dont ils fournissent leur ménage; pour les soudeurs et les femmes, la rémunération des besognes accessoires pendant la morte saison, une famille pourrait vivre facilement toute l'année. Notez, d'ailleurs, que les Bretons, les gens du littoral surtout, sont très prolifiques et que la maisonnée est souvent nombreuse; que les enfants, arrivés à l'âge de treize ou quatorze ans, apportent déjà à leurs parents leur part de gain.

Malheureusement, et vous le savez peut-être, nos marins sont loin d'être des modèles de tempérance. Quand la pêche donne, leurs stations aux cabarets sont longues et fréquentes. L'alcoolisme est le fléau des populations maritimes.

D'autre part, sans vouloir calomnier les femmes de pêcheurs, il faut avouer qu'elles ignorent ce que c'est que l'économie.

Elles gaspillent l'argent que leurs maris ont tant de peine à gagner : les pâtissiers, les crêpières en savent quelque chose. Jamais ces derniers ne font faillite, tandis que les boulangers et les autres commerçants font, trop souvent, de mauvaises affaires.

Il faut voir, dans les ports de pêche, à Audierne et Douarnenez, le luxe des femmes et des jeunes filles de pêcheurs et d'ouvriers. Vêtues plus richement que ne le comporte leur condition et leur état de fortune, chaussées et gantées comme des personnes très riches, on peut affirmer qu'elles prodiguent inutilement le petit

pécule de la famille, sans souci de la misère qui les attend pendant les mauvais jours.

Peut-on s'étonner, après cela, du dénûment qui règne chez les marins ?

Pour en revenir aux questions que vous me posez dans votre lettre, je vous dirai que la *promenade ministérielle* a passé presque inaperçue ici. On ne s'occupe guère des personnes en ce moment. L'avidité naturelle prime tout chez les pauvres diables; ils ne parlent que secours, argent, pain, etc.

A ce sujet, l'on me racontait que certains quémandeurs, à Douarnenez, à Audierne, refusent le pain qu'on leur offre ou les bons de viande qu'on leur distribue : « Donnez-nous de l'argent, disent-ils; cet argent nous appartient ! »

C'est là une réponse qui caractérise réellement la détresse des marins bretons, tant prônée par la presse. La population maritime, en général, crie, non pas la misère, mais le manque de superflu.

L'évêque s'est montré aussi à nos pêcheurs.

Il a été plus remarqué que la délégation officielle. C'est qu'en effet, dans chaque localité, il s'est rendu à l'église, accompagné de la foule.

Là, un petit speech, approprié à la circonstance, a fait comprendre aux gens combien le clergé leur était dévoué. Monseigneur n'a pas manqué, naturellement, de faire allusion aux événements récents.

A Audierne, il a exalté les sœurs expulsées des écoles, qui, restées au pays, semaient les aumônes sur leur passage, soignaient les malades, etc.

En somme, la question politique reparait avec l'entrée en scène des robes noires et de leur chef.

Que vous dirai-je encore?... Ici, la question des secours et de la misère fait l'objet de toutes les conversations. Les uns exultent, les autres récriminent. C'est certes un événement qui fera époque dans la vie des marins.

Si j'apprends quelques faits de nature à vous intéresser, je vous écrirai encore bientôt.

Edmond Lebret

Vous seriez bien aimable de m'adresser, dès que vous le pourrez, un journal quelconque de l'Œuvre des *Livres pour tous*.

Au mois d'août dernier, vous m'avez adressé une circulaire relative aux *Livres pour tous*. Je m'attendais à recevoir plus tard les détails du fonctionnement de cette nouvelle institution. Je n'ai rien reçu.

Mais vous pouvez compter sur moi si vous pensez que je puisse vous être utile.

Edmond Lebret

Nous avons donné le bon à tirer après corrections pour deux mille exemplaires de ce onzième cahier le mardi 3 février 1903.

Le Gérant : Charles Péguy

Ce cahier a été composé et tiré au tarif des ouvriers syndiqués

Imprimerie de Suresnes (E. Payen, administrateur), 9, rue du Pont. — 7087

Sur les courriers des cahiers, *courriers de Chine, courriers d'Indo-Chine, courriers du Japon, courriers de Finlande, cahier de Finlande, courrier de Russie, cahier d'Arménie, cahier de Roumanie, courriers de France, publiés dans les trois premières séries des cahiers, se référer au*

Sixième cahier de la quatrième série, cahier de courrier, inventaire des cahiers, *en forme de catalogue, un cahier de 72 pages, un franc*

Nous avons reçu de M. Urbain Gohier la circulaire suivante :

Le Vieux Cordelier

PAR

URBAIN GOHIER

La première série du **Vieux Cordelier** s'est arrêtée au septième numéro, le 3 février 1794. Le premier rédacteur, *Camille Desmoulins*, est monté sur l'échafaud le 5 avril suivant (19 germinal An II).

La seconde série commencera dès que vous le voudrez. Le nouveau rédacteur, **URBAIN GOHIER**, n'est pas encore disposé à se laisser couper la tête.

B. GUINAUDEAU, qui a quitté *l'Aurore* en même temps et pour les mêmes raisons, prêtera au **Vieux Cordelier** ressuscité le concours de son talent et de sa probité.

Le **Vieux Cordelier** n'aura ni commanditaires, ni actionnaires. Il restera seul maître chez lui.

Le **Vieux Cordelier** sera ce que les fripons appellent un pamphlet.

Il dira ce qu'il jugera bon de dire en toute matière et sur toute personne. Il dira particulièrement ce que les autres feuilles ne voudraient ou ne pourraient pas dire.

Il criera les vérités que les « hommes d'ordre et de gouvernement » s'efforcent d'étouffer.

Les citoyens qui l'ont déjà vu à l'œuvre savent s'il est capable d'amnistier un crime, de pardonner un mensonge ou de reculer devant un coquin.

Ils savent aussi combien de parasites politiciens ont gagné des places en exploitant ses idées, ou ramassé des mandats en récitant ses écrits. On le pille, on le gruge, on l'excommunie, on l'insulte. Mais il a quelquefois son heure.

Le **Vieux Cordelier** se moque des pharisiens et des tar-

tufes. Il suit les avis de sa sensibilité, les élans de sa passion, plus sage que la sagesse des pleutres.

Le **Vieux Cordelier** paraîtra chaque semaine sur 16 ou 24 pages.

Il se vendra *15 centimes* le numéro, *6 francs* par an.

Il se développera, sans augmentation de prix, si le succès répond à son effort.

Pour s'établir, il n'aura que les ressources fournies par les premiers abonnements. Il les attend.

La présente circulaire est un appel aux souscripteurs.

Si le **Vieux Cordelier** reçoit en réponse un nombre d'abonnements suffisant pour lui assurer *un an d'existence*, la publication commencera dans le courant de février.

Sinon, les souscriptions versées seront retournées aux souscripteurs, et tout sera dit.

La promesse ou la résolution d'acheter le **Vieux Cordelier** au numéro ne suffiraient pas. La vente au numéro sert à la propagande sans fournir d'aide financière au journal.

Prière d'adresser au soussigné *soit un mandat-carte de 6 francs, soit l'engagement formel d'expédier le mandat au reçu du premier numéro.*

Le **Vieux Cordelier** ne peut espérer aucun secours des journaux ; il ne peut faire les frais d'un affichage ; sa résurrection ou sa mort définitive dépend uniquement de la réponse qu'il va recevoir.

URBAIN GOHIER,

64, rue Claude-Bernard, Paris, V.

Nos Cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires ; la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Nous servons :

des abonnements de souscription à cent francs ;

des abonnements ordinaires à vingt francs ;

et des abonnements de propagande à douze francs.

Il va de soi qu'il n'y a pas une seule différence de service entre ces différents abonnements. Nous voulons seulement que nos cahiers soient accessibles à tout le monde également.

Le prix de nos abonnements ordinaires est à peu près égal au prix de revient ; le prix de nos abonnements de propagande est donc sensiblement inférieur au prix de revient. Nous ne consentons des abonnements de propagande que pour la France.

Nous acceptons que nos abonnés paient leur abonnement par mensualités de un ou deux francs.

Pour tout changement d'adresse envoyer soixante centimes, quatre timbres de quinze centimes.

L'abonnement de propagande cesse de fonctionner pour chaque série à l'achèvement de cette série ; la troisième série ayant fini fin juillet dernier, on pouvait jusqu'au 31 juillet inclus avoir au prix de propagande les vingt premiers cahiers de la troisième série.

L'abonnement ordinaire cesse de fonctionner pour chaque série au plus tard le 31 décembre qui suit l'achèvement de cette série ; ainsi du premier août au 31 décembre 1902 on pouvait encore avoir pour vingt francs les vingt et un cahiers de la troisième série.

A partir du premier janvier qui suit l'achèvement d'une série, le prix de cette série est porté au moins au total des prix marqués ; ainsi depuis le premier janvier 1903 la troisième série se vend trente-trois francs.

M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, reçoit pour l'administration et pour la librairie tous les jours de la semaine, le dimanche excepté, — de huit heures à onze heures et de une heure à sept heures.

M. Charles Péguy, gérant des cahiers, reçoit pour la rédaction le jeudi soir de deux heures à cinq heures.

Adresser à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 8, rue de la Sorbonne, Paris, toute la correspondance d'administration et de librairie : abonnements et réabonnements, rectifications et changements d'adresse, cahiers manquants, mandats, indication de nouveaux abonnés. N'oublier pas d'indiquer dans la correspondance le numéro de l'abonnement, comme il est inscrit sur l'étiquette, avant le nom.

Adresser à M. Charles Péguy, gérant des cahiers, 8, rue de la Sorbonne, Paris, la correspondance de rédaction et d'institution. Toute correspondance d'administration adressée à M. Péguy peut entraîner pour la réponse un retard considérable.

Le lundi 23 février je serai aux cahiers de neuf heures à onze heures et de une heure à six heures.

DOUZIÈME CAHIER DE LA QUATRIÈME SÉRIE

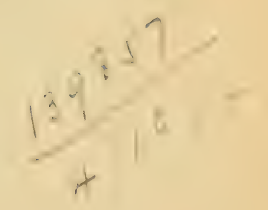
Vient de paraître

CAHIERS DE LA QUINZAINE
paraissant vingt fois par an
PARIS
8, rue de la Sorbonne, au rez-de-chaussée

Pour savoir ce que sont les Cahiers de la Quinzaine, *il suffit d'envoyer un mandat de trois francs cinquante à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 8, rue de la Sorbonne, Paris. On recevra en spécimens six cahiers de la deuxième et de la troisième série.*

Nous mettons ce cahier dans le commerce; nous le vendons un franc

introduction à la métaphysique



Travaillons. La *Revue de Métaphysique et de Morale*, dans son numéro de janvier, publiait de M. Henri Bergson : *Introduction à la métaphysique*, un article dont il ne suffit pas de dire, ce que je ne dis presque jamais, qu'il est très admirable, mais dont on peut dire, je crois, qu'il est capital.

Je ne me retiens pas de reproduire dans ces cahiers le dernier tiers de cet article; je regrette seulement de n'être pas en mesure de reproduire l'article tout entier; je regrette enfin de n'être pas en mesure de reproduire tous les articles de M. Bergson.

Il est indispensable que les travaux de ce véritable philosophe parviennent à un public plus large; le public tous les jours plus nombreux qui se presse au Collège de France aux leçons du vendredi est un public d'honnêtes gens, plutôt qu'un public de professionnels; j'ai pour les professionnels, dont je fus, le plus grand respect; mais il est indispensable que les grands actes de l'action, que les grandes œuvres de la philosophie et de l'art, que les grands résultats de la science et de la philosophie atteignent des hommes de tous métiers et de toutes cultures. Cela est mutuellement indispensable, et pour ces hommes, et pour ces œuvres.

Sachons nous limiter, pour aujourd'hui :

INTRODUCTION A LA MÉTAPHYSIQUE

Conclusion

Il en est tout autrement si l'on s'installe d'emblée, par un effort d'intuition, dans l'écoulement concret de la durée. Certes, nous ne trouverons alors aucune raison logique de poser des durées multiples et diverses. A la rigueur il pourrait n'exister d'autre durée que la nôtre, comme il pourrait n'y avoir au monde d'autre couleur que l'orangé, par exemple. Mais de même qu'une conscience à base de couleur, qui sympathiserait intérieurement avec l'orangé au lieu de le percevoir extérieurement, se sentirait prise entre du rouge et du jaune, pressentirait même peut-être, au-dessous de cette dernière couleur, tout un spectre en lequel se prolonge naturellement la continuité qui va du rouge au jaune, ainsi l'intuition de notre durée, bien loin de nous laisser suspendus dans le vide comme ferait la pure analyse, nous met en contact avec toute une continuité de durées que nous devons essayer de suivre soit vers le bas, soit vers le haut : dans les deux cas nous pouvons nous dilater indéfiniment par un effort de plus en plus violent, dans les deux cas nous nous

transcendons nous-mêmes. Dans le premier, nous marchons à une durée de plus en plus éparpillée, dont les palpitations plus rapides que les nôtres, divisant notre sensation simple, en diluent la qualité en quantité : à la limite serait le pur homogène, la pure *répétition* par laquelle nous définirons la matérialité. En marchant dans l'autre sens, nous allons à une durée qui se tend, se resserre, s'intensifie de plus en plus : à la limite serait l'éternité. Non plus l'éternité conceptuelle, qui est une éternité de mort, mais une éternité de vie. Éternité vivante et par conséquent mouvante encore, où notre durée à nous se retrouverait comme les vibrations dans la lumière, et qui serait la concrétion de toute durée comme la matérialité en est l'éparpillement. Entre ces deux limites extrêmes l'intuition se meut, et ce mouvement est la métaphysique même.

*
* *

Il ne peut être question de parcourir ici les diverses étapes de ce mouvement. Mais après avoir présenté une vue générale de la méthode et en avoir fait une première application, il ne sera peut-être pas inutile de formuler, en termes aussi précis qu'il nous sera possible, les principes sur lesquels elle repose. Des propositions que nous allons énoncer, la plupart ont reçu, dans le présent

travail, un commencement de preuve. Nous espérons les démontrer plus complètement quand nous aborderons d'autres problèmes.

I. *Il y a une réalité extérieure et pourtant donnée immédiatement à notre esprit.* Le sens commun a raison sur ce point contre l'idéalisme et le réalisme des philosophes.

II. Cette réalité est mobilité. Il n'existe pas de *choses* faites, mais seulement des choses qui se font, pas d'*états* qui se maintiennent, mais seulement des états qui changent. Le repos n'est jamais qu'apparent, ou plutôt relatif. La conscience que nous avons de notre propre personne, dans son continuel écoulement, nous introduit à l'intérieur d'une réalité sur le modèle de laquelle nous devons nous représenter les autres. *Toute réalité est donc tendance, si l'on convient d'appeler tendance un changement de direction à l'état naissant.*

III. Notre esprit, qui cherche des points d'appui solides, a pour principale fonction, dans le cours ordinaire de la vie, de se représenter des *états* et des *choses*. Il prend de loin en loin des vues quasi instantanées sur la mobilité indivisée du réel. Il obtient ainsi des *sensations* et des *idées*. Par là, il substitue au continu le discontinu, à la mobilité la stabilité, à la tendance en voie de changement les points fixes qui marquent une direction du change-

ment et de la tendance. Cette substitution est nécessaire au sens commun, au langage, à la vie pratique, et même, dans une certaine mesure que nous tâcherons de déterminer, à la science positive. *Notre intelligence, quand elle suit sa pente naturelle, procède par perceptions solides, d'un côté, et par conceptions stables, de l'autre.* Elle part de l'immobile, et ne conçoit et n'exprime le mouvement qu'en fonction de l'immobilité. Elle s'installe dans des concepts tout faits, et s'efforce d'y prendre, comme dans un filet, quelque chose de la réalité qui passe. Ce n'est pas, sans doute, pour obtenir une connaissance intérieure et métaphysique du réel. C'est simplement pour s'en servir, chaque concept (comme d'ailleurs chaque sensation) étant une *question pratique* que notre activité pose à la réalité et à laquelle la réalité répondra, comme il convient en affaires, par un oui ou par un non. Mais, par là, elle laisse échapper du réel ce qui en est l'essence même.

IV. Les difficultés inhérentes à la métaphysique, les antinomies qu'elle soulève, les contradictions où elle tombe, la division en écoles antagonistes et les oppositions irréductibles entre systèmes, viennent en grande partie de ce que nous appliquons à la connaissance désintéressée du réel les procédés dont nous nous servons couramment dans un but

d'utilité pratique. Elles viennent de ce que nous nous installons dans l'immobile pour guetter le mouvant au passage, au lieu de nous replacer dans le mouvant pour traverser avec lui les positions immobiles. Elles viennent de ce que nous prétendons reconstituer la réalité, qui est tendance et par conséquent mobilité, avec les percepts et les concepts qui ont pour fonction de l'immobiliser. Avec des arrêts, si nombreux soient-ils, on ne fera jamais de la mobilité ; au lieu que si l'on se donne la mobilité, on peut, par voie de diminution, en tirer par la pensée autant d'arrêts qu'on voudra. En d'autres termes, *on comprend que des concepts fixes puissent être extraits par notre pensée de la réalité mobile : mais il n'y a aucun moyen de reconstituer, avec la fixité des concepts, la mobilité du réel.* Le dogmatisme, en tant que constructeur de systèmes, a cependant toujours tenté cette reconstitution.

V. Il devait y échouer. C'est cette impuissance, et cette impuissance seulement, que constatent les doctrines sceptiques, idéalistes, criticistes, toutes celles enfin qui contestent à notre intelligence le pouvoir d'atteindre l'absolu. Mais de ce que nous échouons à reconstituer la réalité vivante avec des concepts raides et tout faits, il ne suit pas que nous ne puissions la saisir de quelque autre manière. *Les démonstrations qui ont été données de la relativité*

de notre connaissance sont donc entachées d'un vice originel : elles supposent, comme le dogmatisme qu'elles attaquent, que toute connaissance doit nécessairement partir de concepts aux contours arrêtés pour étreindre avec eux la réalité qui s'écoule.

VI. Mais la vérité est que notre intelligence peut suivre la marche inverse. Elle peut s'installer dans la réalité mobile, en adopter la direction sans cesse changeante, enfin la saisir au moyen de cette *sympathie intellectuelle* qu'on appelle intuition. Cela est d'une difficulté extrême. Il faut que l'esprit se violente, qu'il renverse le sens de l'opération par laquelle il pense habituellement, qu'il retourne ou plutôt refonde sans cesse toutes ses catégories. Mais il aboutira ainsi à des concepts fluides, capables de suivre la réalité dans toutes ses sinuosités et d'adopter le mouvement même de la vie intérieure des choses. Ainsi seulement se constituera une philosophie progressive, affranchie des disputes qui se livrent entre les écoles, capable de résoudre naturellement les problèmes parce qu'elle se sera délivrée des termes artificiels en fonction desquels les problèmes sont posés. *Philosopher consiste à invertir la direction habituelle du travail de la pensée.*

VII. Cette inversion n'a jamais été pratiquée d'une manière méthodique ; mais une histoire

approfondie de la pensée humaine montrerait que nous lui devons ce qui s'est fait de plus grand dans les sciences, tout aussi bien que ce qu'il y a de viable en métaphysique. La plus puissante des méthodes d'investigation dont l'esprit humain dispose, l'analyse infinitésimale, est née de cette inversion même. La mathématique moderne est précisément un effort pour substituer au *tout fait* le *se faisant*, pour suivre la génération des grandeurs, pour saisir le mouvement, non plus du dehors et dans son résultat étalé, mais du dedans et dans sa tendance à changer, enfin pour adopter la continuité mobile du dessin des choses. Il est vrai qu'elle s'en tient au dessin, n'étant que la science des grandeurs. Il est vrai aussi qu'elle n'a pu aboutir à ses applications merveilleuses que par l'invention de certains symboles, et que si l'intuition dont nous venons de parler est à l'origine de l'invention, c'est le symbole seul qui intervient dans l'application. Mais la métaphysique, qui ne vise à aucune application, pourra et le plus souvent devra s'abstenir de convertir l'intuition en symbole. Dispensée de l'obligation d'aboutir à des résultats pratiquement utilisables, elle agrandira indéfiniment le domaine de ses investigations. Ce qu'elle aura perdu, par rapport à la science, en utilité et en rigueur, elle le regagnera en portée

et en étendue. Si la mathématique n'est que la science des grandeurs, si les procédés mathématiques ne s'appliquent qu'à des quantités, il ne faut pas oublier que la quantité est toujours de la qualité à l'état naissant : c'en est, pourrait-on dire, le cas limite. Il est donc naturel que la métaphysique adopte, pour l'étendre à toutes les qualités, c'est-à-dire à la réalité en général, l'idée génératrice de notre mathématique. Elle ne s'acheminera nullement par là à la mathématique universelle, cette chimère de la philosophie moderne. Bien au contraire, à mesure qu'elle fera plus de chemin, elle rencontrera des objets plus intraduisibles en symboles. Mais elle aura du moins commencé par prendre contact avec la continuité et la mobilité du réel là où ce contact est le plus merveilleusement utilisable. Elle se sera contemplée dans un miroir qui lui renvoie une image très rétrécie sans doute, mais très lumineuse aussi, d'elle-même. Elle aura vu avec une clarté supérieure ce que les procédés mathématiques empruntent à la réalité concrète, et elle continuera dans le sens de la réalité concrète, non dans celui des procédés mathématiques. Disons donc, ayant atténué par avance ce que la formule aurait à la fois de trop modeste et de trop ambitieux, que *l'objet de la métaphysique est d'opérer des différenciations et des intégrations qualitatives.*

VIII. Ce qui a fait perdre de vue cet objet, et ce qui a trompé la science elle-même sur l'origine des procédés qu'elle emploie, c'est que l'intuition, une fois prise, doit trouver un mode d'expression et d'application qui soit conforme aux habitudes de notre pensée et qui nous fournisse, dans des concepts bien arrêtés, les points d'appui solides dont nous avons un si grand besoin. Là est la condition de ce que nous appelons rigueur, précision, et aussi extension indéfinie d'une méthode générale à des cas particuliers. Or, cette extension et ce travail de perfectionnement logique peuvent se poursuivre pendant des siècles, tandis que l'acte générateur de la méthode ne dure qu'un instant. C'est pourquoi nous prenons si souvent l'appareil logique de la science pour la science même, oubliant l'intuition métaphysique d'où tout le reste est sorti.

De l'oubli de cette intuition procède tout ce qui a été dit par les philosophes, et par les savants eux-mêmes, de la « relativité » de la connaissance scientifique. *Est relative la connaissance symbolique par concepts préexistants qui va du fixe au mouvant, mais non pas la connaissance intuitive qui s'installe dans le mouvant et adopte la vie même des choses.* Cette intuition atteint l'absolu.

La science et la métaphysique se rejoignent donc dans l'intuition. Une philosophie véritablement in-

tuitive réaliserait l'union tant désirée de la métaphysique et de la science. En même temps qu'elle constituerait la métaphysique en science positive, — je veux dire progressive et indéfiniment perfectible, — elle amènerait les sciences positives proprement dites à prendre conscience de leur portée véritable, souvent très supérieure à ce qu'elles s'imaginent. Elle mettrait plus de science dans la métaphysique et plus de métaphysique dans la science. Elle aurait pour résultat de rétablir la continuité entre les intuitions que les diverses sciences positives ont obtenues de loin en loin au cours de leur histoire, et qu'elles n'ont obtenues qu'à coups de génie.

IX. Qu'il n'y ait pas deux manières différentes de connaître à fond les choses, que les diverses sciences aient leur racine dans la métaphysique, c'est ce que pensèrent en général les philosophes anciens. Là ne fut pas leur erreur. Elle consista à s'inspirer toujours de cette croyance, si naturelle à l'esprit humain, qu'une variation ne peut qu'exprimer et développer des invariabilités. D'où résultait que l'Action était une Contemplation affaiblie, la durée une image trompeuse et mobile de l'éternité immobile, l'Ame une chute de l'Idée. Toute cette philosophie qui commence à Platon pour aboutir à Plotin est le développement d'un principe que

nous formulerions ainsi : « Il y a plus dans l'immuable que dans le mouvant, et l'on passe du stable à l'instable par une simple diminution. » Or, c'est le contraire qui est la vérité.

La science moderne date du jour où l'on érigea la mobilité en réalité indépendante. Elle date du jour où Galilée, faisant rouler une bille sur un plan incliné, prit la ferme résolution d'étudier ce mouvement de haut en bas pour lui-même, en lui-même, au lieu d'en chercher le principe dans les concepts du *haut* et du *bas*, deux immobilités par lesquelles Aristote croyait en expliquer suffisamment la mobilité. Et ce n'est pas là un fait isolé dans l'histoire de la science. Nous estimons que plusieurs des grandes découvertes, de celles au moins qui ont tranformé les sciences positives ou qui en ont créé de nouvelles, ont été autant de coups de sonde donnés dans la durée pure. Plus vivante était la réalité touchée, plus profond avait été le coup de sonde.

Mais la sonde jetée au fond de la mer ramène une masse fluide que le soleil dessèche bien vite en grains de sable solides et discontinus. Et l'intuition de la durée, quand on l'expose aux rayons de l'entendement, se prend bien vite aussi en concepts figés, distincts, immobiles. Dans la vivante mobilité des choses l'entendement s'attache à marquer des stations réelles ou virtuelles, il note des départs et

des arrivées : c'est tout ce qui importe à la pensée de l'homme en tant que simplement humaine. Il est plus qu'humain de saisir ce qui se passe dans l'intervalle. Mais la philosophie ne peut être qu'un effort pour transcender la condition humaine.

Sur les concepts dont ils ont jalonné la route de l'intuition les savants ont arrêté le plus volontiers leur regard. Plus ils considéraient ces résidus passés à l'état de symboles, plus ils attribuaient à toute science un caractère symbolique. Et plus ils croyaient au caractère symbolique de la science, plus ils le réalisaient et l'accentuaient. Bientôt ils n'ont plus fait de différence, dans la science positive, entre le naturel et l'artificiel, entre les données de l'intuition immédiate et l'immense travail d'analyse que l'entendement poursuit autour de l'intuition. Ils ont ainsi préparé les voies à une doctrine qui affirme la relativité de toutes nos connaissances.

Mais la métaphysique y a travaillé également.

Comment les maîtres de la philosophie moderne, qui ont été, en même temps que des métaphysiciens, les rénovateurs de la science, n'auraient-ils pas eu le sentiment de la continuité mobile du réel? Comment ne se seraient-ils pas placés dans ce que nous appelons la durée concrète? Ils l'ont fait plus qu'ils ne l'ont cru, beaucoup plus surtout qu'ils ne l'ont

dit. Si l'on s'efforce de relier par des traits continus les intuitions autour desquelles se sont organisés les systèmes, on trouve, à côté de plusieurs autres lignes convergentes ou divergentes, une direction bien déterminée de pensée et de sentiment. Quelle est cette pensée latente? Comment exprimer ce sentiment? Pour emprunter encore une fois aux platoniciens leur langage, nous dirons, en dépouillant les mots de leur sens psychologique, en appelant Idée une certaine *assurance de facile intelligibilité* et Ame une certaine *inquiétude de vie*, qu'un invisible courant porte la philosophie moderne à hausser l'Ame au-dessus de l'Idée. Elle tend par là, comme la science moderne et même beaucoup plus qu'elle, à marcher en sens inverse de la pensée antique.

Mais cette métaphysique, comme cette science, a déployé autour de sa vie profonde un riche tissu de symboles, oubliant parfois que, si la science a besoin de symboles dans son développement analytique, la principale raison d'être de la métaphysique est une rupture avec les symboles. Ici encore l'entendement a poursuivi son travail de fixation, de division, de reconstruction. Il l'a poursuivi, il est vrai, sous une forme assez différente. Sans insister sur un point que nous nous proposons de développer ailleurs, bornons-nous à dire que l'entendement,

dont le rôle est d'opérer sur des éléments stables, peut chercher la stabilité soit dans des *relations*, soit dans des *choses*. En tant qu'il travaille sur des concepts de relations, il aboutit au symbolisme *scientifique*. En tant qu'il opère sur des concepts de choses, il aboutit au symbolisme *métaphysique*. Mais, dans un cas comme dans l'autre, c'est de lui que vient l'arrangement. Volontiers il se croirait indépendant. Plutôt que de reconnaître tout de suite ce qu'il doit à l'intuition profonde de la réalité, il s'expose à ce qu'on ne voie dans toute son œuvre qu'un arrangement artificiel de symboles. De sorte que si l'on s'arrêtait à la lettre de ce que disent métaphysiciens et savants, comme aussi à la matérialité de ce qu'ils font, on pourrait croire que les premiers ont creusé au-dessous de la réalité un tunnel profond, que les autres ont lancé par-dessus elle un pont élégant, mais que le fleuve mouvant des choses passe entre ces deux travaux d'art sans les toucher.

Un des principaux artifices de la critique kantienne a consisté à prendre au mot le métaphysicien et le savant, à pousser la métaphysique et la science jusqu'à la limite extrême du symbolisme où elles pourraient aller, et où d'ailleurs elles s'acheminent d'elles-mêmes dès que l'entendement revendique une indépendance pleine de périls. Une fois mécon-

nues les attaches de la science et de la métaphysique avec l'intuition intellectuelle, Kant n'a pas de peine à montrer que notre science est toute relative et notre métaphysique tout artificielle. Comme il a exaspéré l'indépendance de l'entendement dans un cas comme dans l'autre, comme il a allégé la métaphysique et la science de l'intuition intellectuelle qui les lestait intérieurement, la science ne lui présente plus, avec ses relations, qu'une pellicule de forme, et la métaphysique, avec ses choses, qu'une pellicule de matière. Est-il étonnant que la première ne lui montre alors que des cadres emboîtés dans des cadres, et la seconde des fantômes qui courent après des fantômes ?

Il a porté à notre science et à notre métaphysique des coups si rudes qu'elles ne sont pas encore tout à fait revenues de leur étourdissement. Volontiers notre esprit se résignerait à voir dans la science une connaissance toute relative, et dans la métaphysique une spéculation vide. Il nous semble, aujourd'hui encore, que la critique kantienne s'applique à toute métaphysique et à toute science. En réalité, elle s'applique surtout à la philosophie des anciens, comme aussi à la forme — encore antique — que les modernes ont laissée le plus souvent à leur pensée. Elle vaut contre une métaphysique qui prétend nous donner un système *unique* et tout

fait de choses, contre une science qui serait un système *unique* de relations, enfin contre une science et une métaphysique qui se présenteraient avec la simplicité architecturale de la théorie platonicienne des idées ou d'un temple grec. Si la métaphysique prétend se constituer avec des concepts que nous possédions avant elle, si elle consiste dans un arrangement ingénieux d'idées préexistantes que nous utilisons comme des matériaux de construction pour un édifice, enfin si elle est autre chose que la constante dilatation de notre esprit, l'effort toujours renouvelé pour transcender nos idées actuelles et peut-être aussi notre logique simple, il est trop évident qu'elle devient artificielle comme toutes les œuvres de pur entendement. Et si la science est tout entière œuvre d'analyse ou de représentation conceptuelle, si l'expérience n'y doit servir que de vérification à des « idées claires », si, au lieu de partir d'intuitions multiples, diverses, qui s'insèrent dans le mouvement propre de chaque réalité mais ne s'emboîtent pas toujours les unes dans les autres, elle prétend être une immense mathématique, un système unique de relations qui emprisonne la totalité du réel dans un filet monté d'avance, elle devient une connaissance purement relative à l'entendement humain. Qu'on lise de près la *Critique de la Raison*

pure, on verra que c'est cette espèce de *mathématique universelle* qui est pour Kant la science. et ce *platonisme* à peine remanié qui est pour lui la métaphysique. A vrai dire, le rêve d'une mathématique universelle n'est déjà lui-même qu'une survivance du platonisme. La mathématique universelle, c'est ce que devient le monde des Idées quand on suppose que l'Idée consiste dans une relation ou dans une loi, et non plus dans une chose. Kant a pris pour une réalité ce rêve de quelques philosophes modernes : bien plus, il a cru que toute connaissance scientifique n'était qu'un fragment détaché, ou plutôt une pierre d'attente de la mathématique universelle. Dès lors la principale tâche de la Critique était de fonder cette mathématique. c'est-à-dire de déterminer ce que doit être l'intelligence et ce que doit être l'objet pour qu'une mathématique ininterrompue puisse les relier l'un à l'autre. Et, nécessairement, si toute expérience possible est assurée d'entrer ainsi dans les cadres rigides et déjà constitués de notre entendement, c'est (à moins de supposer une harmonie préétablie) que notre entendement organise lui-même la nature et s'y retrouve comme dans un miroir. D'où la possibilité de la science. qui devra toute son efficacité à sa relativité, et l'impossibilité de la métaphysique, puisque celle-ci ne trouvera plus rien à

faire qu'à parodier, sur des fantômes de choses, le travail d'arrangement conceptuel que la science poursuit sérieusement sur des rapports. Bref, *toute la Critique de la Raison pure aboutit à établir que le platonisme, illégitime si les Idées sont des choses, devient légitime si les idées sont des rapports, et que l'idée toute faite, une fois ramenée ainsi du ciel sur la terre, est bien, comme l'avait voulu Platon, le fond commun de la pensée et de la nature. Mais toute la Critique de la Raison pure repose aussi sur ce postulat que notre intelligence est incapable d'autre chose que de platoniser,* c'est-à-dire de couler toute expérience possible dans des moules préexistants.

Là est toute la question. Si la connaissance scientifique est bien ce qu'a voulu Kant, il y a une science simple, préformée et même préformulée dans la nature, ainsi que le croyait Aristote : de cette logique immanente aux choses les grandes découvertes ne font qu'illuminer point par point la ligne tracée d'avance, comme on allume progressivement, un soir de fête, le cordon de gaz qui dessinait déjà les contours d'un monument. Et si la connaissance métaphysique est bien ce qu'a voulu Kant, elle se réduit à l'égale possibilité de deux attitudes opposées de l'esprit devant tous les grands problèmes ; ses manifestations sont autant d'options

arbitraires, toujours éphémères, entre deux solutions formulées virtuellement de toute éternité : elle vit et elle meurt d'antinomies. Mais la vérité est que ni la science des modernes ne présente cette simplicité unilinéaire, ni la métaphysique des modernes ces oppositions irréductibles.

La science moderne n'est ni une ni simple. Elle repose, je le veux bien, sur des idées qu'on finit par trouver claires ; mais ces idées se sont éclairées progressivement par l'usage qu'on en a fait : elles doivent la meilleure part de leur luminosité à la lumière que leur ont renvoyée, par réflexion, les faits et les applications où elles ont conduit, la clarté d'un concept n'étant guère autre chose, au fond, que l'assurance une fois contractée de le manipuler avec profit. A l'origine, plus d'une d'entre elles a dû paraître obscure, malaisément conciliable avec les concepts déjà admis dans la science, tout près de frôler l'absurdité. C'est dire que la science ne procède pas par emboîtement régulier de concepts qui seraient prédestinés à s'insérer avec précision les uns dans les autres. Les idées vraies et fécondes sont autant de prises de contact avec des courants de réalité qui ne convergent pas nécessairement sur un même point. Il est vrai que les concepts où elles se logent arrivent toujours, en arrondissant leurs angles par un frot-

tement réciproque, à s'arranger tant bien que mal entre eux.

D'autre part, la métaphysique des modernes n'est pas faite de solutions tellement radicales qu'elles puissent aboutir à des oppositions irréductibles. Il en serait ainsi, sans doute, s'il n'y avait aucun moyen d'accepter en même temps, et sur le même terrain, la thèse et l'antithèse des antinomies. Mais philosopher consiste précisément à se placer, par un effort d'intuition, à l'intérieur de cette réalité concrète sur laquelle la Critique vient prendre du dehors les deux vues opposées, thèse et antithèse. Je n'imaginerai jamais comment du blanc et du noir s'entre-pénètrent si je n'ai pas vu de gris, mais je comprends sans peine, une fois que j'ai vu le gris, comment on peut l'envisager du double point de vue du blanc et du noir. Les doctrines qui ont un fond d'intuition échappent à la critique kantienne dans l'exacte mesure où elles sont intuitives; et ces doctrines sont le tout de la métaphysique, pourvu qu'on ne prenne pas la métaphysique figée et morte dans des *thèses*, mais vivante chez des *philosophes*. Certes, les divergences sont frappantes entre les écoles, c'est-à-dire, en somme, entre les groupes de disciples qui se sont formés autour de quelques grands maîtres. Mais les trouverait-on aussi tranchées entre les maîtres eux-

mêmes? Quelque chose domine ici la diversité des systèmes, quelque chose, nous le répétons, de simple et de net comme un coup de sonde dont on sent qu'il est allé toucher plus ou moins bas le fond d'un même océan, encore qu'il ramène chaque fois à la surface des matières très différentes. C'est sur ces matières que travaillent d'ordinaire les disciples : là est le rôle de l'analyse. Et le maître, en tant qu'il formule, développe, traduit en idées abstraites ce qu'il apporte, est déjà, en quelque sorte, un disciple vis-à-vis de lui-même. Mais l'acte simple, qui a mis l'analyse en mouvement et qui se dissimule derrière l'analyse, émane d'une faculté tout autre que celle d'analyser. Ce sera, par définition même, l'intuition.

Disons-le pour conclure : cette faculté n'a rien de mystérieux. Il n'est personne parmi nous qui n'ait eu occasion de l'exercer dans une certaine mesure. Quiconque s'est essayé à la composition littéraire, par exemple, sait bien que lorsque le sujet a été longuement étudié, tous les documents recueillis, toutes les notes prises, il faut, pour aborder le travail de composition lui-même, quelque chose de plus, un effort, souvent très pénible, pour se placer tout d'un coup au cœur même du sujet et pour aller chercher aussi profondément que possible une impulsion à laquelle il n'y aura plus ensuite qu'à se

laisser aller. Cette impulsion, une fois reçue, lance l'esprit sur un chemin où il retrouve et les renseignements qu'il avait recueillis et mille autres détails encore : elle se développe, elle s'analyse elle-même en termes dont l'énumération se poursuivrait sans fin : plus on va, plus on en découvre ; jamais on n'arrivera à tout dire : et pourtant, si l'on se retourne brusquement vers l'impulsion qu'on sent derrière soi pour la saisir, elle se dérobe ; car ce n'était pas une chose, mais une direction de mouvement, et, bien qu'indéfiniment extensible, elle est la simplicité même. L'intuition métaphysique paraît être quelque chose du même genre. Ce qui fait pendant ici aux notes et documents de la composition littéraire, c'est l'ensemble des observations et des expériences recueillies par la science positive. Car on n'obtient pas de la réalité une intuition, c'est-à-dire une sympathie intellectuelle avec ce qu'elle a de plus intérieur, si l'on n'a pas gagné sa confiance par une longue camaraderie avec ses manifestations superficielles. Et il ne s'agit pas simplement de s'assimiler les faits marquants : il en faut accumuler et fondre ensemble une si énorme masse qu'on soit assuré, dans cette fusion, de neutraliser les unes par les autres toutes les idées préconçues et prématurées que les observateurs ont pu déposer, à leur insu, au fond de leurs obser-

vations. Ainsi seulement se dégage la matérialité brute des faits connus. Même dans le cas simple et privilégié qui nous a servi d'exemple, même pour le contact direct du moi avec le moi, l'effort définitif d'intuition distincte serait impossible à qui n'aurait pas réuni et confronté ensemble un très grand nombre d'analyses psychologiques. Les maîtres de la philosophie moderne ont été des hommes qui s'étaient assimilé tout le matériel de la science de leur temps. Et l'éclipse partielle de la métaphysique depuis un demi-siècle n'a évidemment pas d'autre cause que l'extraordinaire difficulté que le philosophe éprouve aujourd'hui à prendre contact avec une science devenue beaucoup trop éparpillée. Mais l'intuition métaphysique, quoiqu'on n'y puisse arriver qu'à force de connaissances matérielles, est tout autre chose que le résumé ou la synthèse de ces connaissances. Elle s'en distingue, nous le répétons, comme l'impulsion motrice se distingue du chemin parcouru par le mobile, comme la tension du ressort se distingue des mouvements visibles dans la pendule. En ce sens, la métaphysique n'a rien de commun avec une généralisation de l'expérience, et néanmoins elle pourrait se définir l'*expérience intégrale*.

HENRI BERGSON

11e Année, N° 1 Janvier 1903

Revue de Métaphysique et de Morale

Secrétaire de la Rédaction : M. XAVIER LÉON

SOMMAIRE

Librairie Armand Colin
5, rue de Mézières, Paris

Publication paraissant tous les deux mois. — Le numéro : 3 fr. — Un an (6 numéros) : France : 12 fr.; Colonies et Union postale, 15 fr.

Pour l'envoi de toute correspondance, valeurs, mandats-poste, libeller ainsi l'adresse : *Librairie Armand Colin, 5, rue de Mézières, Paris, 6e.*

Il faut que tous ceux qui le peuvent lire utilement achètent ce numéro de la *Revue*.

Ils y trouveront un article très important de notre camarade Jean Perrin, professeur à la Faculté des Sciences de l'Université de Paris : *le principe d'équivalence et la notion d'énergie*, extrait d'un livre qui doit prochainement paraître sous le titre *les Principes* à la librairie Gauthier-Villars. Nous suivrons autant que nous le pourrons dans ces cahiers mêmes les travaux si considérables de Perrin, à mesure que nous laisserons à elles-mêmes les vanités et les fureurs politiques pour les solidités, les constances et les modesties du travail.

Dans le même numéro, un article notable de notre camarade Adolphe Landry : *la superstition des principes*.

Je rappelle que les deux livres de M. Bergson, en vente à la librairie des cahiers, sont :

Essai sur les données immédiates de la conscience, un volume *in octavo* de 184 pages, Alcan éditeur, 3 francs 75

Matière et mémoire, *essai sur la relation du corps à l'esprit*, un volume *in octavo* de 280 pages, Alcan éditeur, 5 francs

et que le cours du Collège de France est ainsi distribué :

Philosophie grecque et latine. — M. Bergson étudie, le vendredi à quatre heures trois quarts, *l'histoire de l'idée de temps ;*

le samedi à trois heures trois quarts il explique le second livre de la *Physique* d'Aristote.

Enfin des articles de revue assez espacés, mais assez réguliers.

la démocratie et l'organisation des partis politiques

Il m'a été donné de lire de très près ce livre et j'en fus vraiment le premier lecteur ; c'est une œuvre capitale, et qui dépasse de beaucoup son intention première.

L'auteur, historien, nous a voulu donner l'histoire des partis politiques, nous énoncer, nous exposer le jeu des partis dans les deux pays du monde où l'exercice de la politique parlementaire et démocratique a pris la plus longue et la principale importance ; il pouvait nous faire ainsi, et il nous a fait une œuvre capitale d'histoire moderne et contemporaine ; il a fait beaucoup plus.

Car son livre, si longtemps, si patiemment, si constamment élaboré, si purement historique, si proprement scientifique paraît à l'heure même où le fonctionnement du gouvernement démocratique inspire à l'humanité les plus vives inquiétudes, au moment où nous nous demandons anxieusement si c'est l'exercice ou si c'est l'abus du gouvernement parlementaire, si c'est l'exercice ou si c'est l'abus du gouvernement démocratique, si c'est l'exercice ou si c'est l'abus de tout gouvernement qui pousse inévitablement les foules dans l'injustice et dans le mensonge, dans la brutalité, dans l'erreur, dans le vice, et dans toute barbarie.

L'historien n'avait pas à se poser ce problème formidable ; c'est parce qu'il n'avait pas à se le poser, c'est parce qu'il ne se l'est pas posé, au moins formellement ainsi, que ces deux volumes laissent une impression si amère.

C'est un livre à mettre dans toutes les bibliothèques publiques, bibliothèques municipales, bibliothèques populaires, bibliothèques scolaires, bibliothèques de groupes et d'universités populaires ; plus il y aura de vrai peuple qui lira ce livre, plus il y aura de vrai peuple d'averti et peut-être de gardé contre la corruption.

Contribuons tant que nous pouvons, s'il en est temps encore, à l'éducation de la démocratie ; et d'abord, sincèrement, par l'histoire de la démocratie.

Vient de paraître chez Calmann-Lévy, en vente à la librairie des cahiers :

M. Ostrogorski. — **La Démocratie et l'organisation des partis politiques,** deux gros volumes grand *in octavo*, le premier de XIV + 610, le second de 760 pages, les deux volumes vingt francs

Avant-propos

> Il faut une science politique nouvelle à un monde tout nouveau.
>
> Mais c'est à quoi nous ne songeons guère ; placés au milieu d'un fleuve rapide, nous fixons obstinément les yeux vers quelques débris qu'on aperçoit encore sur le rivage ; tandis que le courant nous entraîne et nous pousse à reculons vers les abîmes.
>
> Tocqueville
> (*De la Démocratie en Amérique*, Introduction)

J'étudie dans ce livre le fonctionnement du gouvernement démocratique. Mais ce ne sont pas les institutions qui sont l'objet de cet ouvrage : ce n'est pas aux formes politiques, c'est aux forces politiques que je m'attache. Jusqu'ici on s'était trop exclusivement appliqué à l'étude des formes politiques. La méthode d'observation elle-même, introduite dans la science politique avec l'*Esprit des lois*, s'est exercée de préférence sur les institutions, sur les lois, en négligeant presque totalement, pendant longtemps, les hommes concrets qui les créent et les mettent en œuvre. L'idée même des forces politiques distinctes des formes politiques n'était pas assez manifeste aux esprits. Masquée d'abord par la simplicité relative de la vie politique, où les formes et les forces paraissaient se confondre, elle eut de la peine à se

dégager même après le grand essor de la pensée politique et l'avènement de la liberté au dix-huitième siècle : ce siècle était trop dominé par la notion métaphysique de l'homme en soi considéré comme base universelle et immuable de l'ordre politique, et par la conception mécanique de l'ordre moral. D'autre part, il fallut l'expérience et la pratique de la liberté, pour que le rôle des volontés agissantes et de leurs combinaisons variées dans la vie politique pût s'affirmer et ressortir en pleine lumière. A mesure que le gouvernement démocratique se développait, et rendait la vie politique plus complexe, se développait aussi et se compliquait le libre jeu des forces politiques, et il devint de plus en plus nécessaire, pour la réalisation la meilleure des fins de la cité, d'acquérir une connaissance exacte du jeu de ces forces.

Comment acquérir cette connaissance des forces politiques? De la même manière dont on connaît les forces de la nature; les unes aussi bien que les autres ne se perçoivent que dans le mouvement, qu'il faut observer. Il faut appliquer la méthode d'observation à l'action politique, il faut observer les manifestations de cette action, et elles nous révéleront les dispositions, les tendances d'esprit, les opérations des volontés qui font fonctionner la société politique. Ces observations auront d'autant plus de valeur qu'elles porteront sur des actes qui se produisent sous des aspects plus ou moins réguliers, d'une façon plus ou moins méthodique. En d'autres termes, le moyen le plus propre à étudier les forces politiques est d'étudier les méthodes politiques. Il est bien entendu que cette étude ne pourrait se borner à l'analyse purement formelle des procédés politiques. Elle aurait dans ce cas à peine un intérêt d'érudition, et, au point de vue pratique, ne servirait tout au plus qu'aux manipulateurs politiques en quête de recettes. Pour comprendre réellement le caractère de l'action sociale, il faut en étudier les modes à la lumière du caractère de ceux qui les mettent en œuvre, et des conditions sociales et politiques où leurs volontés se forment et se manifestent. C'est seulement ainsi comprise que l'étude des méthodes politiques aura, en même temps qu'une portée philoso-

phique, une véritable portée pratique. C'est une étude des méthodes du gouvernement démocratique conçue dans cet esprit, étude de psychologie sociale et politique, fondée sur l'observation, que j'ai voulu entreprendre, et c'est elle qui fait l'objet de ce livre.

Pour la réalisation de ce dessein, il fallait en premier lieu trouver dans la vie politique un domaine où les modes d'action soient en quelque sorte ramassés et systématisés, un domaine qui puisse fournir une sphère délimitée à l'observation et un point d'appui fixe à l'observateur. J'ai cru le trouver dans la vie des partis politiques organisés. J'entends les partis organisés non seulement dans l'enceinte du Parlement, qui n'est désormais que la grande scène où se dénoue l'action préparée ailleurs, mais organisés dans le pays même, sur une base plus ou moins large et compréhensive. Là où cette vie des partis est développée, elle canalise les sentiments politiques et les volontés agissantes des citoyens; elle est par définition l'application continue des méthodes d'action de la société politique. L'organisation matérielle des partis me paraissait offrir le poste d'observation, et son développement historique les points de repère historiques nécessaires pour suivre le développement des tendances et des forces politiques elles-mêmes, ce qui me permettrait de remonter du présent au passé, des effets aux causes, et de considérer dans son ensemble le fonctionnement du gouvernement démocratique, non pas dans le cadre inanimé des formes politiques, mais au milieu de la société vivante.

Les différents pays vivant sous le régime démocratique ne se prêtaient pas dans la même mesure à cette étude des forces politiques dans le cadre des partis organisés, parce que la vie des partis et leur organisation ne présentent pas partout la même ampleur et la même régularité. Dans presque tous les pays du continent européen l'organisation des partis fonctionnant régulièrement en dehors du Parlement est encore peu développée; les cadres des partis se forment à la veille des élections et se désagrègent bientôt après, les contingents des partis ne présentent souvent que des masses flottantes. Deux pays se trouvent à ce point de

vue en avance sur tous les autres. Ce sont l'Angleterre et les États-Unis, que le développement plus grand de la liberté eût déjà placés à la tête de l'humanité politique à d'autres titres. L'étude des phénomènes politiques que je me suis proposée devait par conséquent être conduite avec le plus de fruit dans ces deux pays, et, à la vérité, elle ne pouvait être conduite avec l'ampleur voulue que dans ces pays. Ce sont eux en effet qui m'ont fourni les éléments de mon travail. Toutefois la portée de ce travail ne se borne pas aux pays du monde anglo-saxon, elle atteint aussi bien, *mutatis mutandis*, les autres pays de régime démocratique. Pour l'admettre, on n'a pas besoin d'accepter dans toute sa rigueur la doctrine d'Auguste Comte, selon laquelle à chaque moment de l'histoire, le peuple dont l'évolution est la plus avancée représente l'humanité entière. La variété des caractères nationaux et des antécédents historiques ne doit pas être méconnue, mais les traits communs à différents pays prédominent dans la civilisation actuelle, où les institutions politiques sont taillées sur le même patron, où les conditions sociales amenées par l'évolution économique se ressemblent, et où par conséquent les hommes subissent des influences semblables et se dirigent par des voies parallèles.

La nature de l'étude que j'ai entreprise a fait que la plus grande partie de ses éléments a dû être recueillie dans la vie et non pas dans les bibliothèques. Si l'organisation des partis s'est épanouie dans le monde anglo-saxon avec abondance, il n'en était pas de même pour les documents sur la matière, qu'il s'agît du présent ou du passé de l'organisation des partis. Je me suis trouvé à ce point de vue devant le néant quand, il y a une quinzaine d'années, j'ai commencé mon ouvrage. Les faits qui s'y rapportaient n'ont pas été évidemment jugés dignes d'occuper l'attention des historiens et des penseurs politiques. Dans la presse, ils étaient relégués aux petites nouvelles sans importance, à moins qu'ils n'eussent trait à des scandales ou à des abus politiques. Les travaux d'ensemble sur le sujet manquaient complètement. Les informations qu'on aurait pu découvrir dans les collections d'anciens journaux, dans des articles

de revue, brochures, ou même dans des ouvrages plus ou moins importants ou des documents officiels, attendaient encore la mise en œuvre scientifique. Il s'agissait d'introduire pour la première fois dans la science tout cet ordre de faits. Après avoir jeté un coup d'œil sur l'organisation des partis anglais, je me suis tourné vers l'Amérique, où la carrière déjà longue du régime démocratique et de l'organisation populaire des partis promettaient une abondance plus grande des sources d'information et une perspective plus étendue des phénomènes que je voulais observer. Je me plaçai sur le terrain historique, et je cherchai à dresser un tableau du développement du régime des partis et de leur organisation dans le pays pendant le premier siècle d'existence de la république américaine. Le résultat de ce travail fut présenté au public sous la forme d'une série d'articles insérés dans les *Annales des sciences politiques* de 1888-1889. Au moment où la publication de ces articles dans la revue finissait, parut l'ouvrage monumental de M. Bryce : *The American Commonwealth*, où fut donnée pour la première fois une description méthodique du système actuel des partis, qui fut une révélation, non seulement pour les lecteurs de l'ancien monde, mais pour les Américains eux-mêmes.

En Angleterre, l'organisation des partis fondée sur une base populaire était de création très récente, et l'étude en présenta des difficultés infiniment plus considérables que celle des partis américains. Pour en établir les éléments, j'ai dû me livrer à une longue et minutieuse enquête, poursuivie en Angleterre même et fondée en grande partie sur des témoignages personnels et sur l'observation immédiate de la vie politique en général et du fonctionnement de l'organisation des partis en particulier. J'ai dû souvent recueillir par mes efforts propres la matière brute destinée à servir à des généralisations, aller la chercher de ville en ville, m'y livrer à des enquêtes contradictoires, pour dégager la vérité, obscurcie par les compétitions politiques ou simplement par les rivalités locales. Les faits et les impressions aussi bien que les rares documents que je recueillais me conduisaient à des généralisations que je vérifiais

constamment, en me mettant en contact avec les hommes et les choses. Je décomposais mes généralisations en des questions concrètes et souvent de nature très terre à terre que je soumettais à mes interlocuteurs, qui n'étaient pas pour moi seulement des témoins mais encore des sujets d'observation directe, qu'ils appartinssent au personnel de l'organisation des partis ou à d'autres groupes de la société. Puis je recomposais mes généralisations en ajoutant ou en retranchant des traits suivant mes nouvelles impressions. Ayant opéré de cette manière pendant des années dans les différentes régions du pays, sans négliger le travail de bibliothèque pour établir la partie historique du sujet, j'ai cru être arrivé à des conclusions dignes d'être présentées au public. Je donne ces détails parce que j'estime que je dois compte au public de ma méthode pour le mettre à même d'établir ma responsabilité, qui certainement est lourde. Je peux rarement m'abriter derrière des autorités, citer mes auteurs dans la partie contemporaine de mon étude ; toutes les informations qui m'ont été fournies, toutes les impressions qui m'ont été communiquées n'ont été acceptées par moi que sous bénéfice d'inventaire ; j'en faisais l'usage qui me paraissait le plus convenable, en toute liberté et j'ose dire en toute honnêteté. Je suis seul responsable de toutes les appréciations des faits que j'ai présentées et souvent de l'authenticité des faits eux-mêmes, car j'apparais à mon tour comme un témoin devant le public. Je reconnais la responsabilité qui m'incombe et je l'assume pleine et entière. Ce que je viens de dire se rapporte naturellement aussi à la partie américaine de mon enquête, que j'ai entreprise après avoir épuisé mon sujet en Angleterre. Maître de la méthode que j'avais éprouvée au cours de mes investigations anglaises, j'ai repris sur nouveaux frais l'enquête américaine, et je l'ai poursuivie selon cette méthode aux États-Unis.

Ainsi je suis arrivé à élever un ensemble qui, sous la forme d'une étude scientifique, historique et critique du régime des partis organisés, est en réalité une étude du fonctionnement du gouvernement de la démocratie et des problèmes vitaux qu'il pose devant la société actuelle et

qui engagent tout l'avenir de notre civilisation politique. Les faits divers, qui ont été jusqu'ici dédaigneusement jetés au rebut de l'histoire et de la chronique politique courante, m'ont permis de m'élever de degré en degré aux plus hautes généralisations de la pensée et de l'art politiques. Si le respect presque religieux dont nous sommes habitués dès notre jeunesse à entourer les noms de ceux qui ont marqué dans la pensée permettait de se servir couramment des formes du langage qu'ils employaient pour commenter leurs œuvres, s'il était licite d'appliquer leurs formules à un travail modeste, j'aurais pu rappeler le mot : *Proles sine matre creata*. Je ne le dis pas pour m'en faire un mérite : investigateur de la vie politique, l'ayant observée sur le vif, au milieu du flux perpétuel de phénomènes aussi difficiles à saisir que l'eau du fleuve, j'ai reçu assez de leçons d'humilité. Je ne le dis pas non plus pour m'excuser, pour justifier l'écart qu'il y a entre mon dessein et son exécution : j'ai fait honnêtement ce que j'ai pu.

Ayant conçu l'ambition d'une étude scientifique, c'est-à-dire libre, exempte de passion, ma préoccupation maîtresse était l'indépendance d'esprit absolue dans l'observation et la sincérité complète dans l'exposition de ses résultats. J'ai dit tout ce qui m'a paru être vrai, sans me laisser arrêter par aucune considération étrangère, sans appréhender les procès de tendances qu'on pourrait me faire, sans craindre davantage d'être *inconséquent* en faisant ressortir le bien et le mal dans la même société, dans les mêmes milieux, dans le même ordre de conceptions ou d'aspirations politiques. La seule crainte que j'aurais pu éprouver à ce sujet était de me trouver ou au moins de paraître l'interprète d'un parti, le porte-parole d'une secte. Mais j'espère avoir échappé à ce danger, et c'est avec conviction que je m'approprie la parole d'un célèbre écrivain qui fut aussi un homme d'action : « J'envoie ce livre dans le monde avec l'espoir qu'il déplaira à toutes les sectes politiques. » (1)

---

(1) « Ich schicke ihn mit der Hoffnung in die Welt, dass er allen politischen Secten missfallen werde. » (F. C. Dahlmann, *Die Politik*, Erster Band. 1835.)

Pendant que je rédigeais les derniers chapitres de ce livre et qu'il s'imprimait, il s'est produit dans l'ordre politique et dans le domaine de la législation des événements qui n'ont pu être naturellement ni appréciés ici ni mentionnés. Mais comme ces faits nouveaux ne modifient pas les conclusions auxquelles je suis arrivé, il n'y a pas lieu, ni pour le lecteur ni pour moi, de s'en préoccuper.

Paris, mars 1902

M. O.

Il nous faudrait quatre-vingts pages, que je n'ai pas, pour publier ici les 43 pages des deux *tables des matières ;* nous ne pouvons donner que les titres des chapitres :

TOME PREMIER **(Angleterre)**

Candidats et campagne électorale ;
Le gouvernement suprême dans le Caucus ;

Organisations auxiliaires et rivales ;

Le bilan.

TOME SECOND (**États-Unis d'Amérique**)

Les premières organisations de partis aux États-Unis ;
L'établissement du système des conventions ;
L'évolution du système des conventions ;

L'organisation locale ;
Les conventions ;
La convention nationale ;
La campagne électorale ;
Les politiciens et la machine ;
Les luttes pour l'émancipation ;

Le bilan ;

Conclusion

Contribuons tant que nous pouvons, s'il en est temps encore, à l'éducation de la démocratie : et d'abord, sincèrement, par l'histoire de la démocratie. Aussi est-il profondément regrettable que la masse et que le prix de ces deux volumes les empêchent de devenir un livre de circulation, de communication, un

livre de bibliothèque pauvre. Il ne suffit pas que ce livre soit lu par les professionnels de la politique et même des sciences politiques.

Les professionnels et les techniciens des sciences politiques n'exercent pas une influence bien grande sur la marche des affaires politiques ; les politiciens savent parfaitement à quoi s'en tenir sur la valeur de ce qu'ils font, mais ils ne s'amendent pas pour si peu ; les députés ne lisent pas.

A défaut d'une édition populaire complète à grande communication, il faudrait sortir des deux volumes et donner autant que l'on pourrait à ce que l'on atteint de vrai peuple au moins trois chapitres. Pour moi, si j'avais devant moi les dix-huit cents francs que je n'ai pas, je demanderais à l'auteur, qui sans doute en serait heureux, de faire de ces trois chapitres trois gros cahiers ; ces trois chapitres sont le *bilan* de l'Angleterre, le *bilan* des Américains, et la *conclusion*.

Voici, d'après la *table des matières*, la teneur de ces trois chapitres :

tome premier, livre troisième, chapitre VIII, **le bilan** :

I. Vue d'ensemble sur le rôle du Caucus. Son entreprise tendant à rendre plus démocratique le gouvernement de partis n'a obtenu qu'un succès très limité, et qui porte plutôt sur la forme que sur l'essence. Comment l'application, tentée par le Caucus, du principe démocratique dans toute sa rigueur, jusqu'aux conditions politiques extraconstitutionnelles, n'a fait qu'accentuer l'écart fatal entre les institutions et les mœurs produit par la réforme électorale

de 1867, et n'a offert, pour les rapprocher, que le procédé mécanique de l'organisation. Théoriquement déchue du pouvoir, la bourgeoisie le ressaisit par des moyens détournés, en dépit de l'organisation démocratisée du parti. Cependant, à d'autres points de vue, celle-ci a effectivement rehaussé l'importance des petites gens dans les conseils de partis et a tout particulièrement contribué à leur élévation dans l'échelle sociale.

II. Mais le Caucus n'a rien fait pour élever l'esprit public des masses. Son impuissance foncière à servir d'instrument d'éducation politique. Loin de stimuler le jugement politique, il tendit à stéréotyper l'opinion, en collaborant, du reste, à un mouvement général qui avait pour effet l'effacement de l'individualité; *we now think in battalions*. Comment le Caucus, en faisant de l'unité du parti un objet de dévotion qui dispense de professer des principes raisonnés, développait l'impatience de la discussion, le fanatisme et l'intolérance, en même temps qu'il portait les esprits à l'opportunisme intellectuel et moral, à la politique des *quarterly dividends*. Comment ces facultés du Caucus en faisaient un excellent véhicule pour les nouvelles tendances politiques, pour le Radicalisme, inauguré après 1868, et qui amenait avec lui la démocratie toute formelle et sentimentale.

III. Comment celle-ci fut également servie par les méthodes du Caucus qui s'adressaient de préférence aux émotions et qui employaient des formes d'action *en bloc*, d'un jeu rigide, réglé d'avance par des procédés *cut and dried*. Comment ces procédés, mis au service d'une orthodoxie extérieure, avaient pour effet de déterminer toutes les conditions politiques visées par le Caucus, — qu'il s'agit de manifestations de la raison ou de démonstrations du sentiment politique, — d'une manière mécanique.

IV. Comment la diminution de la personnalité et le développement du formalisme dans les rapports politiques se sont fait sentir au plus haut degré dans la

sphère du leadership; comment l'application trop rigide du principe de l'autonomie dans l'organisation du parti a morcelé le leadership au profit de la médiocrité locale, et comment l'adhésion sans réserve à la foi du parti, érigée en vertu politique suprême et garantie par la machinerie de l'Organisation, a fait surtout valoir chez l'homme public les qualités conventionnelles et extérieures. Loin d'avoir éliminé l'élément ploutocratique et les influences du rang social, le Caucus s'en sert lui-même. Le monopole du leadership a seulement changé d'aspect; plus *machiné*, il est plus partagé et moins responsable. La part croissante du *worker*. *Electioneering is now quite a business.* Dans quelle mesure le Caucus favorise l'avènement du *professional politician.*

Comment il se trouve, en dernière analyse, que le dessein formé par le Caucus d'activer le processus démocratique dans la société politique et d'organiser la vie publique en un ensemble moral, a échoué, et comment il tend à établir un gouvernement de machine au lieu d'un gouvernement d'hommes responsables, en n'offrant à la société, en quête d'une nouvelle synthèse politique, qu'une synthèse purement mécanique.

V. Le rôle du Caucus dans la sphère particulière des partis. Dans quelle mesure il assura, par son organisation, une représentation réelle aux divers éléments du parti, et se montra capable de servir d'interprète fidèle et indépendant à l'opinion. Comment le Caucus tantôt forçait l'allure du parti, tantôt l'empêchait d'évoluer librement. Comment il maintenait la cohésion dans les rangs du parti moins par sa vertu propre que par la qualité de porte-drapeau du parti qu'il avait assumée. Toutefois il augmentait les contingents du parti en y attirant les *blanks* par la vertu de son Organisation qui vulgarisait la raison sociale, la notion abstraite du parti, si longue à s'emparer des esprits. Mais finalement le Caucus se trouva impuissant à enrayer les divisions du parti,

car elles étaient un effet fatal de la complexité croissante des conditions sociales qui a depuis longtemps frappé et condamné le dualisme classique des partis avec leur ancienne cohésion. S'acharnant à vouloir rétablir cette cohésion, et ne disposant, naturellement, que de moyens et de procédés mécaniques pour réunir les éléments disparates, le Caucus se trouva forcément amené à travailler pour le gouvernement de machine. Impuissant à rétablir la fortune du vieux système de parti, le Caucus en a encore accru les maux en conférant des titres légaux à la tyrannie de parti, en supprimant la liberté des candidatures et en s'arrogeant le monopole de l'orthodoxie pour en tirer à l'égard des fidèles du parti un pouvoir de coercition morale. Point de refuge contre l'orthodoxie inexorable de parti, sauf dans le schisme ; point de place pour les organisations indépendantes ou d'esprit libre.

VI. Le Caucus n'a pas servi davantage au bon fonctionnement du gouvernement parlementaire, au contraire; il a contribué à en fausser le principe représentatif, à troubler l'équilibre dans les rapports des chefs parlementaires avec les députés et du parlement avec l'opinion. Il a diminué la part de confiance personnelle dans les rapports des électeurs avec les candidats et surtout avec les députés, et a détourné à son profit les obligations du M. P. envers ses commettants. Le député étant transformé par le Caucus en *delegate* avec une responsabilité et une indépendance amoindries, les grands chefs parlementaires, en s'appuyant directement sur les masses électorales, n'en sont devenus que plus puissants et plus autoritaires, au détriment de l'équilibre que le gouvernement de cabinet suppose dans la situation respective des membres et des leaders des partis ; de plus, ils peuvent, selon leurs convenances, se servir du Caucus pour forcer la main aux députés à la Chambre, sans se compromettre personnellement. Le concours prêté par le Caucus aux chefs parlementaires ne

laisse pas de leur imposer des obligations, parfois lourdes. Comment le pouvoir arbitral de l'opinion a plus de peine à s'exercer dans la sphère parlementaire, à cause de l'interposition du Caucus. Sous quelles réserves la détérioration du parlementarisme, de même que les autres effets politiques mis au compte du Caucus, lui sont imputables : le « Caucus » ne représente qu'un des aspects de l'ensemble complexe des courants qui constituent le « mouvement démocratique », et il est aussi bien le miroir que le foyer des effets qu'il a manifestés.

VII. Comment l'action dissolvante des forces représentées par le Caucus a été atténuée dans la pratique par des influences contraires, d'ordre sentimental, — telles que l'autorité traditionnelle des landlords, de l'Église, la fascination que le rang social exerce toujours, même sur les masses radicales, le prestige exceptionnel d'illustres chefs, l'ascendant personnel que donnent le caractère et les lumières, — et aussi par des considérations locales et les préoccupations terre à terre des intérêts matériels. Le Caucus n'a pas assez compté avec les forces vives de la société. D'un autre côté, le progrès du Caucus a été entravé par l'exiguïté de ses ressources matérielles et par les défaillances aussi bien que par les qualités de son propre personnel. En somme, le Caucus est encore loin de « régner en souverain sur les ruines de la Constitution britannique ».

VIII. Toutefois, les forces vives qui tiennent en échec le Caucus baissent plutôt. Les influences personnelles de rang, aussi bien que de caractère et de lumières, sont de plus en plus impuissantes à se produire, à cause de l'extension démesurée des villes et de *l'absentéisme* urbain croissant, qui éloignent les hommes les uns des autres, et surtout les riches des pauvres, sans parler des obstacles suscités par le Caucus, qui exige invariablement le mot de passe du parti politique, et, par son organisation, favorise plutôt l'éclosion des médiocrités locales. Le « respect » baisse et

continuera de baisser, le Caucus aidant, même du côté tory. Avec la solidarité des grands groupements religieux, qui faiblit à la faveur de la liberté, s'évanouit une autre force vive ancienne. En même temps l'apathie politique envahit la société et tend à éloigner les classes cultivées de la vie publique sans y introduire les couches nouvelles. Ce commencement de séparation entre l'ensemble de la société et la minorité adonnée à la politique est accompagné de l'effacement des principes distinctifs qui divisaient les partis, de sorte que ceux-ci se trouveront réduits à l'état de simples agrégats n'ayant pour système vital qu'une organisation mécanique. Le vide produit sous l'action du Caucus sera occupé par lui-même, et, au lieu d'être un moyen, les Organisations de partis, ne représentant désormais rien que des conventions, deviendront un but auquel tout sera subordonné, au mépris des intérêts réels et au détriment de la pureté des mœurs publiques. Symptômes avant-coureurs de cet état de choses, en particulier dans la vie municipale, et appréhensions que soulève à ce point de vue la rémunération projetée du mandat législatif. Symptômes qui promettent d'entraver quelque peu la marche ascendante des Organisations, tels que le scepticisme croissant à l'égard des partis politiques ou la sécession socialiste. Jour que peut jeter sur toutes ces données et toutes ces prévisions, et en général sur tout le problème de l'organisation des masses électorales, l'expérience plus ample de la partie américaine du monde anglo-saxon.

tome second, livre cinquième, chapitre X, **le bilan** :

1. Double rôle assumé par l'Organisation de partis dans la démocratie américaine : maintenir le pouvoir de l'individu, membre du Souverain, et assurer le fonctionnement de plus en plus complexe du mécanisme gouvernemental. Succès relatif remporté dans la seconde tâche et échec complet dans la première.

Affaiblissement de la prise du citoyen sur le gouvernement. Énervement des grands pouvoirs publics tombés sous la dépendance de l'Organisation de parti. L'autorité de l'exécutif frappée dans la manière dont le président est choisi. L'exercice de son pouvoir subordonné aux préoccupations du patronage qui ravalent le chef de l'exécutif au rang de fondé des pouvoirs d'un parti et diminuent son autorité constitutionnelle vis-à-vis du Congrès. Abaissement du Sénat ; les hommes que le Caucus y introduit ; empiétements du Sénat sur les attributions de la Chambre ainsi que sur celles de l'exécutif ; irresponsabilité que le Caucus lui assure. La Chambre devenue une place forte des intérêts privés. Le budget mis au pillage. Plus de discussion parlementaire au Congrès ; stérilité législative ; déchéance générale. Comment le caractère des hommes installés au Congrès, grâce au Caucus, conspire avec les méthodes législatives en usage pour amener ces résultats et annuler les bénéfices de la séparation des pouvoirs.

II. Le déclin des assemblées délibérantes se manifeste surtout dans les Législatures d'État et les conseils municipaux. Le niveau de la justice elle-même s'abaisse sous l'action du Caucus. Le ressort gouvernemental se trouve partout affaibli ou faussé. L'initiative privée essaie de suppléer par ses propres efforts à l'insuffisance ou à l'irrégularité de l'action gouvernementale. Tentatives pour renforcer celle-ci en rehaussant le pouvoir exécutif aux dépens du législatif et en développant le *police power*. Tendance croissante à restreindre la sphère du gouvernement représentatif par l'exercice direct du pouvoir par le peuple. Relâchement du self-government local. Comment le Caucus y a contribué en subordonnant toutes les élections aux élections nationales en vue du patronage fédéral. Comment l'énervement de la vie publique locale amené par le Caucus n'a pas été atténué par le fait que son œuvre centralisatrice a

d'autre part contribué à l'accroissement bienfaisant de l'influence de l'Union.

III. Comment les ravages produits dans la vie publique par le Caucus ou avec son concours n'ont même pas été contrebalancés par le succès du « gouvernement de parti » qu'il prétendait faire fonctionner. Il n'a ni établi la coordination entre l'exécutif et le législatif, ni assuré la cohésion des partis au Congrès. La discipline de parti qu'il a imposée a servi seulement à faire les élections, en vue des dépouilles, sans se maintenir au Congrès. Les partis qu'il formait ne constituaient que des agglomérations réunies mécaniquement, dont les éléments disparates, abandonnés à eux-mêmes à la Chambre, ne cherchaient qu'à y faire prévaloir les intérêts particuliers qu'ils représentaient. En l'absence de principes communs ou de divergences d'idées, l'entente entre ces intérêts se fait au moyen de marchandages; le Congrès est enveloppé dans une atmosphère de compromis opportunistes ; point d'opposition régulière pour faire contrepoids au parti prédominant. Le jeu de bascule classique des partis ne fonctionnant guère, on cherche à remédier aux abus des gouvernants par des procédés de Lynch : *tidal waves*, *landslides*. C'est à tort que la séparation des pouvoirs est considérée comme la grande cause du fiasco du « gouvernement de parti ». En dernière analyse, le parti, réduit par le Caucus à n'être qu'un expédient électoral, est incapable de servir d'instrument de gouvernement.

IV. La décadence du parti confirmée par celle du leadership politique, son moteur. Comment les hommes capables d'exercer le leadership sont disqualifiés pour la vie publique sous le régime du Caucus et peu favorisés par les conditions sociales américaines. Comment ceux qui y entrent se dérobent à la responsabilité ; manque de courage civique chez les hommes publics ; ce ne sont plus des conducteurs d'hommes ; le leadership est exercé par d'autres qu'eux, d'une manière irrégulière et spasmodique. Comment la responsa-

bilité des hommes publics est d'autant moins réelle que la sanction d'un contrôle lui fait défaut; indifférence du public; le mérite n'est pas plus remarqué que le démérite. Comment l'action des hommes publics n'a pas non plus le bénéfice de la continuité, et comment ils perdent leur ascendant avec leur situation officielle. Comment la place de l'homme d'État a été prise par le machiniste politique.

V. Comment le parti, au lieu de donner une expression à l'opinion, la déforma. Comment le conformisme extérieur établi par le Caucus affaiblit chez le citoyen le jugement individuel et la responsabilité individuelle, le rendit lâchement opportuniste et timoré, développa chez lui l'acquiescement aux abus politiques et le porta jusqu'à la connivence avec le mal. Si en même temps la discipline de parti a rempli le rôle d'un frein régulateur dans une démocratie jeune et exubérante, elle a agi surtout comme une force réactionnaire : elle a tendu à entraver le libre jeu de l'esprit public, à figer l'opinion, dans une société qui n'était déjà que trop portée à un conservatisme outré par son caractère mercantile aussi bien que par la constitution qui mettait des obstacles à l'esprit d'innovation dans l'ordre politique et social. D'autre part, la même force de la *régularité*, qui comprimait l'opinion en la maintenant emprisonnée dans de vieilles formules et de vieilles appellations, imposait au parti, malgré lui, de nouveaux programmes, si extravagants qu'ils fussent, quand l'Organisation croyait y trouver avantage. En définitive, l'Organisation établit sous la forme de partis une opinion factice, et ne laissa à la vraie opinion, pour s'affirmer, d'autre moyen que la révolte ouverte contre les partis. Victorieuse, l'opinion ne pouvait toutefois s'affirmer que dans la répression, elle restait dépouillée de son pouvoir le plus essentiel, le pouvoir préventif.

VI. Comment le parti, ayant failli à ses fonctions légitimes, servit de levier aux intérêts privés dans leurs entre-

prises sur la chose publique. Comment il favorisa l'avènement de la ploutocratie. Comment le pouvoir de la ploutocratie s'est montré néfaste surtout dans l'ordre politique, et comment il s'y est établi avec l'aide de l'Organisation de partis. Comment l'opinion, méconnaissant les sources politiques du pouvoir de l'argent, s'attaqua à ses manifestations économiques ; mouvement contre les *trusts*. Comment d'autre part la puissance de l'argent dans l'État, apparaissant comme une force irrésistible, aida à l'affaiblissement du sentiment civique. Comment l'alliance de la ploutocratie avec la Machine a fortifié le pouvoir de celle-ci et a contribué à avilir le gouvernement populaire.

VII. Comment expliquer le fait que le peuple américain laissa échapper de ses mains le gouvernement ? Il s'absorba tout entier dans les préoccupations matérielles. Le fonctionnement politique subordonné à la production des richesses; les désordres de la vie publique tolérés tant qu'ils n'occasionnaient pas de trop grandes pertes d'argent; *de minimis praetor non curat;* générosité de l'Américain. Il est insensible aux effets, même matériels, dont les désordres politiques menacent l'avenir ; il n'envisage que les résultats immédiats et les avantages présents; il est maintenu dans ces sentiments par l'optimisme sans limites qui est la foi nationale, et sans cesse stimulé par lui dans ses aspirations matérialistes.

VIII. Comment l'esprit matérialiste assoupit la conscience civique à la faveur de l'idéalisme lui-même qui ne fait nullement défaut à l'Américain. Comment son idéalisme s'absorba dans le sentiment patriotique. Comment l'idée de l'*Union*, du territoire national, subjugua son âme. Comment la grandeur de la nature du continent et des efforts de l'homme qui le mettait en valeur nourrissaient sa sensibilité patriotique. Comment le troisième facteur dont fut créé le nouveau monde, la liberté, qui s'y manifesta « mys-

tique et indéfinie », devint aussi un élément du culte patriotique et consacra l'orgueil national qu'inspiraient les succès matériels. Comment l'adoration de la patrie *(our country, right or wrong)*, et le patriotisme de deuxième degré, non moins fétichiste, celui du parti, tinrent lieu de conscience civique au citoyen et lui permirent de servir l'idéal et de se libérer de ses devoirs civiques, dans la vie de tous les jours, à bon compte.

IX. Comment le culte du parti, qui convenait à la piété civique de l'Américain affairé, répondait aussi aux tendances intimes de son âme, formée par l'esprit puritain à l'union jalouse dans la foi, et d'autre part tourmentée par le besoin que l'Américain éprouve de s'associer avec ses semblables pour suppléer à son isolement moral dans cette société du nouveau monde, nivelée, dispersée et dépourvue de cadres fixes qui fournissent un appui à l'individu.

X. Comment la république a-t-elle pu résister à l'action dissolvante du Caucus ? Conditions exceptionnelles qui ont atténué le fait que le gouvernement avait échappé au peuple. Le rôle du gouvernement dans l'économie de la vie américaine est insignifiant. La détérioration du service public était palliée par la simplicité de la besogne administrative. Les atteintes portées à la fortune publique étaient compensées par les riches ressources du pays. L'usurpation du pouvoir par les boss et les machines se trouva limitée dans ses effets, grâce au caractère spécial de leurs convoitises qui avaient pour objectif moins la liberté des citoyens que les ressources fournies par la matière électorale, grâce aussi à la protection dont les droits individuels sont entourés par la constitution, à l'organisation fédérative de la république, peu favorable à l'éclosion d'une autocratie ou d'une oligarchie politique, et enfin grâce aux facilités matérielles pour échapper à l'oppression qu'offrait un continent vaste et peu peuplé. L'envahissement de

l'État par la ploutocratie n'a pas eu non plus pour objectif les libertés populaires, et n'a pas entravé, au moins jusqu'à ces derniers temps, la libre poursuite de la fortune par l'individu. L'abaissement de l'esprit civique agissant a été pallié par la foi du citoyen dans sa puissance virtuelle et dans celle de l'opinion en général.

XI. Diminution des ressources matérielles et morales qui neutralisaient ou palliaient les mauvais effets du régime du Caucus : épuisement des terres libres; complexité croissante de la vie sociale et des fonctions du gouvernement; nécessité d'une réglementation plus étroite et diminution de la force médicatrice de la liberté; baisse de la personnalité sous l'influence des nouveaux facteurs économiques qui sapent l'indépendance économique du citoyen aussi bien que sous celle du scepticisme religieux et du scepticisme politique qui envahissent son âme. L'œuvre destructive du Caucus ne pourra plus être tenue en échec par le jeu spontané des forces naturelles; il faudra lui opposer une résistance active sur toute la ligne.

XII. La tâche qui consisterait à remonter le courant du régime du Caucus est immense mais point désespérée. Promesses que donnent les progrès déjà réalisés dans ces vingt dernières années; réveil de la conscience publique, intérêt grandissant pour la chose publique, relâchement des liens de partis, vote plus éclairé. Rôle décisif de deux facteurs dans les progrès accomplis et dans les progrès à accomplir : le développement de la culture générale, en particulier par les universités, et le perfectionnement des méthodes politiques. Vice des conceptions mécaniques sur lesquelles étaient basés la plupart des essais de réforme. Échec des tentatives qui se sont placées sur le terrain des partis stéréotypés et succès relatif de celles qui ont fait abstraction complète des partis. Les nouvelles méthodes d'action politique et l'avenir de la démocratie.

Tome second, livre sixième, **conclusion** :

I. La vue d'ensemble des phénomènes observés ne révèle d'abord que confusion et contradiction : le triomphe de l'individu autonome, victorieux sur toute la ligne de la vie politique, aboutit à faire de sa souveraineté un vain simulacre et de la chose politique la proie des intérêts particuliers, au milieu de l'indifférence de la grande masse de la société. Comment ce but manqué ne signifie pas encore la condamnation irrévocable de la démocratie. Relevé des voies par lesquelles la nouvelle société s'est dirigée vers son but. Conception étroitement individualiste qui a présidé à sa naissance. Préjugé créé en faveur du système électif. Effets produits par le régime électif à outrance. Enseignements qu'il fournit sur la valeur et les limites du principe électif dans les gouvernements libres.

II. Mise en œuvre défectueuse du système électoral. Le suffrage universel a été institué avec le caractère d'une synthèse sans analyse préalable. L'autorité publique ayant négligé de pourvoir aux opérations de la phase électorale préliminaire, des organisations extra-légales s'en saisirent. Préjudice qui en résulta pour la chose publique. Intervention tardive et incomplète de l'État. Droit et devoir qui incombent à l'État de prendre sous sa sauvegarde exclusive la procédure électorale préliminaire. Son action ne saurait toutefois aller au delà des opérations purement formelles de l'œuvre électorale préalable. Mais l'inadvertance de l'État qui a laissé entrer dans la place les organisations extra-légales leur a permis d'assumer également, en dehors de ces opérations, la tâche de former et de coordonner les opinions des citoyens, et elles la remplirent de manière à faire échouer le régime électif et le gouvernement démocratique.

III. Les organisations extra-légales cherchent à asseoir le gouvernement démocratique sur le vieux système de

partis, suranné, artificiel et irrationnel. Caractère théologique et ecclésiastique de ses conceptions. L'avènement du régime de liberté et d'une civilisation complexe ôtent toute base réelle au système dualiste des partis permanents. Ce dualisme n'est pas plus fondé dans l'esprit humain. Les méthodes du système de partis sont aussi artificielles et réactionnaires que ses principes. Les deux procédés modernes qu'il y a introduits : l'élection populaire et l'association; le premier ne fait qu'aggraver les difficultés amenées par l'exagération du mode électif; le second, appliqué sur la base de l'association universelle qui absorbe toute la personnalité du citoyen, rend impossible la coopération volontaire et consciente des associés.

IV. Comment le système de partis, démocratisé seulement en apparence, a faussé le ressort du gouvernement démocratique, en décourageant, par le formalisme qu'il a établi, l'indépendance d'esprit du citoyen, l'énergie de sa volonté et l'autonomie de sa conscience. Comment ce formalisme politique laissa s'accentuer les faiblesses inhérentes au gouvernement démocratique et en premier lieu le manque d'esprit public qui caractérise les démocraties. Comment il se fit le complice des conditions économiques et sociales de la civilisation moderne et de l'infatuation propre aux membres du peuple souverain pour assoupir la vigilance du citoyen.

V. Comment la notion conventionnelle de parti a diminué la force de la puissance d'intimidation sociale qui constitue la grande supériorité du gouvernement démocratique. L'arme de la contrainte morale exercée par l'opinion a été arrachée aux citoyens et retournée contre eux par le loyalisme de parti. En tout cas, l'opinion, même soulevée, n'affirmait son pouvoir que par intervalles et d'une manière répressive, son pouvoir préventif restait en souffrance. Comment d'autre part la notion conventionnelle de parti a accentué la faiblesse que le pouvoir d'intimi-

dation sociale recèle, en laissant la pression brutale de l'opinion s'appesantir sur tout le monde. Comment la pression morale de la multitude, partout et de tout temps considérable dans la vie sociale, s'étant relâchée dans les relations privées, grâce au progrès de la liberté individuelle, a atteint un haut degré d'intensité dans la vie publique, sous le régime de la démocratie. Effacement de l'individu; « fatalisme des multitudes »; lâcheté que développe le sentiment de dépendance générale dans la vie publique, surtout chez les gouvernants; servilité du politicien. Comment cette lâcheté est un des plus grands vices du gouvernement démocratique, que les critiques de la démocratie, y compris Tocqueville, n'ont pas apprécié, et le moyen de l'enrayer un des problèmes cardinaux de la démocratie. Comment le culte fétichiste de la « majorité », du « parti », entretenait et développait le respect grossier de la puissance du nombre, et abaissait le caractère de la crainte qu'inspire la force de l'opinion, en la maintenant à l'état de force brutale.

VI. Comment la notion conventionnelle de parti entravait la libre affirmation des opinions individuelles qui tempère le despotisme du gouvernement de l'opinion et tient en respect les majorités. Comment le conformisme de parti mettait des obstacles à l'évolution des idées, et tendait à abaisser l'idéal dans la société.

VII. Comment le formalisme politique, en ruinant l'influence exercée par la supériorité des lumières et du caractère, a résolu à rebours le problème du leadership d'une élite naturelle dont une démocratie a besoin. Comment la personnalité évincée de la vie publique a été suppléée par la machinerie de l'État ou l'automatisme des notions conventionnelles. Comment tous les modes de gouvernement se réduisent à deux types : gouvernement *personnel* et responsable et gouvernement *mécanique,* et comment le système de partis tendait à développer le second aux dépens du premier. Comment en affaiblissant le

caractère responsable du gouvernement, le conformisme de parti a laissé la corruption rentrer dans la place.

V III. Récapitulation des résultats amenés dans la vie publique par la convention de parti. Leur portée, relative et variable selon les milieux, ne diminue nullement les tendances fatales du conformisme politique. Ce conformisme n'est qu'un nouvel aspect de la vieille tyrannie qui mène le combat contre l'indépendance de l'esprit et la dignité de la personne humaine; mais comme il s'appuie, dans l'État moderne, sur la liberté et sur le pouvoir des masses, il est plus difficile de lui tenir tête. La force de l'organisation dont s'entoure le formalisme de parti le rend particulièrement dangereux et malfaisant; les partis ne pouvant se maintenir que par une forte organisation, la société politique est enfermée par le système comme dans un cercle. Comment en sortir ?

IX. Les *partis* groupant les citoyens pour l'action commune sont indispensables sous un gouvernement libre, mais doivent être limités à leur fonction propre. L'exercice du pouvoir par les partis, survivance du temps des luttes pour la liberté, n'est plus nécessaire pour en assurer les bénéfices. Il est la cause de tous les maux du régime actuel de partis.

X. La solution consisterait dès lors à éliminer la pratique des partis permanents ayant pour fin le pouvoir. Comment la méthode de groupements spéciaux à fins limitées renouvellera la vie politique, en prévenant la formation et l'entretien des organisations régulières, qui permettent de conquérir et d'exploiter le pouvoir; en rendant sans objet le conformisme des fidèles et la contrainte morale qu'il exerce ; en portant le citoyen à prendre une part moins passive au gouvernement; en favorisant chez lui l'indépendance d'esprit, tout en renforçant la discipline nécessaire dans l'action commune; en relevant sa fermeté d'âme en face de la multitude.

XI. Comment la nouvelle méthode d'action publique, poursuivant son œuvre d'affranchissement moral, opérera la décentralisation du pouvoir absolu de l'opinion, assurera aux problèmes politiques leur autonomie, qui leur permettra de se poser devant l'opinion et de se développer librement et spontanément, changera les modes de propagande politique, rendra possible l'éducation politique des masses et fera du gouvernement démocratique un vrai gouvernement de discussion. Comment la nouvelle méthode imposera aux politiciens une attitude nette et franche vis-à-vis des problèmes politiques, astreindra les représentants à une responsabilité plus directe et plus personnelle, et réduira le rôle et les ressources des politiciens professionnels. Comment elle favorisera l'éclosion d'une élite politique et contribuera à la solution du problème du leadership. Comment elle introduira partout la lumière et la vérité, repoussera la morale conventionnelle de la politique et d'une manière générale élèvera le niveau moral des gouvernants et des gouvernés.

XII. La vertu de la nouvelle méthode est si grande parce qu'elle est fondée sur le principe vital du nouvel ordre des choses : *l'union remplaçant l'unité.* Comment le libre accord des volontés, sans cesse renouvelable selon les rapports changeants des idées et des faits, constitue la nouvelle synthèse sociale et comment la démocratie lui assure les conditions les plus favorables à sa réalisation. Comment ce principe de la libre union des volontés fournit aussi au gouvernement moderne son fondement théorique. Comment il redresse les doctrines de la souveraineté du peuple, du contrat social, de la volonté générale, conçues par les hommes du dix-huitième siècle sous la forme métaphysique de l'unité, et comment il annule les inconséquences auxquelles ces doctrines aboutissent chez Rousseau aussi bien que celles que leurs critiques ont cherché à leur imputer.

XIII. Examen des principales objections contre la nouvelle méthode d'action politique : l'existence de plusieurs organisations à objets différents occasionnerait une « perte d'énergie, de temps et de moyens »; le fractionnement des problèmes politiques entre plusieurs partis spéciaux serait une source de trouble dans les rapports de leurs adhérents, amènerait la confusion dans l'examen des questions par l'opinion et dans les consultations nationales ; favoriserait les sentiments sectaires et l'intransigeance politique ; ferait des représentants de simples délégués, et des élections de simples plébiscites ; la passivité de l'électeur s'accommoderait mieux du système actuel ; l'action politique ne serait pas possible sans l'appât du pouvoir. Ce qu'il faut penser de ces objections. Réponse plus décisive encore qu'apportent les faits : le système actuel croule au milieu du désarroi qu'il cause, du dégoût qu'il inspire et du scepticisme dont il remplit ses serviteurs mêmes ; tandis que la nouvelle méthode de libre groupement temporaire se développe et grandit ; une évolution politique s'ébauche avec le mot d'ordre : « A bas le « parti » et vive la « ligue ».

XIV. Comment la nouvelle méthode permettra de résoudre le problème de l'organisation du suffrage universel dans la phase électorale préliminaire. Projet des votations préalables. Comment cette réforme légale serait vaine si elle ne s'appuyait pas sur le système des « ligues ». Comment, grâce à leur action combinée, le suffrage universel cessera de ressembler à une synthèse sans analyse préalable.

XV. Tentatives déjà faites pour résoudre le problème électoral au moyen des réformes du système de la représentation. La « théorie organique » et la représentation des intérêts. Comment ce mode de représentation serait aussi malfaisant dans ses conséquences qu'il est erroné dans sa conception. Pour autant que le manque aux Chambres des porte-parole autorisés des « intérêts » est réel, on pourrait y remédier

par l'introduction dans le Parlement, à titre accessoire, d'un certain nombre de représentants des grandes organisations économiques et des corps constitués.

XVI. La représentation proportionnelle n'est pas capable davantage de résoudre le problème entier de l'organisation du suffrage universel. Les résultats que cette réforme promet sont importants, mais elle ne touche qu'à la phase finale du fonctionnement électoral. Le système de Hare et le « système des listes ». Ce n'est que combinée avec le système des ligues et des votations préalables que la représentation proportionnelle acquiert son prix. Combinaison bienfaisante de ce système avec le vote préférentiel. Valeur nulle du mode des élections à deux degrés comme moyen d'organisation du suffrage universel. La complication des opérations électorales à la suite de l'introduction des votations préalables serait compensée par la prolongation du mandat parlementaire et par le renouvellement partiel des assemblées. Le droit des électeurs à révoquer les députés comme moyen d'assurer la responsabilité continue de ceux-ci malgré la durée plus longue de leur mandat.

XVII. Comment les changements dans la sphère électorale, qui viennent d'être indiqués, affecteront le régime parlementaire. Ils condamnent le système des majorités permanentes. Ce système, fondé sur la fiction des « deux grands partis », ne peut plus faire vivre le régime parlementaire ; il ne fait que le détériorer. La méthode d'unions libres s'impose à la Chambre aussi bien qu'au dehors. L'homogénéité et la solidarité du ministère auront vécu. Dépouillées de leur raison d'être historique, elles ne sont qu'une source de trouble pour le fonctionnement du régime ; elles aboutissent à l'irresponsabilité générale, des ministres et des députés, et à la paralysie de l'activité gouvernementale ou du contrôle du Parlement. Le remède est dans la suppression du système de cabinet, mais avec le maintien des ministres dans les Chambres ;

la séparation du législatif et de l'exécutif doit être repoussée. Comment la responsabilité individuelle des ministres, substituée à leur responsabilité collective, renouvellera le régime parlementaire, établira la stabilité dans le gouvernement et la responsabilité réelle des gouvernants, permettra un meilleur recrutement des ministres, et, tout en assurant aux ministres et aux députés leur indépendance, rendra leur collaboration plus utile. Changements qu'amènera la suppression du système de cabinet dans la nature des relations des ministres avec le Parlement, dans les attributions ministérielles, dans l'organisation de l'œuvre parlementaire et dans les rapports des ministres entre eux. Comment la Chambre verra ses mœurs se relever à la suite de la suppression de la « majorité gouvernementale » et de l'opposition systématique, et comment les fonctions assignées à l'une et à l'autre ne seront que mieux remplies, et toute l'activité de la Chambre ne deviendra que plus ordonnée et plus féconde. Comment les résultats qu'amènerait la suppression de la responsabilité collective des ministres dans les gouvernements du type anglais ne sauraient être réalisés aux États-Unis que par la suppression de l'élection populaire du président. Comment ces changements dans l'organisation de l'exécutif et dans les méthodes parlementaires auront décapité les partis permanents, et achevé la victoire sur le formalisme dans le gouvernement démocratique.

XVIII. Comment la victoire sur le formalisme politique dépendra, en dernière analyse, du changement de la mentalité des électeurs, de la libération des esprits. *Habeas animum.* Comment la grandeur et la misère de la démocratie se rattachent à la liberté materielle déjà réalisée et à la liberté morale qu'il reste à conquérir. Comment le développement de la liberté de l'esprit et de la conscience civiques doit avoir pour complément le changement des méthodes politiques dans le sens de l'action libre, fondee sur la respon-

sabilité individuelle. Comment ces trois facteurs individualistes de la rénovation politique se présentent aussi sous un aspect social, au point de vue de l'insuffisance flagrante de l'éducation politique non seulement des masses mais aussi de la bourgeoisie, de l'indifférentisme civique et de l'égoïsme de celle-ci, et de la séparation des classes qui rend impossible la coopération libre, et empêche l'esprit social, l'action de l'homme sur l'homme, et le leadership moral de se constituer et de s'affirmer. Comment la rénovation politique se trouve ainsi liée à la rénovation sociale, et comment l'une et l'autre dépendent du développement de *l'individu-conscience*. — Réserves générales sous lesquelles la victoire sur le formalisme est possible; il ne s'agit pas d'un triomphe complet, mais seulement d'une nouvelle orientation politique. Conditions où celle-ci pourra se réaliser; dépendance de ce problème du problème général de la crise morale actuelle; la crise de la morale politique en particulier et les chances de la surmonter; hypothèse d'une issue fatale. Ce qu'il faut penser à ce sujet de l'avenir de la démocratie, et quelle doit être, en tout cas, la ligne de conduite à suivre?

Je le répète : il y a dans ce livre vingt ans de travail; est-il impossible que le peuple intéressé profite un peu de ce travail?

CAHIERS DE LA QUINZAINE

Il est dit que nous ne sortirons pas de la politique. Dans ce cahier même où nous avons marqué l'éloignement que nous avons d'elle, où nous avons indiqué l'éloignement que nous voulons nous donner d'elle, dans ce cahier même il faut que nous signalions un événement qui sera capital dans l'histoire de la politique parlementaire en France.

La séance du mardi 10 février dernier, à la Chambre, et les séances des jours suivants, toutes attribuées aux bouilleurs de cru, furent et demeurent les séances les plus importantes, les seules séances sincères que nous ayons eues depuis le commencement de cette législature, peut-être depuis le commencement de la troisième République, j'irais jusqu'à dire depuis le commencement du gouvernement parlementaire en France.

Nous avons lu dans les journaux le compte rendu de ces mémorables et capitales séances.

Pour la première fois depuis que nos pères ont institué, depuis que nous subissons le gouvernement des parlementaires, les députés élus au scrutin d'arrondissement ont parlé strictement comme ils pensaient, ont agi exactement comme ils étaient, furent très rigoureusement comme ils représentaient.

Non pas que les députés d'arrondissement n'aient souvent sacrifié les intérêts généraux aux intérêts individuels et particuliers, les intérêts du pays aux intérêts

de leur circonscription, les intérêts de la France et du monde aux intérêts de leurs électeurs; non qu'ils n'aient presque toujours sacrifié les intérêts vrais et durables aux intérêts faux et transitoires; non qu'ils n'aient presque toujours sacrifié les intérêts bien entendus aux intérêts mal entendus; non qu'ils n'aient presque toujours sacrifié les intérêts féconds aux intérêts stériles; non qu'ils n'aient pour ainsi dire toujours sacrifié le droit aux intérêts, la justice aux faveurs, la raison, la sagesse aux fureurs et aux insanités.

Mais dans cette mémorable séance du 10 février et dans les séances des jours suivants, pour la première fois les députés d'arrondissement ont parlé, agi, voté formellement au nom de l'arrondissement qu'ils représentaient; pour la première fois les députés d'arrondissement ont ouvertement, formellement, publiquement, officiellement sacrifié les intérêts généraux aux intérêts individuels et particuliers, les intérêts du pays aux intérêts de leur circonscription, les intérêts de la France et du monde aux intérêts de leurs électeurs; pour la première fois ils ont expressément, à séance ouverte, sacrifié les intérêts vrais et durables aux intérêts faux et transitoires; pour la première fois ils ont à séance ouverte sacrifié les intérêts bien entendus aux intérêts mal entendus; pour la première fois ils ont à séance ouverte sacrifié les intérêts féconds aux intérêts stériles; pour la première fois ils ont avec une sorte d'apparat, une solennelle unanimité, sacrifié le droit aux intérêts, la justice aux faveurs, la raison, la sagesse aux fureurs et aux insanités.

On sait de quoi il s'agissait. Il ne s'agissait nullement, comme on pourrait le croire, d'un grand débat ouvert,

à la Chambre, devant les pouvoirs publics, pour et contre l'empoisonnement alcoolique ; de tels débats se poursuivent dans le pays.

Dans le pays nous soutenons et nous soutiendrons de jour en jour plus énergiquement, — car ce débat de jour en jour sera plus grave et plus gravement engagé, — dans le pays nous soutenons un combat grandissant contre l'empoisonnement alcoolique ; antialcoolistes résolus, nous soutenons ce combat sans relâche, nous le soutenons sans faiblesse, et nous nous maintiendrons sans aucune arrière-pensée ; que l'alcool soit ou ne soit pas un aliment de laboratoire ; qu'il soit ou ne soit pas un aliment d'usage, commun ; qu'il soit un combustible et non un aliment, ou qu'il soit et un combustible et un aliment ; il est acquis depuis longtemps, il est indéniable que l'alcoolisme est un empoisonnement et que l'empoisonnement alcoolique est devenu l'empoisonnement le plus menaçant, le plus dangereux pour l'avenir du monde civilisé.

Dans le pays nous luttons d'arrache-pied, nous luttons désespérément contre les progrès, contre le maintien de cet empoisonnement, contre l'envahissement de ce poison ; que nous soyons momentanément battus et refoulés, nous n'en lutterons que plus vigoureusement ; nous n'accepterons pas que la France, — un tel morceau d'humanité, — sombre dans l'abrutissement, dans la folie et dans le crime.

Ainsi dans le pays nous luttons. Nous luttons et les empoisonneurs n'auront pas la bataille aussi aisée qu'ils s'en flattent.

Dans le pays nous simples citoyens nous luttons pour et contre l'envahissement et le maintien de l'empoison-

nement alcoolique ; nous en sommes au régime de la bataille ; et les empoisonneurs sont loin d'avoir, comme ils s'en flattent, le dernier mot.

Dans le pays nous nous battons. Si les assemblées parlementaires étaient une émanation supérieure du pays, si l'État était un représentant éminent de la nation, on ne s'y battrait même pas. Les empoisonneurs publics n'y auraient pas même audience. Ils n'y trouveraient que l'inflexible équité des lois d'hygiène, la totale proscription qu'exige impérieusement la santé du monde.

Dans le pays nous nous battons. Si les assemblées parlementaires étaient vraiment la représentation du pays, si l'État était vraiment le représentant de la nation, cette bataille capitale engagée dans le pays pour et contre l'envahissement de l'empoisonnement alcoolique se représenterait en bataille parlementaire; il y aurait des députés qui seraient pour et il y aurait des députés qui seraient contre l'envahissement de l'empoisonnement alcoolique. Il n'en est rien.

Le débat furieux qui s'est engagé à la Chambre ce mardi n'était en aucun sens, à aucun degré, à aucun titre, la représentation parlementaire de la bataille énergique engagée depuis si longtemps dans le pays. Ce n'étaient pas, à la Chambre, les antialcoolistes qui se battaient contre les empoisonneurs. A la Chambre l'empoisonnement alcoolique n'a jamais été mis en débat; il y a cause gagnée; victoire sans bataille.

Fait inouï et fait vraiment nouveau : à la Chambre c'étaient les empoisonneurs qui se battaient entre eux pour savoir qui nous empoisonnerait le plus avantageusement, qui aurait le privilège de nous empoisonner,

qui recevrait de l'État français le privilège d'empoisonner la France; la question qui se traitait furieusement n'était absolument pas la question de savoir comment on arracherait la France à l'empoisonnement alcoolique ; c'était la question de savoir si nous serions empoisonnés par les énormes empoisonneurs du Nord, ou par les gros empoisonneurs des Charentes, ou par les moyens empoisonneurs du Midi, ou par les petits empoisonneurs de l'Est ou de la Normandie ; la question qui se traitait furieusement n'était absolument pas la question de savoir comment on arracherait la France à l'empoisonnement alcoolique; c'était la question de savoir si nous serions empoisonnés par un poison de pommes de terre, ou par un poison de vin, de bière, de cidre ou de poiré, ou par un poison de céréales.

Nous avons lu dans les journaux le compte rendu de ces mémorables séances. Rien n'existait plus. Brusquement tous les partis politiques étatistes, qui en temps ordinaire font semblant de n'être pas du même avis pour amuser le peuple, brusquement tous les partis politiques furent brisés. Sous la soudaine poussée des plus bas intérêts économiques locaux, rien n'exista plus. On ne connaissait plus les chefs ni le drapeau. Il n'y avait plus ni socialistes révolutionnaires, ni socialistes évolutionnaires, ni radicaux socialistes, ni radicaux de gouvernement, ni anticléricaux, ni gauche radicale, ni progressistes, ni mélinistes, ni réactionnaires, ni nationalistes, ni cléricaux, ni conservateurs, ni monarchistes, royalistes, bonapartistes, orléanistes ou légitimistes : il n'y eut plus que des bouilleurs et des anti-bouilleurs ; les bouilleurs et les anti-bouilleurs venaient de partout, se joignirent étroitement, comme

jamais les hommes d'un même parti ne s'étaient joints depuis le commencement de la législature.

Il n'y eut plus rien ; tous les prétendus partis, brisés ; deux grands partis seulement, mais deux grands partis vrais, disons-le, deux grands partis sincères, deux grands partis profonds, deux grands partis réels : bouilleurs et anti-bouilleurs. Il n'y eut pas un seul antialcooliste. Quelle haute leçon d'histoire, de morale et de philosophie un antialcooliste, éloquent ou non, eût donnée à cette assemblée d'empoisonneurs ; quelle haute et modeste leçon de tempérance un antialcooliste honnête eût donnée à cette Chambre soûle ; mais voilà ; l'un est devenu vice-président de la même assemblée ; il est indispensable que les hautes situations bourgeoises parlementaires soient occupées par des socialistes bourgeoisant ; la révolution sociale ne consiste-t-elle pas à ce que ce soient les socialistes qui fassent exactement tout ce que faisaient les bourgeois ; le deuxième est devenu président de la commission des congrégations ; il ne faut pas compromettre le travail de la commission ; il faut pardonner beaucoup à des empoisonneurs qui embêtent les curés ; des empoisonneurs qui embêtent les curés valent mieux que des antialcoolistes qui n'embêteraient pas les curés ; le troisième, qui fut l'espoir des honnêtes gens, faisait récemment une démarche en commun avec M. Godefroy Cavaignac auprès de M. le général André, pour cette seule raison que M. Godefroy Cavaignac et lui sont deux anciens polytechniciens.

Être ancien élève de l'École Polytechnique, être bouilleur ou anti-bouilleur, cela compte plus, cela compte seul dans la réalité des relations parlementaires ; dès

que le débat fut ouvert sur le meilleur moyen d'empoisonner, rien ne fut ; tous les partis brisés ; le socialiste anti-bouilleur était le plus mortel ennemi du socialiste bouilleur ; mais le socialiste bouilleur était l'ami le plus cher du nationaliste bouilleur. Bouillons conjointement. Socialistes, ne parlons plus de Marx ou de Proudhon ; républicains, laissons dormir cette fameuse déclaration des Droits de l'homme ; catholiques, laissons les Évangiles. Une seule question : quel poison, quel alcool empoisonnera le plus le monde.

On a représenté ces mémorables séances comme le siège d'une perturbation passagère, d'un trouble inattendu ; on a dit qu'un vent accidentel avait momentanément défait l'aspect parlementaire des partis ; c'est au contraire la situation de ces jours qui était la situation vraie, la situation sincère, la situation réelle, exactement la situation normale, et c'est la situation habituelle qui est la situation feinte. C'est la situation de tous les autres jours qui est la situation trouble. La situation de trouble n'est nullement la situation trouble.

Comme les jeux et les amusements des partis ont crevé sous l'impérieuse poussée de cette question : comment flatter le plus un vice capital de tout un peuple, comment plaire au Despote universel. Comme les apparences politiques ont crevé sous la poussée d'intérêts économiques, des plus sales intérêts économiques sans doute, mais d'intérêts économiques tout de même. Quelle grande leçon de marxisme un socialiste eût donnée à cette Chambre de bourgeois, s'il y eût eu dans cette Chambre un socialiste.

De véritable marxisme ; autant certains excès de

certains marxismes ou de certains marxistes sont non avenus dans des domaines réservés, philosophie, art, science, morale, culture, enseignement, et d'autres, autant la domination de l'économique est lourdement vraie de tout ce qui est vulgaire, de tout ce qui est commun, de tout ce qui est moyen, ou bas, de toute la masse, de toute la foule, de presque tout ce que les sous-préfets nomment le peuple. Les théories économiques de la valeur fonctionnent avec une approximation croissante à mesure que la matière de leur fonctionnement est vile.

Par quel dépérissement organique, ou par quelle usure mécanique les institutions parlementaires, dont nos pères attendaient tant, et qui leur avaient tant coûté, tant de sang, tant de pensée, tant de foi, tant de travail, par quelle dégénérescence et par quelle usure en sont-elles venues à ce point de régression; comment le *contrat social,* qui dans la pensée de ses théoriciens était évidemment un contrat de paix et d'entente, un contrat de collaboration et de solidarité, a-t-il dégénéré jusqu'à l'état qui vient de se révéler soudain dans sa totalité, jusqu'à cette barbarie, état de nature et de guerre; par exemple, comment les députés, qui étaient en principe choisis le mieux et les meilleurs possible dans chaque circonscription par les électeurs de cette circonscription afin d'administrer ou de gouverner le mieux possible toute la nation *avec* les députés des autres circonscriptions, en sont-ils venus à être élus par leurs circonscriptions à seule fin de piller le plus qu'ils pourront tout le reste de la nation *contre* les députés des autres circonscriptions; comment tant de paix a donné tant de guerre; comment tant de solidarité a

donné tant d'inimitié ; comment le fonctionnement de la représentation parlementaire est devenu dans la réalité l'exercice d'une guerre civile perpétuelle, comment, loin de monter du nationalisme à l'internationalisme, au contraire nous sommes redescendus, dans la réalité, du nationalisme à un sous-provincialisme, c'est ce qu'il ne m'appartient pas de rechercher; notre collaborateur l'historien Pierre Deloire nous prépare un travail un peu épais, purement historique et juridique, sur *le dépérissement du parlementarisme en France*. « Le temps est venu, me disait-il récemment, de commencer mon travail sur *le dépérissement du parlementarisme en France;* dès que cette année parlementaire sera finie, on aura les éléments que j'attendais ; il fallait voir ce que donnerait un gouvernement démocratique absolu, c'est-à-dire un gouvernement démocratique absolument sûr de son corps électoral, si absolument assuré de son corps électoral qu'il n'en reçût aucun empêchement, aucun frottement même ; pour la première fois depuis l'institution du régime démocratique, du gouvernement parlementaire, nous avons un gouvernement démocratique absolu, un gouvernement parlementaire qui ne reçoit de la matière électorale, de la matière imposable, de la matière gouvernable, de la matière taillable et corvéable absolument aucun frottement : pour la première fois depuis l'institution du régime démocratique, nous avons un gouvernement parlementaire qui est, dans le genre démocratique, au moins ce que fut le gouvernement personnel de Louis XIV dans le genre monarchiste ; nous achevons ainsi un cercle ; c'est une véritable bonne fortune pour l'historien que de trouver un cas maximum aussi parfaitement réalisé. Je vais me

mettre au travail pendant les grandes vacances. Tout ira bien. »

Je lui répondis que je ne l'en félicitais pas, que je regrettais pour mon pays l'établissement d'un gouvernement démocratique absolu, comme j'eusse regretté l'établissement de tout gouvernement absolu, que je me souciais peu de ses cas maximum et de ses cas limites, que j'eusse aimé mieux des cas moins notables où il fût demeuré beaucoup plus de liberté, qu'il ne s'agissait pas que le cas fût simple, mais qu'il fût bon, et que j'aimerais mieux que les historiens fissent un peu moins leurs affaires, et que mon pays fît un peu mieux les siennes.

— « Un beau cas est un beau cas, me répondit-il. C'est un cas unique dans l'histoire du monde. Voici des hommes qui savent que pendant quatre ans ils peuvent absolument faire tout ce qui leur passera par la tête, qu'ils n'encourront absolument aucune responsabilité, qu'ils ne recevront absolument aucune sanction, puisque c'est nous, la nation, qui paie. Ils savent qu'ils peuvent ruiner un pays, faire banqueroute, et qu'ils n'auront pas même la tête coupée, comme ce pauvre Louis XVI. Regardons. Je veux voir s'ils feront plus ou moins de bêtises qu'un monarque absolu dans le même temps. Une fois de plus la France est le laboratoire du monde. »

Je lui répondis que je ne tenais nullement à ce que la France devînt un perpétuel cobaye. « Voyez, me dit-il, cette admirable séance où un député de la plus radicale défense républicaine affirma solennellement qu'aux dernières élections législatives les paysans n'avaient voté pour les candidats républicains et ne les avaient élus que parce que les candidats républicains avaient

solennellement juré que la République maintiendrait leur privilège de bouilleurs ; cette admirable séance où ce même député de la plus radicale défense républicaine affirma solennellement que si la République touchait au privilège des bouilleurs, aux prochaines élections les paysans voteraient contre la République, affirmation solennelle et si profondément, si évidemment sincère et véritable que nul ne douta de son efficacité ; enfin cette mémorable séance où M. Raymond Poincaré conserva sa circonscription, mais se ruina pour toujours dans l'estime des honnêtes gens ; comme une telle séance est précieuse pour l'historien ; par quel admirable retour M. Rouvier seul faisait un peu de socialisme, contre tout le monde, si le socialisme est en un sens le souci et le maintien de l'intérêt commun contre la ruée des égoïsmes, contre les louches coalitions des appétits, des avidités, des intérêts individuels et particuliers ; il est vrai qu'il est devenu récemment sénateur, et qu'il peut ne pas revoir de neuf ans son corps électoral ; comme une telle séance est précieuse ; comme elle éclaire non seulement les dernières élections législatives, non seulement l'origine et la solidité de la majorité radicale, mais tout l'attachement des paysans à la République, tout l'attachement des privilégiés républicains à la République, tout l'attachement de tout le monde à la République, et loin par delà cette République troisième, l'attachement des paysans à la République première, à la Révolution française, aux biens nationaux. »

Je lui répondis que moi aussi je ferais état de ces mémorables séances pour le travail beaucoup plus modeste que je prépare et que j'intitulerai *sous la domi-*

nation des radicaux. Je lui confiai que je pensais que je pourrais effectuer ce travail pendant les prochaines grandes vacances, car à la fin de la présente année parlementaire les radicaux auront assez fonctionné pour fournir les éléments de ce travail. Je lui confiai que mon travail s'annonçait bien, tant les radicaux abondaient dans leur propre sens, que les éléments de mon travail étaient homogènes, et se composaient d'eux-mêmes comme pour que mon travail fût bien fait, bien composé. Mais j'ajoutai que j'y travaillais sans aucune joie, et que j'eusse aimé mieux que la matière fût moins prête et que la réalité fût moins laide.

Je ne veux pas aujourd'hui anticiper sur le travail que je prépare. Pour dire comme ces messieurs, je ne veux parler que sur la date, et non pas sur le fond. J'ai voulu noter sans retard une séance parlementaire unique. Les députés parlaient formellement au nom des seuls intérêts électoraux, des plus bas intérêts électoraux. Et devant ces intérêts tout plia. Ce que n'avait pu faire ni la vérité, ni la justice, ni le droit ; ni la tolérance, ni la bonté, ni la facilité ; ni les grèves, ni les retraites ouvrières ; ni la liberté de la culture et la liberté de l'enseignement; ni la démagogie cléricale ni la démagogie anticléricale ; ni les congrégations ni les associations : balancer le gouvernement, faire ajourner un budget qu'on nous disait si pressé, rendre inévitable au moins un nouveau douzième provisoire, tout cela s'est fait, aisément, comme allant de soi, tout aussitôt que l'on eut connu qu'il s'agissait en effet de l'empoisonnement électoral.

Je veux noter encore en bref un exemple éclatant de la distinction que je reconnais entre l'État et nous le peuple, nous la nation, nous le pays.

Dans le pays, nous nous battons pour et contre l'envahissement et le maintien de l'empoisonnement alcoolique ; et nous voyons dans cet empoisonnement un événement social, moral, historique, ethnique, biologique, anthropologique, philosophique, scientifique vraiment capital. Nous considérons cet énorme événement avec effroi, avec du courage, avec résolution. L'État, lui, se demande combien que ça lui rapporte. Où nous voyons effroyablement en jeu la vie ou la mort d'un peuple, toute la vie ou toute la mort de l'Europe et du monde, toute la vie ou toute la mort de toute humanité, l'État, véritablement joyeux fossoyeur, l'État ne voit qu'un moyen d'équilibrer son budget. On sait ce que veut dire équilibrer le budget de l'État : c'est jeter sans cesse de nouveaux aliments dans un organisme, dans un mécanisme de toutes parts crevé, de toutes parts usurpé, de toutes parts volé, dans un mécanisme à rendement minimum, à usure, à frottement maximum, dans le mécanisme industriel à beaucoup près le plus barbare que nous présente l'organisation industrielle moderne. Car ce n'est plus exagérer que de dire que les députés des circonscriptions se comportent envers la machine État non comme de libres et d'intelligents associés qui se partageraient normalement, régulièrement, avantageusement les produits de la machine après qu'ils seraient produits, mais au contraire comme des concurrents sauvages qui, au lieu de partager le rendement, ignorants du mécanisme et de la mécanique, se partageraient la machine même en

pleine marche, en plein rendement, pendant qu'elle produit, dérobant l'un la bielle et l'autre le piston, pour être sûr que ce n'est pas le concurrent de l'arrondissement d'en face qui les dérobera, et, les ayant dérobés, pour s'en faire un manche à balai.

Des hommes qui furent des socialistes et qui sont devenus des étatistes veulent jeter dans ce mécanisme, comme aliment, le socialisme même. Jaurès nous avoue ingénument comme il comptait introduire dans le mécanisme étatiste le monopole de l'empoisonnement alcoolique. C'est aussi d'un regard étatiste que Jaurès regarde l'envahissement du poison. Il propose que ce soit l'État qui nous empoisonne. Il veut que ce soit l'État qui empoisonne la nation. Il veut que nous ayons l'État empoisonneur. Il veut que l'État empoisonneur se substitue aux énormes empoisonneurs du Nord, aux gros empoisonneurs des Charentes, aux moyens empoisonneurs du Midi, aux petits empoisonneurs de l'Est et de la Normandie. Et c'est pour équilibrer le budget bourgeois de l'État bourgeois que Jaurès veut introduire en substitution ce qu'il croit être un commencement de réalisation socialiste.

On sait comme il comptait introduire le monopole de l'empoisonnement ; il escomptait le mécontentement produit chez les bouilleurs de cru par la suppression de leur privilège; le jeu était simple, au moins sur l'échiquier parlementaire : premièrement vous anéantissiez les bouilleurs de cru; deuxièmement les bouilleurs de cru, furieux d'avoir été anéantis, se disaient : Puisque c'est ça la vie, anéantissons aussi les grands distillateurs du Nord et votons le monopole de M. Jaurès.

Et par cet anéantissement mutuel et volontaire, par ce beau coup de suicide à la tribune, le monopole passait. Ainsi non seulement en général Jaurès compte sur la désarticulation budgétaire pour introduire ce qu'il croit être un commencement de réalisation socialiste, mais en particulier il compte sur un coup de bouderie comique, de désespoir tragique des bouilleurs pour introduire le monopole d'État. Il est dit que Jaurès héritera tout ce que les guesdistes avaient de mauvais et qu'il n'héritera pas le peu qu'ils avaient de bon.

Il n'y a que deux malheurs à cela : le premier, c'est que les bouilleurs de cru se portent bien, pour des gens que l'on voulait anéantir ; et ils se porteront bien longtemps, étant données les mœurs politiques ; le deuxième, — il est pénible d'avoir à le dire à un homme qui a fait de l'histoire, qui a lu Marx, et qui n'a pas toujours été député, — le deuxième c'est que Jaurès combine en vain les imaginations d'une supercherie parlementaire à la fois grossière, astucieuse et naïve.

C'est dans le jeu politique et parlementaire, c'est dans l'imagination politique et parlementaire que des joueurs, mauvais joueurs, battus, brouillent les cartes, renversent le jeu, font perdre le voisin. Les intérêts économiques n'ont pas cette nervosité. Les lourdes masses ne se remuent pas par un coup de tête. Comment pouvez-vous croire, Jaurès, que des provinces entières, que des provinces de paysans vont se soulever contre leurs intérêts, donner un coup de pied dans la table, pour que vous fassiez un beau coup parlementaire.

Il est devenu évident que les hommes qui nous van-

tent le monopole de l'État, oubliant toute la critique philosophique et scientifique moderne, attachent à ce mot un sens proprement merveilleux, miraculeux ; nous examinerons quand il en sera temps si ce monopole nous donnerait, dans l'enseignement, les miracles formellement promis ; je ne crois pas que dans l'empoisonnement il nous donnerait des miracles non plus. Les étatistes monopoleurs parlent littéralement comme si le monopole de l'État pouvait faire quelque chose de rien. En économique on ne fait rien de rien. En tant que le monopole anéantirait les grands distillateurs, les grands distillateurs s'opposeront au monopole comme ils s'opposent aujourd'hui à leurs concurrents les petits distillateurs. En tant que le monopole anéantirait les petits distillateurs, les petits distillateurs s'opposeront au monopole comme ils s'opposent aujourd'hui à leurs concurrents les grands distillateurs. Le monopole d'État, aussitôt qu'il se présentera comme une éventualité réelle, fera contre soi une coalition des concurrences économiques, et non pas pour soi une coalition des rancunes psychologiques. Et si les intérêts capitulent, c'est qu'on les aura payés au moins leur prix. Où est l'avantage ?

Nous avons lu avec toute l'attention qu'elles méritaient les études, si poussées dans le détail, que M. Léon Blum a publiées dans *la Petite République*. Je suis beaucoup moins surpris de trouver dans *la Petite République* des articles de M. Blum qu'un article, comme il nous advint ce mois-ci, de M. Alexandre Zévaès. Les articles de M. Blum roulaient aussi sur les monopoles avantageux. Les étatistes sont si pénétrés de l'État qu'ils en sont à le sous-entendre dans leur dis-

cours même ; quand ils ne parlent de rien, c'est de l'État qu'ils parlent ; quand ils ne parlent de personne, c'est de l'État qu'ils parlent ; ils disent un monopole avantageux, tout court ; ils ne se demandent pas avantageux pour qui ; avantageux pour l'État. Je le demande : Qu'est-ce que cela peut vouloir dire, un monopole d'État avantageux, sinon une opération industrielle où, toutes choses égales d'ailleurs, à chaque instant l'État intercale entre le prix de revient, quel qu'il soit, et le prix de vente, comme on le fait, un impôt considérable. Tous ces monopoles avantageux ne sont que des moyens de faire payer beaucoup d'impôts sans qu'on s'en aperçoive. Mais l'impôt inutile ignoré pèse autant sur le travail utile que l'impôt flagrant. Et n'oublions pas que dans la société bourgeoise présente l'argent donné à l'impôt fait la seule dépense de luxe, la seule dépense inutile ou mauvaise, la seule dépense inféconde qu'un honnête homme se permette.

En face de l'empoisonnement alcoolique l'honnête homme, le simple citoyen ne se pose qu'une question : comment résister à l'envahissement de ce mal. Deux remèdes apparaissent.

Premièrement une infatigable propagande morale. Infatigable, énergique, résolue, mais libertaire. Il ne s'agit pas de s'attaquer aux libertés individuelles respectables ; nous ne sommes pas l'État, n'attentons pas aux libertés. Parlons infatigablement à la seule raison ; publions infatigablement la vérité que nous savons de l'empoisonnement alcoolique ; adressons-nous raisonnablement et rationnellement à la raison ; éliminons le poison par les moyens rationnels ; exterminons de la

cité l'intoxication. Mais ici apparaît, brusquement, toute la formidable vanité du monopole.

Je vous le demande, Jaurès. Quand vous aurez établi votre monopole d'État, nous les antialcoolistes résolus nous continuerons tant que nous pourrons, nous tâcherons d'achever cette propagande libertaire, libre; nous dissuaderons donc tant que nous pourrons des consommateurs d'État d'acheter les produits de l'État; autant que nous pourrons nous diminuerons le commerce et l'industrie d'État, nous diminuerons les recettes; nous tarirons les sources de l'impôt; nous compromettrons le fameux équilibre budgétaire; nous ferons baisser la rente; nous serons les ennemis de l'État; l'État nous traitera-t-il en ennemis ? Malheur à l'État qui traite en ennemis les meilleurs citoyens. Et l'État lui-même, comment se conduira-t-il envers sa propre marchandise ? Comment l'État enseignant, comment l'État policier, comment l'État judiciaire traitera-t-il cet État empoisonneur? Comment les instituteurs d'État parleront-ils aux enfants des distilleries nationales ?

En d'autres termes, est-ce pour exterminer l'alcoolisme, ou est-ce au contraire pour l'exploiter que vous établirez le monopole de l'État ? Si c'est pour exterminer l'alcoolisme, ne nous dites pas que vous fondez sérieusement un budget sur des ressources dont vous voulez anéantir la source même. Si au contraire c'est pour exploiter l'alcoolisme, vous êtes des financiers sérieux, mais ne nous dites pas que vous êtes antialcoolistes, et ne nous parlez pas de morale. Et ne nous parlant pas de morale, ne nous parlez pas de justice. Et ne nous parlant pas de justice, ne nous parlez

pas de justice sociale, et de révolution sociale, et ne nous parlez pas de socialisme.

Cette propagande morale est ce que quelques-uns nommeront idéaliste; le second moyen d'exterminer l'empoisonnement est ce que l'on pourra nommer un moyen matérialiste; c'est l'utilisation industrielle de l'alcool; que les différents alcools servent à la motion des moteurs mécaniques, à l'alimentation des machines industrielles, que l'usage industriel de l'alcool soit plus avantageux pour le producteur que l'usage humain, que l'usage industriel de l'alcool soit plus avantageux pour l'industriel que l'usage des autres combustibles, le chimiste qui aura découvert, inventé l'utilisation industrielle de l'alcool aura plus fait sans doute que nous tous moralisateurs et prédicateurs pour la moralisation du monde. N'en soyons point jaloux.

Une philosophie scolaire opposerait ce matérialisme à cet idéalisme, les confronterait, les contrarierait ; une rhétorique en ferait des antithèses ; nous n'avons pas le temps de nous livrer à ces jeux ; nous n'avons pas les moyens de nous payer ce luxe ; une philosophie pragmatique et vivante prend de toutes mains ; une philosophie morale n'est point occupée à distribuer des prix ; une philosophie de la solidarité n'est point occupée à susciter des émulations ; pourvu que l'humanité sorte sauve de l'aventure, qu'importe que le résultat soit acquis plus ou moins par un travail de laboratoire ou par un travail de prédication morale, ces deux formes hautement respectables du respectable travail humain.

Charles Péguy

Je voulais traiter d'ensemble ces grosses questions; mais pour les traiter même utilement, il fallait s'inscrire en temps utile. Par exemple notons dès à présent les efforts faits par M. Jean Dupuy, quand il était ministre de l'agriculture dans le ministère de M. Waldeck-Rousseau, pour susciter les découvertes ci-dessus demandées de chimie industrielle.

Notons aussi qu'on ne repousse les bouilleurs qu'en s'appuyant sur les zoniers ; ainsi on contrarie les uns aux autres les mauvais intérêts, au lieu de les subordonner tous aux bons intérêts, et aux droits.

Les annonces des cahiers sont gratuites. Nous annonçons à nos abonnés les articles de journaux et de revues et les volumes qui peuvent devenir pour eux, ou pour certains d'entre eux, des moyens de travail et de culture, sans demander aux éditeurs ni leur avis, ni leur finance.

Sur les annonces des cahiers publiées dans les trois premières séries des cahiers, se référer au

Sixième cahier de la quatrième série, cahier de courrier, inventaire des cahiers, *en forme de catalogue, un cahier de 72 pages,* *un franc*

Nous avons donné le bon à tirer après corrections pour deux mille exemplaires de ce douzième cahier le mardi 17 février 1903.

Le Gérant : Charles Péguy

Ce cahier a été composé et tiré au tarif des ouvriers syndiqués

Imprimerie de Suresnes (E. Payen, administrateur), 9, rue du Pont. — 7181

Nous demandons à nos abonnés de vouloir bien acheter tous leurs livres à la librairie des cahiers. — *Adresser les ordres et les mandats à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 8, rue de la Sorbonne, rez-de-chaussée, Paris, cinquième arrondissement.*

Nous devons mettre en garde nos abonnés contre une habitude vicieuse qui a peu à peu envahi la librairie bourgeoise et que les quelques éditeurs qui se prétendent socialistes se sont empressés de contracter; les éditeurs annoncent comme étant sous presse des volumes dont la copie n'a pas encore été envoyée aux imprimeurs; ils annoncent comme étant en préparation des volumes que les auteurs ne préparent pas; ils annoncent, — et commercialement ceci est plus grave, — comme étant parus des livres qui ne sont pas encore imprimés. C'est un truc bourgeois pour donner le change, pour donner au public l'impression qu'un livre est demandé, pour créer un vide factice, pour feindre un mouvement de demande, pour faire croire qu'un livre est couru. Et ce truc réussit malheureusement avec le public bourgeois et snob que l'on nous a fait.

Le résultat le plus clair de ces habitudes pour un public de bonne foi comme l'est celui de nos cahiers est de troubler les relations commerciales honnêtes. Nos abonnés nous commandent ainsi des livres qui n'existent pas. Nous ne pouvons les envoyer qu'à mesure qu'ils existent.

D'une manière générale, on ne peut se fier absolument qu'à nos annonces mêmes, ou à celles des périodiques, — tels que *Pages libres*, — qui ont sensiblement la même institution que nous. Pour moi je n'annonce pas un livre tant que je n'ai pas entre les mains un exemplaire du commerce.

Pour tout abonnement à tous périodiques, nous demandons à nos abonnés de vouloir bien s'adresser à la *librairie des cahiers*. Les cahiers abonnent sans frais.

Vient de paraître chez Fasquelle, en un volume de la Bibliothèque-Charpentier :

Émile Zola. — *Les Quatre Évangiles.* — **Vérité,** un volume in-18 de 752 pages, trois francs cinquante

Vient de paraître chez Jules Rouff, dans l'*Histoire Socialiste* publiée sous la direction de Jean Jaurès, *la Convention*, premier volume, par Jean Jaurès.

L'état de la publication est désormais le suivant :

Histoire Socialiste (1789-1900) publiée sous la direction de Jean Jaurès :

Tome premier. — **La Constituante** (1789-1791) par Jean Jaurès, un volume *in quarto* de 756 + VIII pages, nombreuses illustrations d'après les documents originaux, dix francs

Tome second. — **La Législative** (1791-1792) par Jean Jaurès, un volume *in quarto* de 562 pages, nombreuses illustrations d'après les documents originaux, sept francs cinquante

Tome troisième. — **La Convention.** — I. — *La République.* — *Les idées politiques et sociales de l'Europe et la Révolution* (1792) par Jean Jaurès, un volume *in quarto* de 856 pages, nombreuses illustrations d'après les documents originaux, dix francs

En préparation :

Jean Jaurès. — **La Convention.** — II. — *Du procès du roi au 9 Thermidor ;*

Gabriel Deville. — **Thermidor et Directoire ;**

Paul Brousse et Henri Turot. — **Consulat et Empire** (1794-1815).

TREIZIÈME CAHIER DE LA QUATRIÈME SÉRIE

CAHIER DE COURRIERS

FÉLICIEN CHALLAYE

impressions sur Java

FRANÇOIS DAGEN

courrier d'Algérie

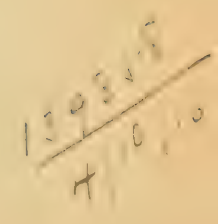
BERNARD-LAZARE

juifs de Roumanie

CAHIERS DE LA QUINZAINE
paraissant vingt fois par an
PARIS
8, rue de la Sorbonne, au rez-de-chaussée

Pour savoir ce que sont les Cahiers de la Quinzaine, *il suffit d'envoyer un mandat de trois francs cinquante à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 8, rue de la Sorbonne, Paris. On recevra en spécimens six cahiers de la deuxième et de la troisième série.*

impressions sur Java



Sur les courriers des cahiers, *courriers de Chine, courriers d'Indo-Chine, courriers du Japon, courriers de Finlande, courrier de Russie, cahier d'Arménie, cahier de Roumanie, courriers de France, publiés dans les trois premières séries des cahiers, en particulier sur les courriers de Félicien Challaye, se référer au*

Sixième cahier de la quatrième série, cahier de courrier, inventaire des cahiers, *en forme de catalogue, un cahier de 72 pages, un franc*

Le courrier que l'on va lire a été publié pour la première fois dans Jean-Pierre, *journal pour enfants, 8, rue de la Sorbonne, rez-de-chaussée, Paris, cinquième arrondissement; Challaye l'a remis en forme, et en âge, pour les cahiers. C'est aussi dans le* Jean-Pierre *qu'avait paru, de René Salomé, ce* monsieur Matou *dont nous avons fait un si beau cahier du premier janvier.*

Félicien Challaye

IMPRESSIONS SUR JAVA

Fragments de journal

Batavia

Mercredi 28 novembr 1900

Premières impressions sur la ville, les habitants, l'hôtel, le club.

Batavia est une immense ville, ou plutôt un immense jardin. Des arbres partout; des parcs autour de toutes les maisons. L'emplacement occupé doit être étonnamment vaste; les distances sont prodigieuses. Pour faire quelques visites d'arrivée, je circule pendant des heures entières, en une de ces légères voiturettes où le cocher indigène et le voyageur se trouvent assis dos à dos : d'où, — paraît-il, — leur nom de *sado!* — Des canaux, pleins d'une eau jaunâtre, traversent la ville de tous côtés, se coupant à angle droit : nous sommes ici en Hollande, en une Hollande tropicale.

Quelques quartiers aperçus ce matin ont laissé en ma mémoire une image plus distincte : le vieux Batavia, aux canaux bordés d'entrepôts plus ou moins abandonnés; le quartier des banques et des maisons de

commerce, le seul où les habitations européennes se touchent toutes; une plaine immense, Koenigsplein, vaste prairie sans arbres entourée de jolis hôtels.

Dans la rue, beaucoup d'indigènes, à la peau brune, au corps bien fait, aux traits du visage trop accentués. Les femmes, serrées dans leur *sarong*, sont parfois d'une beauté vraiment sculpturale. Toute la journée, dans les eaux jaunâtres des canaux, se baigne toute la population : enfants, jeunes gens, jeunes filles, hommes et femmes de tout âge. D'autres femmes y lavent du linge. Le vêtement mouillé, collé au corps, révèle l'harmonie des belles formes : ces groupes de baigneuses et de laveuses sont pittoresques et séduisants.

Beaucoup de Chinois aussi dans les rues, la tête couverte de chapeaux pointus, la natte continuée très bas par des fils de soie noire ou rouge. La plupart sont de petits marchands ambulants : ils promènent au bout d'un bambou leur marchandise, appellent le client en agitant un instrument de bois au son de castagnettes. — Tout à l'heure, devant l'hôtel, j'ai acheté à un de ces Chinois un beau vêtement blanc tout neuf; quelques minutes après j'y découvre une énorme tache d'encre ancienne : le Chinois l'avait soigneusement dissimulée en l'enduisant de craie, pour vendre comme neuve sa marchandise !

Vers la fin de l'après-midi et dans la soirée, Hollandais et Hollandaises sortent de chez eux; tous se promènent tête nue; beaucoup de jeunes femmes ont les bras nus, la robe à demi décolletée. Quelques personnes, devant leur maison, sont en *pijamas*, en *sarongs* indigènes, en camisoles, les pieds nus dans des pantoufles. Les métis sont aisément reconnaissables au

mélange singulier de traits européens et de traits javanais qui les caractérise. — Une pension de jeunes filles passe : les cheveux blond cendré des Hollandaises, les cheveux noirs des métisses font un charmant ensemble de nuances opposées...

L'hôtel, — hôtel der Nederlanden, — me paraît très bien adapté au climat extrêmement chaud. On mange en une salle abritée du soleil, mais ouverte à l'air de tous côtés. — Le buste souriant de la jeune reine de Hollande préside à nos repas ; le service est fait silencieusement par des Javanais aux pieds nus. — Les chambres de l'hôtel sont disposées tout le long d'une ruelle qui va de Koenigsplein au Grand Canal : elles sont vastes, sans vitres aux fenêtres : des persiennes laissent entrer l'air jour et nuit. Le lit, sous la moustiquaire, se compose d'un matelas, dur comme une planche, avec un simple drap dessus : on s'y étend pour dormir, ayant un traversin sous la tête et un autre entre les jambes, qui les empêche d'être en contact et d'avoir trop chaud. — Dans la salle de bains il y a une énorme jarre, où l'on puise, avec un récipient carré en bois, l'eau très fraîche qu'on se verse sur le corps.

Pour la nourriture, un seul repas vraiment original : le *rijstafel* (table de riz) ; c'est une sorte de *carry* beaucoup plus compliqué que celui des Anglais de l'Inde : du riz, assaisonné de sauces variées et fortement épicées, dans lequel on mélange les viandes et les légumes les plus divers, du bœuf, du veau, du buffle, de la volaille, du poisson, des œufs, un morceau d'omelette, une sorte de pâté de foie, des légumes de toute espèce, de la poudre de noix de coco... C'est un

plat vraiment agréable à manger, au milieu de la journée chaude, quand l'appétit fait défaut.

La vie, à l'hôtel, est réglée à peu près comme celle des Hollandais de Batavia : lever entre six et sept heures, douche, café au lait; travail ou promenade à pied; vers neuf heures, déjeuner froid au thé; travail à la maison ou promenade en voiture; à une heure, *rijstafel;* de deux à quatre ou cinq heures, sieste; entre quatre et cinq heures, douche et thé; après cinq heures, travail ou promenade; à huit heures, grand dîner à l'européenne.

Ce soir, le consul de France me présente au club *Harmonie*. C'est le seul cercle civil de Batavia. Il est très bien installé, en de vastes salles fraîches, aux dalles de marbre. La salle de lecture est une des meilleures, des plus cosmopolites que j'aie jamais rencontrées. Elle prouve la culture internationale des Hollandais, dont beaucoup parlent français, allemand et anglais : on trouve ici les meilleurs journaux, journaux illustrés, revues, livres, non seulement de Hollande, mais de France, d'Allemagne, d'Angleterre. Je note, pour la France, *le Figaro, Gil Blas, la Revue des Deux-Mondes, la Revue de Paris, la Nouvelle Revue, le Mercure de France, l'Illustration, le Théâtre.* Sur la table aux livres récents je découvre, parmi d'autres romans français, *Amour, Amour,* de Pierre Veber; je le parcours avec plaisir. J'éprouve une étrange impression à lire, si loin de France, ces pages pleines d'esprit français : me replaçant, par cette lecture, en mon milieu national, je sens plus vivement l'exotisme des choses parmi lesquelles je me trouve ici momentanément. Je m'étonne d'entendre, autour de

moi, les Hollandais du club appeler en malais leurs serviteurs javanais : *Spada ! spada !* Je m'étonne, en rentrant à mon hôtel, de croiser, le long du canal, des hommes à peau brune, sous des arbres immenses, en un paysage nocturne qu'illumine l'étincelante lune des tropiques...

Buitenzorg

Lundi, 3 décembre

Une heure de chemin de fer entre Batavia et Buitenzorg (Sans-Souci), résidence du gouverneur-général des Indes Néerlandaises, célèbre surtout par son Jardin botanique. — Toute la matinée je me promène avec délices en l'admirable Jardin, qui mérite vraiment son universelle réputation.

Ce doit être, d'abord, un trésor pour la science. Il y a là dix mille espèces distinctes, représentées chacune par deux échantillons. Les arbres et les plantes, en pleine terre, sont classées aussi bien que dans la serre la mieux tenue. Chaque famille est groupée en un même endroit ; chaque plante porte un numéro d'ordre et une étiquette en bois indiquant son nom. — D'autre part une annexe du Jardin Botanique, le Jardin d'Essais, est consacrée à étudier au point de vue pratique les plantes utiles et leurs conditions de développement, à faire l'expérience de cultures nouvelles, d'engrais nouveaux. Une série de laboratoires complète cette intelligente organisation. Un double travail se poursuit ici : on y étend la science humaine, la connaissance désintéressée du réel ; on tire de la science une série de conclusions

pratiques indispensables à l'agriculture, pour le plus grand profit de la richesse nationale.

Au point de vue artistique aussi le Jardin est bien intéressant. Le cadre est poétique : de chaque côté deux montagnes grandioses limitent le paysage. Une rivière traverse le Jardin ; des ruisselets l'animent, le coupent en tous les sens. Surtout la végétation, favorisée par la chaleur et les pluies fréquentes, est prodigieuse. Le groupe des lianes et celui des palmiers m'ont surtout charmé. Les lianes, couvertes elles-mêmes de parasites, s'enroulent autour d'énormes *Canari trees*, formant une merveilleuse cathédrale de verdure. Les palmiers sont en très grand nombre, très variés : une allée tournante, ombragée de palmiers du Brésil aux troncs lisses, aux feuilles tombantes, est d'une élégance, d'une grâce unique. — Le palais du gouverneur, en marbre blanc, tout voisin du Jardin, met une teinte claire parmi ces verdures un peu sombres.

Après une lente promenade au Jardin, je visite le secrétaire-général du gouverneur. Ce haut fonctionnaire me reçoit fort bien, m'accorde l'autorisation de pénétrer dans les sultanats indigènes, Djokjakarta et Soerakarta, me donne quelques introductions utiles auprès de plusieurs gouverneurs. Il se montre d'ailleurs très réservé, me paraît éviter de répondre avec précision aux questions posées sur le régime colonial javanais. Il regrette seulement que tous les Français, venus étudier à Java telle ou telle question, politique ou scientifique, aient toujours ignoré totalement le hollandais.

Avant le *rijstafel*, causé avec les propriétaires de l'hôtel, qui s'appelle d'un nom français : Hôtel du Chemin de fer. Ce sont deux jeunes Français, mariés

tous deux à des Françaises. Il paraît que la plupart des Français et Françaises établis à Java y réussissent fort bien. Je suis venu à Batavia sur le même bateau qu'une Française qui est une des premières couturières modistes de Samarang : elle emmenait avec elle comme employée une petite Parisienne des Batignolles, tout étonnée à la pensée d'aller vivre « chez les sauvages ». — L'installation à Java de Français ne connaissant ni le hollandais ni le malais est facilitée par le fait que la plupart des Hollandais parlent le français. Java, possession hollandaise, peut être considérée comme un pays de langue française.

Dans l'après-midi, je parcours le quartier européen, où les maisons, parmi les grands arbres, semblent se cacher dans le prolongement du Jardin; je visite le village des travailleurs indigènes du Jardin ; petites maisons en bois, sur pilotis, recouvertes de chaume; je traverse le *Kompong* chinois, aussi mal odorant que n'importe quel quartier chinois en n'importe quelle ville asiatique. Puis, à la fin de l'après-midi, je retourne au Jardin Botanique : un vent d'orage secoue les grands arbres, leur arrache des cris, des hurlements. Les palmiers gémissent, comme pour exprimer une mystérieuse souffrance : à les entendre se plaindre ainsi, on se sent le cœur serré, sans raison. Je pense aux souffles de la Forêt qui devaient effrayer l'âme audacieuse de Siegfried... Vers six heures, au soleil couchant, l'orage semble tout proche; je m'arrête à regarder le plus étrange des ciels tropicaux : sur un fond fait d'un harmonieux groupement de nuances allant du rose tendre au rouge ardent, s'étendent, au hasard, des taches jaunes et des taches noires, formées sans doute

par les nuages; on dirait qu'après avoir tenté d'ordonner avec soin des couleurs sur la toile, le peintre mécontent y a ensuite essuyé çà et là ses pinceaux... Jamais sans doute je ne reverrai un ciel semblable; je le contemple longuement; je l'aime pour sa rareté, pour la fragilité de son apparition. Je tâche de sauver, en le fixant dans mon souvenir, cet aspect de l'Univers qui va disparaître bientôt pour toujours. — Le devoir de l'homme envers les choses, c'est de s'intéresser à elles, d'apprécier leur charme original, de goûter toutes les nuances fugitives de leur beauté.

Garoet et le Papandayan

Mardi, 4 décembre

Garoet, d'où se fait l'ascension du volcan le Papandayan, est à sept heures de Buitenzorg en chemin de fer. On quitte Buitenzorg le matin vers huit heures. Au départ, on jouit d'un paysage de la plus rare beauté : au premier plan, une noble rivière aux flots bruns, où des indigènes se baignent, où d'autres passent, debout, sur de minces canots faits de troncs d'arbres creusés; derrière le fleuve une mer de palmiers, que le vent secoue ; dans le fond, un volcan austère, le Salak, qu'un mince nuage de fumée couronne. Le tableau paraît composé avec un soin extrême : il est d'une beauté harmonieuse vraiment classique.

Tout le long de la route, on assiste au déroulement des paysages javanais. Des rizières entourées de petits murs de terre, superposées au-dessus les unes des

autres; beaucoup sont inondées; dans la boue travaillent les paysans javanais : corps brun, chapeau conique en paille, petite veste, culotte retroussée jusqu'aux genoux. D'énormes buffles gris les aident, tirent patiemment la charrue. Souvent le train traverse de merveilleuses forêts, comme on n'en peut voir sans doute qu'ici ou à Ceylan. Des arbres immenses, couverts parfois de lianes, de plantes grimpantes; j'admire l'infinie diversité des espèces de ces arbres, les dimensions de leurs troncs, la grandeur majestueuse de leurs feuilles, si variées de formes et de couleurs, rondes, découpées, mates, luisantes, vert clair, vert foncé, vert rougeâtre.

A trois heures, arrivée à Garoet. La petite ville, où les Hollandais viennent se reposer des chaleurs de la côte, ressemblerait à la plupart des villes javanaises, si sa situation au centre d'une région volcanique ne lui donnait un caractère assez particulier. Au milieu de la ville, l'habituel *aloon-aloon*, la place centrale, où se trouvent les demeures et les bureaux des principaux fonctionnaires, et la mosquée. Puis le quartier européen, où les maisons s'entourent de jardins. Enfin le quartier indigène : maisons de bois d'un seul étage, sur pilotis, recouvertes d'un toit de briques ou de chaume, greniers dressés sur pilotis, à côté de la maison, et plus hauts qu'elle ; jardinets entourés de palissades de bambou. Je me promène longuement dans ce quartier indigène, assistant aux calmes occupations des paysans javanais, au déroulement très lent de ces vies paisibles ; jouissant du plaisir d'exotisme qu'on éprouve toujours au spectacle d'existences très différentes des nôtres, vécues en un tout autre milieu, parmi une tout

autre nature, avec de tout autres mœurs, — infiniment moins agitées, plus normales, plus sages.

Quand je reviens à l'hôtel, la nuit commence à tomber. Mais voici que de brèves et multiples étincelles éclairent l'obscurité naissante : de tous côtés commencent à briller des points lumineux, mobiles, s'approchant, s'enfuyant tour à tour : les mouches de feu des pays d'Orient, les lucioles. Étrange fantasmagorie. On croit rêver : les étoiles, qui commencent à briller, semblent n'être que d'immenses lucioles piquées à la voûte du ciel.

Mercredi, 5 décembre

A cette époque de l'année, il faut partir en excursion de très bonne heure ; car c'est la saison des pluies : les matinées sont belles, mais généralement les nuages commencent à monter de la mer vers dix heures, s'accumulent, noircissent tout le ciel ; l'orage éclate dans le milieu de la journée ; souvent, l'après-midi, les pluies sont torrentielles ; ce sont comme de vraies rivières qui coulent le long des chemins.

Le domestique, à qui j'ai donné l'ordre de m'éveiller à quatre heures et demie, m'éveille juste une heure plus tôt, pour se sentir plus sûr de ne pas être en retard. Un *kahar* m'attend à la porte du jardin : petite voiture traînée par trois chevaux, renfermant deux bancs parallèles, l'un pour le cocher javanais, l'autre pour le voyageur. Je pars vers quatre heures et demie. Il fait nuit noire. Alors que dans le jour la chaleur est accablante, en ce moment il fait presque froid ; j'enveloppe d'un grand châle mon vêtement de toile blanche.

Quand le jour commence à paraître, ma voiture file à

toute vitesse sur une route bordée de longs arbres maigres portant çà et là des paquets de verdure. Cette allée me remet en mémoire un paysage d'Hobbéma, vu à la *National Gallery*, à Londres. Je jouis de sentir un si bizarre rapprochement s'opérer en mon esprit. Qu'une route javanaise puisse rappeler à un Français un tableau hollandais admiré en Angleterre, cela ne prouve-t-il pas que s'il existe encore des nations et des frontières, notre civilisation est déjà vraiment internationale, que nos âmes sont déjà vraiment cosmopolites en leur singulière complexité.

La route traverse, tour à tour, des rizières et des villages. Hommes et femmes, pieds nus, piquent de jeunes pousses de riz dans la boue des rizières inondées. Les villages sont très animés. De temps à autre des marchés : on y vend des poissons, du riz, des fruits, du bétel, des étoffes claires.

Sur la route, beaucoup d'indigènes, se rendant d'un village à l'autre. Des *coolies* trottinent, portant sur leur épaule un bambou aux extrémités duquel leur charge est attachée, ou bien poussent avec un bambou de petites charrettes. Tous saluent avec humilité, descendent dans l'ornière à côté de la route, déposent leurs paquets, ôtent leurs immenses chapeaux de paille circulaires. Plusieurs commencent à se découvrir longtemps avant mon passage, même quand ils travaillent au loin, dans les rizières. Les femmes, pour saluer, détournent la tête et abaissent leur ombrelle, leur bizarre ombrelle plane, de couleur claire. Des petites filles, des vieillards s'agenouillent ; une femme s'accroupit dans l'ornière, enveloppant son enfant de ses bras comme pour le protéger contre le méchant Euro-

péen... On s'étonne, quand on est ici depuis peu de temps, de l'attitude si humble des indigènes : j'ai été surpris, l'autre jour, de voir un Javanais s'agenouiller devant moi pour me remettre une lettre d'un haut fonctionnaire. Cette servilité de toute une race produit une impression pénible. On devine que des siècles d'une tyrannie extrêmement brutale ont brisé, plié ce peuple. Maintenant les gestes de soumission sont comme instinctifs ; les cœurs sont peut-être aussi serviles que les attitudes. On me dit que l'Européen qui essayerait de rapprocher de lui ces indigènes, de diminuer les distances entre les deux races, serait ridiculisé pour sa faiblesse, méprisé par ceux qu'il voudrait élever à lui. S'il en est ainsi, c'est bien le résultat le plus navrant d'un régime de tyrannie : il finit par faire pénétrer jusque dans les âmes des faibles le culte de la force qui les écrase. « La servitude avilit l'homme jusqu'à s'en faire aimer. » Elle avilit l'esclave jusqu'à le faire mépriser ceux qui ne le traitent pas en esclave.

Au village de Tijsveroepan, il faut quitter le *kahar*, prendre un cheval pour commencer l'ascension du volcan. A l'auberge, je rencontre deux jeunes Hollandais, ingénieurs aux mines de pétrole de Sumatra. Tous deux parlent couramment et correctement le français. Nous continuons l'excursion ensemble.

A cheval, nous montons la montagne, suivis de loin par notre guide indigène. Nous passons d'abord entre des plantations de quinine et de café. Les caféiers vert foncé aux feuilles luisantes alternent avec les bouquets vert clair de bambous très hauts. Puis c'est une allée charmante, bordée et comme recouverte de plantes portant de longues clochettes blanches. Ensuite commence

la forêt. Véritable forêt vierge, où l'on s'étonne que l'homme ait pu percer une route. C'est à gauche et à droite un fouillis de plantes et d'arbres. De magnifiques fougères arborescentes, si gracieuses, des arbres inconnus, très hauts, très vastes, surchargés de lianes grimpantes ou pendantes. L'homme se sent petit, perdu, anéanti, parmi l'infinité de telles forêts. Cette végétation équatoriale, d'une intensité prodigieuse, est l'œuvre d'une terre étonnamment riche et humide, d'un soleil plus ardent ici que nulle part ailleurs. Les arbres, les plantes pullulent en ce sol que trempent régulièrement des pluies torrentielles; et tous cherchent à s'étendre, à s'élever aussi haut que possible, dans cet air qu'embrase un soleil de feu. L'esprit reste confondu devant la puissance de la Nature, affirmée en de telles œuvres qui dépassent l'imagination.

Une heure de montée en pleine forêt. Puis les arbres s'abaissent, se rétrécissent, diminuent; ils finissent par disparaître; quelques petites fougères seulement, et quelques rhododendrons. La route devient blanche de cendres, couverte de scories et de pierre ponce. Nous arrivons, montant toujours, au centre même du volcan.

D'ordinaire, il faut descendre les parois du cratère, pour atteindre la partie la plus ardente : ici, c'est au flanc même de la montagne que se trouve le cœur du volcan. D'un côté seulement se dresse un mur de rochers gris. On m'explique qu'au dix-huitième siècle une éruption du Papandayan a emporté tout un côté des parois rocheuses constituant le cratère, si bien qu'une brèche s'est faite, par laquelle la route conduit directement à la région brûlante.

L'ardeur du volcan s'est bien atténuée depuis l'éruption. Nous attachons nos chevaux, et nous nous promenons à pied parmi les étranges phénomènes volcaniques, précédés par le guide qui connaît les sentiers où la terre, moins chaude qu'ailleurs, ne brûle pas les souliers. Des champs de cendre grise; des champs de soufre d'un beau jaune ; de petites mares dont l'eau bout; des ouvertures mystérieuses, inquiétantes, d'où s'échappent des jets de fumée jaune, avec une violence irrésistible : on dirait qu'on ouvre la soupape d'une immense chaudière. Le vacarme est épouvantable : on ne peut s'entendre à quelques pas. L'air est plein de fumée; l'odeur du soufre est si intense que les yeux pleurent, qu'on tousse sans cesse; instantanément nos chaînes de montre en argent sont devenues toutes jaunes.

La promenade terminée, nous faisons un déjeuner sommaire. Les jeunes Hollandais me décrivent les sauvages forêts de Sumatra, me font un vif éloge de ce pays, encore plus primitif, plus pittoresque que Java. Je leur parle de l'Inde et de la Nouvelle-Zélande. — Puis nous remontons à cheval. La merveilleuse forêt est peut-être encore plus impressionnante à la descente qu'à la montée ; on juge mieux la hauteur des arbres, l'abondance touffue des herbes, la souplesse gracieuse des lianes.

Au village, je suis content de retrouver mon *kahar;* il commence à faire très chaud, la course à cheval est fatigante. J'arrive à Garoet pour le *rijstafel.* Lassé par l'excursion, je jouis beaucoup de la sieste de l'après-midi, pendant qu'au dehors l'orage éclate, et que de véritables torrents tombent du ciel noir de nuages.

Jeudi, 6 décembre

Ce matin, avant de quitter Garoet, je fais en voiture une délicieuse excursion, par des chemins ombragés, jusqu'à Sitoe Bagendit. C'est un minuscule village de pêcheurs, situé au bord d'un petit lac. Je prends un canot fait d'un tronc d'arbre creusé; je m'accroupis à une extrémité; le batelier est assis à l'autre, pagayant avec une très courte rame tenue d'une seule main. Le canot, lentement, fend les eaux paisibles, couvertes de larges feuilles de nénuphars; le froissement de ces plantes exquises, heurtées par notre canot, produit des sons délicieux. Puis c'est les eaux vertes du lac, et un merveilleux silence. Nous abordons à une petite île ; je monte au sommet de la colline. D'en haut, la vue est étendue. D'énormes volcans sévères se dressent de tous côtés, enveloppant la grâce timide du charmant lac de nénuphars...

Les ruines du Boro Boedoer

Dimanche, 9 décembre

Le Boro Boedoer : c'est le temple des mille Bouddhas, dont les ruines déroulent plusieurs kilomètres de sculptures. Depuis mon départ de France, je me sens attiré par ce nom étrange. Je crois que même si je n'avais pas eu d'autres motifs, plus sérieux, de venir à Java, je me serais décidé à y faire une excursion rapide simplement pour visiter le Boro Boedoer.

Vers cinq heures du matin, je quitte Djokjakarta, la ville royale, chef-lieu d'une principauté indigène.

Ma somptueuse voiture, commandée à l'Hôtel (pour 14 florins, 28 francs), est traînée par quatre chevaux attelés à la Daumont ; un cocher sur le siège, un groom par derrière. Il y a trente-six kilomètres à faire pour atteindre les célèbres ruines.

La route traverse presque constamment des villages javanais *(dessas)* d'une plaisante animation. Dans la plupart de ces villages il y a un marché très fréquenté. Les boutiques les mieux tenues appartiennent souvent à des Chinois. — La route n'est jamais déserte, tant sont nombreux les indigènes allant au marché ou en venant. Le type est ici, paraît-il, le pur type javanais, plus fin que le type soendanais de l'ouest et que le type madoerais de l'est, plus voisin du type hindou. Les hommes, vêtus de bleu foncé, portent tous à la ceinture l'arme nationale, une sorte de poignard, le *kriss*. Les femmes sont souvent très belles ; le corps admirablement fait est moulé dans une sorte de corsage bleu, décolleté, commençant au dessus des seins. Souvent elles portent sur la hanche un petit enfant, retenu par une écharpe. Beaucoup de jolis enfants des deux sexes courent sur la route, tout nus.

Entre les villages, des cultures, des rizières, des champs de cannes à sucre. L'apparition d'une usine à sucre, toute blanche, avec une haute cheminée, étonne et choque, trop européenne pour ce paysage javanais.

Un peu avant d'arriver au Boro Boedoer, on rencontre, entouré de palmiers, un premier temple, Mendoet ; mais il est actuellement en réparations, et tellement couvert d'échafaudages qu'on le voit fort mal ; à peine peut-on pénétrer en une cellule sombre où on distingue difficilement les statues en marbre blanc d'un très beau

Bouddha, et de deux princes, grandeur naturelle, placés sous sa bénédiction.

La première impression que fait le Boro Boedoer, aperçu dans son ensemble, est un peu décevante : plusieurs voyageurs m'ont avoué avoir été désillusionnés au premier aspect; je le suis comme eux. A voir les photographies du temple, on se l'imagine mieux conservé, plus haut, plus imposant; pour ma part j'avais, en imagination, doublé la hauteur réelle des bas-reliefs et des statues, la hauteur de tout le monument. On a entendu parler de trois kilomètres de sculptures : on est tout surpris du peu de largeur comme du peu de hauteur. Le temple n'est haut que de trente-cinq mètres ; il est écrasé et lourd ; il est tout ruiné. L'impression d'ensemble est décidément inférieure à celle que font éprouver la plupart des chefs-d'œuvre de l'architecture humaine. — Les Pyramides, ces prodigieux tombeaux dressés en une plaine de sable, produisent à la première rencontre une impression funèbre et poignante : leur énormité, leur immobilité définitive, leur isolement, le désert qui les environne, le souvenir des princes enterrés il y a tant de siècles, tout contribue à imposer à l'esprit l'idée auguste de la mort ; — de la mort inévitable, universelle, éternelle; — le Sphinx, tout à côté, se dresse, ironique et mystérieux, comme pour défier l'homme de résoudre l'angoissante énigme. — Le Taj Mahal, le mausolée qu'un Mogol fit élever à la plus aimée de ses femmes, en un merveilleux jardin près d'Agra, est le plus beau monument du monde, beau dans tous les sens possibles du mot, beau d'une beauté classique et d'une beauté orientale, beau d'immensité, de légèreté, de blancheur, de poésie. — Le temple de Madura, dans le

sud de l'Inde, est beau aussi à sa manière, expression puissante et complexe de la plus mystérieuse des races, de la plus étrange des religions. — Je ne puis trouver au Boro Boedoer aucun de ces genres de beauté. (1)

Accompagné d'un guide, inutile mais obligatoire, j'entre dans le temple, pour en voir de près les détails. Cinq terrasses carrées, de moins en moins étendues, sont superposées au-dessus les unes des autres ; sur chacune d'elles, en des niches, un grand nombre de statues de Bouddha ; autour de chaque terrasse tourne une galerie, entre deux murs portant une succession ininterrompue de bas-reliefs sculptés dans la pierre. Au-dessus des cinq terrasses carrées, trois terrasses circulaires, plus petites, avec des coupoles en ruines contenant des statues du Dieu ; tout au sommet, une grande coupole *(dagoba)*.

Les détails du monument valent certainement mieux que l'ensemble : à les examiner de près, je me sens de plus en plus intéressé. Les bas-reliefs sculptés sont inégalement conservés ; la plupart cependant sont en assez bon état ; beaucoup sont d'une sculpture fine et précise, animée d'un sincère esprit religieux. Ils représentent au second étage la vie de Bouddha ; au troisième la glorification de Bouddha ; au quatrième la glorification des princes bouddhistes qui firent élever le monument, — au temps de Charlemagne, paraît-il. — J'aime surtout les bas-reliefs de la seconde terrasse, tout particulièrement

---

(1) Les ruines d'Angkor, dans le Cambodge siamois — visitées par moi après le Boro Boedoer — m'ont produit aussi une impression incomparablement plus forte : le temple si bien conservé d'Angkor Wat aussi bien que les prodigieux monuments d'Angkor Thom tout envahis par la forêt.

certaines scènes de prédication : le Bouddha, la tête ceinte d'une auréole, prononce des paroles de douceur, de résignation ; ses auditeurs l'écoutent, le visage transfiguré ; ils jouissent des paroles du Maître, en une pieuse extase, les yeux mi-clos ; leur volupté mystique est admirablement exprimée. C'est plus que de la sculpture habile, c'est de la sculpture inspirée. On devine les belles émotions dont le Bouddhisme a enrichi les consciences de ses fidèles. J'en ai eu déjà le sentiment, au Musée de Calcutta, en présence d'admirables bas-reliefs bouddhiques, provenant, entre autres, de la *topée* de Sarnath près Bénarès : je me rappelle surtout un émouvant petit bas-relief montrant Çakya Mouni laissant venir à lui les petits enfants...

Comme la plupart des artistes bouddhistes, les sculpteurs du Boro Boedoer ont aussi représenté avec beaucoup de soin plusieurs animaux : des éléphants, des chevaux, des singes, des oiseaux : le respect bouddhique de toute vie anime leur effort artistique.

Les statues du Dieu, souvent mutilées, sont intéressantes aussi : toutes sont analogues sur une face du monument ; mais elles diffèrent d'une face à l'autre. Bouddha est assis, les jambes croisées, accomplissant de la main droite un geste symbolique différent. Il médite, les deux mains rapprochées ; il enseigne, la main droite ouverte, comme pour laisser tomber les vérités ; il prêche, le bras levé ; enfin il renonce au monde, d'un geste merveilleusement significatif : la main abandonnée sur la jambe, la paume tournée en dedans, les doigts tombants : symbole exprimant admirablement un profond sentiment bouddhique, un profond sentiment humain, la lassitude devant la vie, le désir du repos

définitif, l'espoir de l'anéantissement conçu comme la récompense suprême... — Quant au Bouddha que renferme la grande coupole du sommet, il est presque informe, volontairement inachevé : est-ce une façon d'exprimer avec force l'impuissance de l'homme à se représenter le Dieu ? un frappant symbole de modestie intellectuelle, de respect devant le divin ?

L'impression religieuse laissée par un tel monument devait être puissante. Avec un peu de bonne volonté et d'imagination sympathique, aujourd'hui encore on arrive à l'éprouver. L'art agit par suggestion : comme le rythme en musique et en poésie, en architecture la répétition intentionnelle d'un même motif endort peu à peu la volonté, jette la conscience en un état voisin de l'hypnose, la rend docile à accepter tous les sentiments suggérés. On se laisse comme hypnotiser peu à peu, à voir tous ces Bouddhas, les statues presque semblables des grands Bouddhas, les petits Bouddhas tous différents des bas-reliefs. L'idée bouddhique pénètre l'esprit de plus en plus intimement. Le geste du renoncement au monde, qui m'a tant impressionné quand je l'ai vu pour la première fois à Ceylan, ici m'émeut encore davantage; je crois comprendre mieux l'humanité, la profondeur de la morale bouddhique. — Les pèlerins qui jadis visitaient le temple, devaient le quitter avec une foi accrue en la valeur unique du Bouddhisme, plus résignés aux souffrances inévitables, plus doux à tous les vivants.

Cependant, à bien des détails, on peut s'apercevoir que ce temple, sincère à sa manière, est l'œuvre de disciples lointains du Maître; que beaucoup de temps s'est écoulé entre son apparition terrestre et l'œuvre destinée

à la célébrer. Avec le temps la religion s'est cléricalisée : le Boro Boedoer est encore une œuvre religieuse, c'est déjà une œuvre cléricale. Les bas-reliefs rappelant la vie humaine de Bouddha sont moins nombreux que les scènes glorifiant le Dieu : l'imitation de la vie du Maître est devenue peu à peu moins importante que l'adoration de son nom. L'œuvre, par là cléricale, est aussi d'esprit aristocratique et monarchique : ce qui choque en nous le sentiment bouddhique de l'égalité humaine ; les princes qui ont fait élever le monument y sont représentés presque aussi souvent que le Dieu. De même nos églises catholiques actuelles ne sont plus consacrées au souvenir du Charpentier de Nazareth, qui prêcha la loi d'amour aux misérables et aux prostituées ; elles sont vouées uniquement au culte de l'Église toute-puissante, à la glorification de ses alliés, les capitalistes et les souverains...

Un orage momentané me chasse des ruines, m'oblige à me réfugier au petit hôtel *(pasangrahan)* qui lui fait face. Pendant le déjeuner, le vieux hôtelier me déclare qu'avant les dix dernières années il ne voyait presque jamais de Français ; maintenant plusieurs, chaque année, visitent le Boro Boedoer : les Français commenceraient-ils à voyager ? me demande le vieux Hollandais.

Après le *rijstafel*, je retourne au Boro Boedoer, cette fois sans guide gênant. Le temple, dont la vue d'ensemble m'avait déçu, m'intéresse de plus en plus, maintenant que j'en connais mieux les détails : je sens croître en moi une sympathie étrange pour ces ruines pleines de souvenirs. J'éprouve un très vif plaisir à me promener, tout seul, entre les bas-reliefs des galeries, à monter

jusqu'au sommet de la plus haute coupole. D'ici on distingue mieux la lamentable décrépitude du pauvre temple abandonné. L'impression est mélancolique, presque douloureuse. Les Javanais, devenus mahométans, ont oublié entièrement leur religion ancienne ; le Bouddhisme est mort à Java. Le temps triomphe des religions même les plus hautes : les religions doivent mourir. Notre Christianisme mourra.

Assis au sommet du Boro Boedoer, je me demande quelle religion remplacera le Christianisme en Europe. Une religion supérieure sans doute, supérieure en vérité, en large intelligence, en justice, en humanité ; une religion qui ne consistera pas toute en affirmations métaphysiques inacceptables, qui ne reposera pas entièrement sur un fait historique douteux ; une religion qui ne considérera pas ce monde comme essentiellement et définitivement mauvais, qui ne limitera pas la science, qui ne méprisera pas la beauté, qui ne blâmera pas l'amour, qui ne condamnera pas la joie, qui ne se résignera pas aux souffrances des corps et des cœurs ; une religion qui ne justifiera pas comme providentiel ou fatal cet état social inique, où la plupart travaillent durement sans pouvoir arriver à vivre, pendant que quelques-uns vivent largement sans avoir jamais travaillé ; une religion qui n'opposera pas à l'énergique bonté révolutionnaire l'espérance amollissante d'un paradis supra-terrestre, qui n'assombrira pas la vie misérable des hommes par l'affirmation abominable d'un enfer aux peines éternelles... La religion qui remplacera le Christianisme existe déjà en beaucoup de consciences, obscurément sentie plutôt que clairement formulée ; elle est l'âme cachée des amitiés intellectuelles qui rapprochent

les meilleurs d'entre nous. Elle constate l'immensité de l'Univers ; elle découvre en l'homme le besoin d'étendre infiniment sa personnalité finie par la connaissance et par l'amour. Elle unit l'homme à l'Univers par la science, compréhension de tout le réel, par l'art, joie libératrice au contact de toutes les beautés, par l'amour surtout, amour de tous les hommes, de tous les êtres, de toutes les choses. Elle unit les hommes entre eux par la justice, accord pacifique des libertés. Elle place au sommet de la vie humaine, au sommet de la vie universelle, l'action généreuse et joyeuse par laquelle l'individu exprime son amour et son intelligence de l'Univers en travaillant à réaliser la justice parmi les hommes.

Tosari et le Bromo

Mardi, 11 décembre

On m'a vivement conseillé de ne pas quitter Java sans visiter les régions volcaniques de l'extrême-est, sans faire l'ascension du Bromo. Il faut, pour cela, partir de Soerabaya, le principal port oriental de l'île, et d'abord gagner, en chemin de fer, Pasoeroean.

A la gare de Pasoeroean, beaucoup de voyageurs appartenant à toutes les races qui se mêlent à Java : des fonctionnaires hollandais ; de grasses Hollandaises blondes ; des Javanais et des Javanaises ; un chef de gare métis ; quelques jolies métisses au teint mat, aux beaux cheveux noirs, aux larges yeux passionnés ; des Arabes ; des Chinois ; une petite mariée chinoise, bien drôle en sa robe bleu clair et rose saumon, couverte de fantastiques broderies.

A Pasoeroean je prends une voiture pour Poespo. La petite voiture file très vite en plaine, sur une large route, entre de beaux arbres que mon guide nomme des tamarindes : c'est une admirable voûte de verdure, obscure sous l'étincelant soleil, émouvante presque comme une cathédrale gothique. Les maisons en bois, couvertes de chaume, sont plus primitives ici que dans l'ouest de l'île, plus voisines de la hutte ; des bambous entrecroisés de façons diverses, souvent assez artistiques, forment des portes élevées qui semblent de fragiles arcs de triomphe; dans la cour, des pigeonniers sont juchés très haut, à l'extrémité de longs bambous. De temps à autre, des forêts de palmiers. Il fait très chaud : une lourde chaleur, qui semble endormir tout, les hommes, les bêtes, les plantes, les choses. On se sent loin, très loin de notre Europe, en pleine nature tropicale, au fond d'une île océanienne.

A un petit village nommé Pasrepan, la voiture commence à monter. Maintenant nous croisons beaucoup d'indigènes, conduisant de petits poneys, ou dirigeant de lourdes voitures en bois traînées par des bœufs. Chevaux et voitures sont chargés de légumes tout semblables aux légumes que nous mangeons chez nous. Sur les montagnes de la région, une peuplade particulière cultive ces légumes, en approvisionne tout le pays : c'est les Tengérèses, les derniers Hindouistes de l'île devenue mahométane. Obligés jadis de fuir devant les Mahométans, ennemis de leur foi, ils reçurent, de leurs prêtres, l'ordre mystérieux de ne jamais cultiver le riz. Les prêtres craignaient que, fixée au sol par la culture du riz, la peuplade hindouiste ne fût obligée d'accepter la religion des vainqueurs. Maintenant les

Tengérèses vivent tranquilles dans leurs montagnes, le commandement antique a perdu son sens : tous cependant continuent à lui obéir, à remplacer la culture habituelle du riz par la culture des légumes, extraordinaire à Java.

Une petite fille vend des bananes au bord du chemin; je m'approche d'elle ; elle s'effraye d'abord et fuit; puis, rassurée, elle se rapproche. Pour quelques centimes, elle me donne une trentaine de bananes, que je partage avec mon cocher. La vie indigène est ici, comparée à la vie européenne, d'un extrême bon marché.

Ma voiture s'arrête à Poespo. C'est l'heure du *rijstafel.* Un gros aubergiste européen s'avance vers moi : en anglais, je lui demande de me servir à déjeuner ; il me répond en français, s'excusant d'ignorer l'anglais. C'est un Suisse allemand, venu à Java comme soldat de l'armée des Indes, resté après sa libération. Il a sur sa table des revues françaises et allemandes, que lui prête la Société de lecture hollandaise de Pasoeroean : la *Nouvelle Revue* et la *Deutsche Rundschau.* — L'air embarrassé, l'aubergiste me demande si je ne serais pas gêné de manger avec des indigènes. — « Certainement non ! » — Mais c'est si rare de voir ici traiter de même Européens et indigènes, que je demande, un peu étonné, quels seront mes voisins de table. — « C'est les deux princes et les deux princesses de Bornéo ! Les fils authentiques du principal sultan de la grande île, avec leurs femmes ! Ils viennent, paraît-il, de voyager en Europe, ont été reçus par la reine de Hollande... » — Les princes, les princesses et moi, nous nous faisons, en arrivant à table, de cérémonieuses révérences. Ils

ont le visage brun, l'air assez intelligent; ils sont vêtus d'étoffes blanches, drapées d'une façon originale, qui n'est ni tout à fait européenne, ni tout à fait indigène. La princesse la plus âgée a le visage un peu trop accentué, légèrement simiesque; la plus jeune, déjà assez grasse, est presque jolie. — Les deux couples royaux mangent à l'européenne, se tiennent très bien à table; je crois bien que je suis le seul à faire une tache sur la nappe! L'unique langue européenne que parlent les princes est le hollandais : que je regrette en ce moment de ne pas savoir cette langue !...

A cheval, je vais de Poespo à Tosari. Le paysage ressemble assez à certains sites de nos montagnes européennes. Des arbres de chez nous se mêlent aux bananiers, aux fougères arborescentes. Une sorte de sapin aux feuilles vert clair, longues et tombantes, se montre souvent. Des chèvres, des vaches aux clochettes de bois. Beaucoup de gros oiseaux noirs au bec jaune, posés sur le dos des vaches, s'envolent à l'approche de mon cheval... — Les nuages s'accumulent au ciel, la pluie commence à tomber. De puissants coups de tonnerre résonnent dans la montagne. De temps à autre des nuages mouvants m'enveloppent. J'arrive vers quatre heures à Tosari.

Tosari est une station de montagne à 1.777 mètres, où les Hollandais, épuisés par la chaleur de l'île, viennent se soigner et se reposer. A côté du village, composé de maisons indigènes serrées les unes contre les autres, se trouve l'hôtel-sanatorium. Excellent hôtel, le meilleur des Indes néerlandaises. — La température est très fraîche. On quitte le costume de toile blanche pour des vêtements plus chauds. Il y a des vitres aux

fenêtres; le lit a deux draps, des couvertures, un seul traversin, comme en Europe.

Le soir, en attendant le dîner, les pensionnaires de l'hôtel prennent leur apéritif habituel, mélange de genièvre et de bitter, jouent aux cartes, au billard. Je parcours les journaux hollandais du pays, m'étonnant de les trouver si bien informés des choses d'Europe, — dont les journaux des Indes anglaises ne parlent jamais. — La France, dont on s'occupe fort peu dans les colonies anglaises, semble tenir ici une très grande place. Les journaux parlent longuement de la politique française. Un numéro du *Lokomotief*, de Samarang, qui me tombe sous la main, vante « le socialisme vraiment pratique » de Millerand. Les annonces mêmes attestent la sympathie pour la France des Hollandais de Java : « Produits vraiment français arrivés par la malle française », fait annoncer une modiste... Et le salon de l'hôtel où je lis ces journaux locaux est orné de gravures françaises, reproductions de tableaux de nos peintres militaires représentant de tristes scènes de la guerre franco-allemande.

Mercredi, 12 décembre

Ce matin, à six heures, on a, du jardin situé devant l'hôtel, une vue vraiment magnifique : au premier plan des collines bosselées, surmontées de villages de Tengérèses ; au fond, la plaine, qu'argentent des rizières inondées, étincelantes ; à droite, la mer bleue, à travers une légère brume ; à gauche, de beaux volcans noirs, majestueux, derrière un voile de brouillard grisâtre. Pendant la saison des pluies, on n'a que de bon matin une vue aussi étendue.

Les chevaux de l'hôtel étant tous loués, je n'irai que demain au Bromo. Je profite de la journée libre pour me promener à pied dans les environs de Tosari. Je prends un guide pour me mener au village indigène de Ngadivono. Mais ce guide a une singulière façon de guider : à toutes les bifurcations du chemin, il s'arrête pour me laisser choisir ma route, me fait en malais un long discours... Revenu à l'hôtel, je l'y laisse, continue tout seul ma promenade.

C'est charmant d'aller ainsi au hasard, de village en village, par d'étroits sentiers de montagne. Ces villages sont tous situés au sommet des collines, entourés d'une barrière, munis, comme certaines maisons elles-mêmes, d'un portique en bambous entrecroisés. La population est fort différente de celle de la plaine : ce sont des montagnards rudes et solides, d'allure énergique : ils s'amassent sur la place du village, regardant sans aucune timidité cet Européen assez original pour se promener sans guide, au gré de sa fantaisie.

De village en village, je suis de tout petits chemins, tracés le long des collines. Des légumes d'Europe poussent dans les champs ; puis des ricins, des fougères, des bananiers. Une vingtaine de canaris, troublés par mon passage, s'envolent de toute la vitesse de leurs petites ailes jaunes. Au détour d'un sentier, j'arrive devant un torrent ; une jeune femme indigène s'y baigne; elle pousse un cri, se précipite sur ses vêtements, s'enfuit en courant, a vite fait de disparaître. Je retourne à Tosari ; deux paysannes portant des légumes s'y rendent aussi. Me montrant un vaste papillon noir qui passe, elles me parlent en malais ; je leur réponds en français. Nous échangeons ainsi quelques phrases sans

nous comprendre. Puis, sentant tout d'un coup le comique de la situation et nous amusant à nous découvrir si éloignés les uns des autres, nous nous mettons à rire ensemble.

Jeudi, 13 décembre

Parti à cinq heures du matin, pour le Bromo, sur un excellent petit poney. Mon guide est un charmant jeune Javanais, à l'air doux et innocent d'un berger d'idylle. Il a une petite veste blanche, un court jupon écossais tombant jusqu'au genou, les jambes et les pieds nus.

Deux heures de montée parmi des champs de légumes, des forêts peu intéressantes. Puis, tout d'un coup, du sommet d'une colline, on découvre un spectacle grandiose : le *Zand See*, la Mer de Sable, se déroulant toute grise sur une immense étendue. Un mur de collines volcaniques l'entoure : c'est, paraît-il, un ancien cratère. De ce cratère gigantesque émergent quatre ou cinq volcans de formation secondaire et pourtant énormes : le Batok, couvert de verdures ; le Bromo derrière lui ; d'autres volcans plus éloignés ; à droite, dans le fond, le Smeroe, avec son panache de fumée... Longtemps on peut rester à contempler ce spectacle d'une majesté unique, d'une grandeur vraiment écrasante. Et c'est un silence parfait, sans un murmure du vent, sans un bruit d'aile : rien ne vient distraire l'émotion solennelle qu'impose la sublimité du paysage...

Je descends à pied la colline pour atteindre la Mer de Sable. D'en bas le spectacle est encore fort imposant ; imposant d'une autre manière : on perçoit l'énormité des volcans que tout à l'heure on imaginait seulement.

Remonté à cheval, je passe entre le Batok, aux flancs tout boursouflés, et la paroi rocheuse, presque à pic, étrangement verdâtre, qui domine et entoure la Mer de Sable. Grisé par la joie des impressions rares que j'éprouve, je fais, jusqu'au pied du Bromo, galoper, sur la Mer de Sable, mon vaillant petit poney. Derrière lui s'élèvent des nuages de fine poussière volcanique. Mon guide, laissé en arrière, n'apparaît plus maintenant que comme un point à peine visible : sa petitesse fait mieux apprécier l'immensité des choses autour de lui.

Je monte à pied les pentes escarpées du Bromo ; un sentier assez raide, puis des espèces de marches, mènent au sommet.

Du sommet du mur rocheux, on découvre à ses pieds le cratère singulièrement vaste. Sur les parois crevassées, des coulées de laves ; de larges plaques de soufre jaune clair ou vert foncé. Des jets de fumée montant très haut s'échappent de nombreuses ouvertures. Tout au fond s'agitent des eaux bouillonnantes, prenant tour à tour diverses couleurs, grises, blanches, noires ou verdâtres ; une vapeur s'en élève, tantôt légère comme un brouillard, tantôt épaisse comme un nuage... On entend constamment un bruit puissant, semblable au tumulte de la mer, quand, au bord du rivage, les vagues remuent les sables. De temps à autre cette rumeur fondamentale se complique de sifflements, de grognements, de hurlements, de coups de tonnerre...

Le drame, — orchestre et décor, — est prodigieux. Je me mets à penser que si j'avais en moi l'âme pieuse et craintive et l'imagination mystique d'un homme du moyen-âge, je serais terrifié sans doute à la vue de ce

cratère : je croirais découvrir à mes pieds une des ouvertures de cet enfer, où, par la volonté du Dieu d'amour, brûle éternellement l'innombrable foule des damnés.

Mais, comme je suis né au dix-neuvième siècle, la Science moderne a déposé en moi le germe de sentiments plus calmes et de plus hautes pensées. Ces phénomènes étonnants, la Science les explique avec sérénité, par son hypothèse du feu central, du foyer gigantesque qui brûle au cœur de la terre. — Orientée par ce geste de la Science, l'imagination s'élance. Quelles distances prodigieuses cette chaleur traverse-t-elle, venant du centre de la terre, pour faire ainsi bouillonner ces eaux à quelques mètres de moi ! Qu'elle est immense notre terre ! Qu'il est immense notre système solaire, où la terre même n'est plus qu'un tout petit point ! Et le monde qu'il est immense, fait de toutes les étoiles, de toutes les planètes, de tous les soleils !... La contemplation du volcan javanais fait naître en moi un sentiment de l'infini voisin de celui que provoque la vue d'un clair ciel étoilé.

Essayant de raisonner les impressions que j'éprouve, j'en viens, au sommet du Bromo, à me rappeler la théorie kantienne du sublime. Selon Kant, le sentiment du sublime apparaît quand l'homme pense à la fois à sa petitesse comme être sensible, à sa grandeur comme être intelligent et moral. Le volcan javanais est sublime au sens kantien du mot : il éveille le sentiment de l'infinité de la Nature ; puis, par contraste, il fait penser que l'homme est, après tout, supérieur à l'immense Nature, plus intelligent, plus aimable qu'elle, quand il s'efforce de comprendre tout le réel par la

science, quand il travaille à diminuer la souffrance ou à accroître la joie de quelques-uns des êtres qui participent à la vie de l'Univers.

Quelques remarques sur la colonisation hollandaise

Batavia, mercredi 19 décembre

Avant de quitter Java, je tiens à préciser les idées que mon voyage me laisse sur la colonisation hollandaise, à la suite de la traversée rapide de toute l'île, de quelques conversations intéressantes, de lectures faites sur place.

Je crois, pour ma part, nécessaire et même urgente l'étude désintéressée de la question coloniale. — Sous prétexte que les colonies sont des pays conquis par la guerre et soumis par la force, plusieurs des hommes qui veulent substituer la paix à la guerre, et à la force la justice, se désintéressent des problèmes coloniaux. Ils jugent suffisant de condamner d'un mot, comme immoral, le fait de la colonisation. Ils ont tort de ne pas comprendre qu'il faut toujours connaître la réalité pour agir sur elle : le châtiment de leur idéalisme excessif c'est leur impuissance vraiment puérile. — Le régime colonial est un fait; c'est un fait actuellement inévitable, tenant à des conditions géographiques et historiques nécessaires, à la situation relative des peuples dans l'espace et dans le temps. Un peuple non européen militairement et économiquement faible est destiné à être le sujet d'un peuple européen militairement et économiquement fort. Si le fait de la colonisation est

provisoirement inévitable, c'est par des réformes précises réalisables progressivement, non par l'espérance vague d'une lointaine révolution totale, qu'on peut travailler à libérer les indigènes, comme le réclame la justice. Il faut, par conséquent, s'intéresser au détail des problèmes coloniaux, étudier toutes les théories coloniales, tous les faits coloniaux. Alors seulement, connaissant ce qui est, on pourra tenter utilement de déterminer ce qui doit être.

Qu'ont voulu faire les Hollandais à Java? Ils ont voulu avant tout exploiter méthodiquement les richesses naturelles de la colonie au plus grand profit de la métropole. De là le système, — imaginé vers 1830 par le général Van den Bosch, — qui, dans l'histoire des théories coloniales, porte le nom célèbre de son auteur : l'État obligeait les indigènes à planter et à cultiver. sous la surveillance de fonctionnaires européens, un nombre fixé de plantes exotiques utiles ; il leur imposait d'autre part l'obligation de livrer à ses magasins les produits de leurs cultures, à un prix fixé par lui. Transportant ces produits en Europe, il bénéficiait de la différence énorme existant entre leur prix d'achat, très bas, et leur prix de vente, très élevé. — Le système de Van den Bosch, appliqué d'abord à toutes sortes de cultures, sucre, tabac, thé, indigo, fut peu à peu limité à la culture du café. — Organisation économique singulière, à la fois étatiste, puisqu'elle réserve à l'État le monopole d'un certain commerce, — et antidémocratique, puisqu'elle repose sur l'oppression des travailleurs contraints de travailler à trop bas prix. Il est curieux cependant d'observer que la population, sous ce régime qui devait, semble-t-il, la ruiner et l'affai-

blir, s'est, au contraire, prodigieusement accrue, et même enrichie : tant sont grands les avantages économiques d'une organisation méthodique du travail social. Si ce régime étatiste eût été en même temps démocratique, si les sommes énormes confisquées par la Hollande avaient été employées au bénéfice des travailleurs indigènes, la situation des Javanais en eût été très vite prodigieusement améliorée.

Se donnant cette tâche précise, l'exploitation méthodique des richesses du sol, les Hollandais surent habilement faire concourir à cette fin tous les détails de leur administration. Même quand on se fait un tout autre idéal des rapports à établir entre la métropole et la colonie, on ne peut qu'admirer, sur plusieurs points, la sagesse de leur politique coloniale. Ils ont mieux qu'aucun autre peuple, respecté les coutumes locales : pour obliger les fonctionnaires à se plier aux usages du pays, ils les ont astreints à connaître parfaitement les langues des indigènes. Ils ont montré toujours le plus grand respect des religions locales : nulle part l'État n'est aussi exactement athée et tolérant. Ils ont laissé aux communes une large autonomie. Ils ont protégé les Javanais contre la concurrence économique des Chinois ; ils ont protégé les terres des indigènes contre les accaparements tentés par les colons européens. La législation agraire javanaise est particulièrement intéressante : les grands domaines appartiennent en majeure partie à l'État ; les individus n'y sont le plus souvent que locataires, pour un petit nombre d'années, ou emphytéotes, pour soixante-quinze ans ; j'ai admiré comment se juxtaposent en un tel système l'intervention de l'État, défenseur des droits de la collectivité et des

droits des indigènes, et la libre activité individuelle des colons; nous aurons intérêt à étudier ces formes de propriétés relatives, limitées, temporaires, pour les introduire peu à peu chez nous, à mesure que se révélera plus injuste, plus inacceptable, notre régime actuel de propriétés absolues, illimitées, héréditaires. Au point de vue administratif, les Hollandais ont eu la sagesse de s'en tenir au système du protectorat, de résister à la tentation de l'administration directe : tout fonctionnaire hollandais est doublé d'un fonctionnaire indigène de rang égal : l'Européen, qui a la réalité du pouvoir, s'attache à conserver l'apparence du gouvernement du Javanais par le Javanais. Les ordres donnés par l'intermédiaire du fonctionnaire indigène sont mieux compris et plus facilement exécutés. Enfin, la justice est toujours rendue aux indigènes par des juges de leur race, présidés par un Européen connaissant la langue et les usages du pays. — Le fait que les Hollandais, si souvent méprisants, autoritaires et durs vis-à-vis des Javanais, ont adopté, par intérêt bien entendu, un régime aussi favorable aux indigènes, recommande puissamment à tous les autres peuples une telle méthode coloniale.

L'esprit pratique, qui anime leurs rapports avec les hommes, anime aussi leurs rapports avec les choses du pays. Ils ont su merveilleusement appliquer la science à l'exploitation méthodique du sol. Ils ont multiplié les canaux. Ils ont amélioré les cultures existantes, introduit des cultures nouvelles. Ils ont intelligemment étudié les plantes utiles au point de vue agricole et industriel, les conditions de leur développement, l'influence des terrains et des engrais, les maladies et les remèdes. L'État et les particuliers se sont associés pour cette œuvre : les

planteurs paient un tiers des dépenses du Jardin de Buitenzorg ; l'État fournit aux planteurs des semences, des boutures, leur avance même parfois des capitaux.

Par cette habile politique coloniale, les Hollandais ont réussi à faire de Java une colonie très productive. Ce n'est pas leur faute, si la situation est moins florissante actuellement qu'il y a cinquante ans. Des maladies ont attaqué les caféiers de certains districts ; on a dû y suspendre les cultures forcées. La concurrence des autres pays producteurs, du Brésil surtout, a fait baisser les prix des sucres et des cafés. — D'autre part les Hollandais sont parfois inquiets à la pensée que la Hollande pourrait difficilement, contre l'attaque d'une grande puissance, défendre la belle colonie. Ils n'aiment pas qu'on s'occupe trop d'eux ; ils obligent l'étranger à se munir de passeports spéciaux pour pénétrer dans l'intérieur du pays, à exposer le motif de son voyage. Les fonctionnaires se montrent très discrets vis-à-vis des étrangers, cherchent à leur donner le moins de renseignements possible, — très différents sur ce point des Anglais, si sûrs et si fiers d'eux-mêmes. — A la petite Hollande les grandes puissances paraissent toutes redoutables. Le Japon même commence à lui donner des inquiétudes : quand j'étais à Java, sur les 2 millions 500.000 Chinois de l'île, 60.000 demandaient à se faire naturaliser japonais, pour échapper aux lois d'exception établies contre les Chinois, pour être traités, comme Japonais, sur le même pied que les Européens, en vertu des nouveaux traités : qui sait, se demandaient certains Hollandais, si l'ambitieux Japon n'acceptera pas un jour une telle prière, et ne trouvera pas, dans la protection de ces nouveaux nationaux, un prétexte pour

s'emparer avec sa flotte excellente de l'île mal défendue ?... — Ainsi l'admirable colonie d'autrefois décline, mais à la suite d'événements de politique et d'économie mondiales, sur lesquels les Hollandais ne peuvent rien. Ce n'est pas la faute, en tout cas, de leur méthode coloniale, dont il faut continuer à louer, sinon la générosité, du moins l'intelligence pratique.

Même aux adversaires de la violence, et de l'injustice, cette étude rapide permettra peut-être d'établir certaines règles utiles à l'orientation de toute politique coloniale. Certes aucun ami de la paix, aucun ami de la justice n'acceptera jamais l'esprit de la méthode hollandaise. Pour nous résigner au fait inévitable de la colonisation, nous devons exiger, au moins, que l'administration de la colonie soit dirigée dans l'intérêt des indigènes autant que dans celui de la métropole. La nation dite protectrice n'a moralement le droit de chercher au système colonial qu'un double avantage : celui d'acheter plus commodément dans la colonie certaines denrées nécessaires, celui de vendre plus facilement aux indigènes ses produits industriels. (1) Mais, d'autre part, les plus ardents défenseurs des droits des indigènes trouvent réalisées à Java un certain nombre de réformes qu'ils réclament au nom d'un idéal différent. Ils doivent exiger que partout les indigènes soient respectés dans leurs coutumes et leurs religions, comme à Java ; qu'ils soient protégés dans leurs propriétés individuelles ou collectives, comme à Java ;

(1) « A l'époque actuelle, une colonie ne saurait être qu'un marché privilégié de vente et d'achat. » Capitaine Fernand Bernard. *L'Indo-Chine* (page 208).

qu'ils soient gouvernés par des administrateurs de leur race, dirigés eux-mêmes par des Européens connaissant leur langue et leurs usages, comme à Java ; qu'ils soient jugés, au moins en première instance, par des juges de leur race, comme à Java. L'application de ces quelques règles très simples diminuerait immédiatement les souffrances lamentables des indigènes dans beaucoup de colonies européennes. (1) — Plus tard, à mesure qu'en Europe se poursuivra le progrès moral et politique, à mesure que l'esprit de justice se répandra parmi les peuples, ceux-ci comprendront de mieux en mieux leur devoir colonial ; ils chercheront à rendre les races sujettes assez riches, instruites et fortes pour qu'elles puissent se passer de toute protection, atteindre à la liberté. Le régime colonial, issu de la guerre, travaillera pour la paix dès qu'un esprit meilleur l'animera : il contribuera à avancer l'heure où toutes les nations également libres s'uniront fraternellement en l'humanité pacifiée.

FÉLICIEN CHALLAYE

---

(1) En Indo-Chine française, par exemple.



courrier d'Algérie

Le courrier que l'on va lire était composé à l'imprimerie depuis plus de trois mois ; je tenais beaucoup à le faire passer dans un cahier qui fût tout de courriers ; je suis particulièrement heureux de le joindre au courrier de Challaye et de publier les deux ensemble.

François Dagen

COURRIER D'ALGÉRIE

Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence de l'antisémitisme en Algérie

Avant 1898 les six députés algériens sont républicains. En 1898, deux seulement sont réélus, MM. Étienne et Thomson. Le premier n'arrive à rentrer au Parlement que grâce à son autorité en matière coloniale et aux nombreux services qu'il n'a cessé de rendre à l'Algérie entière et plus particulièrement aux habitants de la deuxième circonscription d'Oran, ses électeurs. Le second, qui sentait sa popularité diminuer à Constantine même, ville qu'il représentait depuis si longtemps à la Chambre, était allé se présenter dans la deuxième circonscription, que lui abandonnait le député sortant, M. Forcioli ; et il ne réussissait à passer que grâce au prestige de M. Dominique Bertagna, maire de Bône. Quant aux quatre autres candidats républicains, ils étaient blackboulés par les candidats antijuifs. A Constantine, M. Morinaud battait M. Cuttoli, qui avait essayé de prendre la succession de M. Thomson ; à Oran, M. Firmin Faure l'emportait sur M. Saint-Germain, député sortant ; à Alger (deuxième circonscrip-

tion), M. Marchal triomphait de M. Mauguin, ancien sénateur, qui se présentait à la place de M. Bourlier, député sortant; et dans la première circonscription M. Édouard Drumont écrasait M. Samary, député sortant de nuance antisémite modérée, et M. Bertrand, candidat officiel de M. Lépine, par plus de 7.000 voix de majorité. Ainsi en 1898 l'antisémitisme souffle en tempête ; on eût dit un ouragan, une manière de cyclone, renversant, emportant, balayant tout, idées, sentiments, principes, traditions.

Et voici qu'en 1902 le calme apparaît de nouveau, les haines s'apaisent, et l'idée républicaine se fait jour, plus forte, plus rayonnante, plus sereinement lumineuse : c'est l'apothéose après les ténèbres. M. Étienne est réélu sans concurrent; M. Thomson remporte sur M. Rasteil une de ces victoires qui laissent l'adversaire anéanti pour toujours; à Constantine, le docteur Aubry bat M. Morinaud; M. César Trouin vient à bout du docteur Gieure, dans la première circonscription d'Oran, délaissée pour Saint-Denis (Seine) par M. Firmin Faure; à Blida, M. Begey l'emporte facilement au second tour sur M. Marchal, et enfin M. Maurice Colin parvient à *tomber* dans Alger même, la forteresse de l'antisémitisme, celui que l'on a parfois appelé le « pape » des antijuifs, M. Édouard Drumont.

Une question intéressante se pose : comment les antisémites ont-ils pu être chassés de l'Algérie? Pour la résoudre, il suffira de passer en revue les forces antijuives et les forces républicaines en 1898, et de montrer, — dans une deuxième partie, — comment les premières se sont disloquées, dispersées, émiettées, tandis que les secondes grossissaient sans cesse des

défections ennemies, se groupaient, se rassemblaient, se disciplinaient, prêtes enfin pour l'assaut.

I

Les antijuifs peuvent se ranger en deux catégories : les Français et les naturalisés.

Les Français. — Des causes nombreuses et diverses ont précipité les Français dans l'antisémitisme ; il en est deux espèces pourtant qui paraissent particulièrement importantes; les unes sont d'ordre politique, les autres d'ordre économique.

Raisons politiques. — D'abord les royalistes et les bonapartistes, et d'un mot plus général, les *cléricaux*, ennemis nés de la République, se sont dès la première heure orientés vers l'antisémitisme, qui était un parti d'opposition. Mais on ne saurait trop répéter que les réactionnaires sont très peu nombreux en Algérie ; et les républicains de France se sont grossièrement trompés en s'imaginant que les antijuifs étaient en grande majorité des cléricaux : *l'élément clérical ne compte pour ainsi dire pas en Algérie.* En veut-on une preuve ? A Oran, en 1902, au premier tour de scrutin, les voix antijuives étaient sensiblement plus nombreuses que les voix judaïsantes et selon toute apparence le docteur Gieure, qui arrivait en tête des candidats antisémites, devait être élu au second tour. Mais M. Giraud, candidat antisémite dont personne n'ignore l'esprit républicain, refusa de se désister en faveur de M. Gieure

qui passait, à juste titre sans doute, pour clérical. Et de la sorte M. César Trouin, candidat républicain, passa assez facilement. — Peut-être même ne suffit-il pas d'affirmer que l'idée cléricale a peu de faveur en Algérie ; le sentiment religieux n'a pas poussé non plus des racines profondes dans l'âme algérienne. Et ici encore on me permettra d'avancer quelques faits. En voici un que j'ai appris d'un professeur du lycée d'Alger. On sait que tous les ans passe dans chaque classe de nos lycées une feuille où les élèves sont priés de répondre à un certain nombre de questions, dont celle-ci : « Quelle est votre religion ? » Et ce professeur m'avouait sa surprise, lorsqu'il avait lu un nombre assez considérable de réponses à peu près en ces termes : « Néant. Je suis libre penseur. » Une anecdote, que je tiens de la même personne, jettera plus de jour encore sur le peu d'importance que les parents algériens attachent à l'instruction religieuse de leurs enfants. Un colon, en mettant un fils au petit lycée de Ben-Aknoun, avait demandé au directeur de l'établissement de faire suivre à l'enfant les cours de culte. Or voilà qu'à Pâques, en recevant le bulletin trimestriel, les parents, qui étaient catholiques, s'aperçoivent que leur fils reçoit les leçons du pasteur et non de l'aumônier. Le père gourmande l'enfant et veut l'obliger à quitter le cours protestant pour le cours catholique. Mais le fils, qui méritait déjà le prix d'instruction religieuse protestante, regimbe, et les parents consentent très simplement à laisser l'enfant continuer à suivre les leçons du pasteur. Faut-il d'autres faits ? Les candidats antijuifs sont parfois eux-mêmes des libres penseurs, et leurs actes s'accordent avec leurs principes. Exemple :

M. Morinaud, ancien député de Constantine, s'est marié civilement, et ses enfants n'ont pas reçu le baptême. En somme, une expérience même superficielle permet de constater que le Français d'Algérie n'est pas clérical, n'est pas réactionnaire. — Et il fallait bien qu'il en fût ainsi. D'une part nombre d'Algériens descendent de ces républicains que Napoléon III déporta à Lambesse, et qui, ayant souffert pour leurs idées, leur sont restés fidèles. D'autre part il était presque nécessaire que les Français qui allaient coloniser l'Algérie eussent la foi républicaine. Réfléchissons plutôt. Ceux qui partaient là-bas, réclamaient avant tout qu'on ne les emprisonnât pas dans ce réseau de lois et de règlements qui, excellents peut-être dans des territoires depuis longtemps civilisés, semblent vexatoires et particulièrement tracassiers dans les pays neufs, qui s'ouvrent à l'agriculture et au commerce. La liberté, le plus de liberté possible, tel est leur premier vœu : c'est pour eux une question vitale. Et tout naturellement aussi ils sentent l'importance des deux autres grands principes républicains, l'égalité et la fraternité. La vue des Arabes et des Kabyles, des Italiens et des Espagnols, rappelle sans cesse aux Français qu'ils doivent se prêter mutuellement secours, et former bloc contre l'indigène et l'étranger. Ils comprennent qu'ils sont frères et partant égaux ; et si cette égalité et cette fraternité ne sont pas l'égalité et la fraternité vraiment républicaines, c'est-à-dire l'égalité et la fraternité de tous sans distinction de races, si ce sont seulement l'égalité et la fraternité *de tous les Français*, du moins est-ce un acheminement vers la pensée républicaine ou, si l'on veut, comme un premier balbutiement de l'idéal démocratique.

Il faut donc admettre ce qu'en France on a nié passionnément, c'est que la très grosse majorité des antijuifs était républicaine. Le noyau antijuif n'était pas formé de cléricaux, auxquels les républicains se seraient adjoints; au contraire il était formé de républicains et renforcé de quelques éléments cléricaux. Et il ne serait pas malaisé de montrer comment des républicains sincères et fervents ont pu fonder ce groupe antisémite, qui risquait sur la fin de devenir antirépublicain.

Avant 1898, *les républicains* se divisaient en opportunistes et radicaux. Les premiers étaient les plus forts; presque tous les députés appartenaient au parti modéré. Or ces députés disposaient d'une influence énorme, qui leur permettait de dédaigner le gouverneur général et parfois d'entamer la lutte avec lui. On sait d'ailleurs que le gouverneur général n'avait alors qu'une autorité très restreinte, qui ne devait augmenter qu'à la venue de M. Laferrière. M. Tirman comprit ce qu'il y avait de désobligeant dans ses fonctions, et afin de miner l'influence des députés, il résolut de s'appuyer sur le *parti radical*. Mais pour rendre la force à ce parti qui périclitait, il fallait trouver un programme qui entraînât des adhésions, inventer ce qu'en matière d'élections on nomme une « plate-forme », créer ou ressusciter une « affaire », poser ou reposer une « question ». Et la question juive se trouva mise naturellement à l'ordre du jour. La pression du gouvernement général s'exerça en secret, mais avec fermeté, en faveur des radicaux, qui changeant de rubrique, devenaient des antisémites. Le succès dépassa les espérances, la France effrayée nomma M. Lépine gouverneur, avec mission de réagir.

Mais le courant antijuif était déjà si fort qu'il semblait bien qu'on ne pourrait plus ni l'arrêter ni l'endiguer.

Le parti radical était donc devenu le parti antisémite, dans un but intéressé, afin d'obtenir le pouvoir. Mais il ne serait sans doute pas arrivé à ses fins, si un grand nombre de républicains de nuances très diverses, modérés et même socialistes, ne lui avaient apporté leur concours. Les radicaux avaient d'ailleurs fait preuve d'une habileté consommée, en répandant cette idée qu'on pouvait être à la fois anticlérical et antisémite. « Un anticlérical, disaient-ils, n'est digne de ce nom que s'il hait tous les cléricalismes. Or le cléricalisme le plus redoutable est assurément le cléricalisme juif. » Et l'idée germa, s'épanouit aux quatre coins de l'Algérie : les journaux, les brochures, les programmes électoraux, les professions de foi, les meetings, la mirent en lumière; et bientôt des frontières du Maroc aux frontières de la Tunisie on admit comme un postulat qu'un vrai républicain, qu'un pur parmi les anticléricaux avait le devoir de se dire antisémite. D'ailleurs si cette idée eut tant de succès, c'est que sans doute elle était partiellement juste, c'est que réellement le cléricalisme juif, formidablement armé en Algérie, n'était pas à mépriser, comme on le répète volontiers en France. Les Consistoires mènent les Israélites aux bureaux de vote, comme le berger pousse ses moutons aux pâturages. Et leur influence est d'autant plus grande qu'ils lèvent un impôt, une véritable dîme, sur la plupart des objets de consommation, sur la viande par exemple. Ce privilège leur assure une caisse toujours alimentée, et ils ne manquent pas de cet argent, qui est le nerf de la lutte électorale. Les républicains judaïsants ne l'ignorent pas,

et aujourd'hui ils demandent eux-mêmes, tout comme les antijuifs, que les droits des Consistoires soient réduits à ceux des conseils de fabrique chez les catholiques. C'est ce que M. Colin, élu député d'Alger contre M. Édouard Drumont, sur un programme républicain, a promis de réclamer, prouvant ainsi que la puissance du cléricalisme juif n'est pas seulement une invention des antijuifs. — Et c'est ainsi que le parti radical, devenu antisémite, s'est grossi de la masse compacte des anticléricaux du parti opportuniste.

Les *socialistes* allaient suivre. A parler franc, les socialistes ne formaient pas alors et ne forment guère encore un parti important. C'est qu'en Algérie la classe ouvrière se recrute surtout parmi les indigènes (Kabyles, Arabes et même Marocains) et parmi les étrangers (Espagnols, Italiens, Maltais). Or les indigènes ne sont pas électeurs, et les étrangers naturalisés sont foncièrement antijuifs, pour des raisons que nous aurons à développer dans la suite. Cependant les ouvriers français, quelque petit que fût leur nombre, disposaient d'une certaine force. Il y avait donc intérêt pour les antisémites à aiguiller les socialistes vers l'antisémitisme. Ils n'y manquèrent pas. Un ancien employé de chemin de fer, M. Lucien Chaze, aujourd'hui maire de Mustapha, (1) homme de valeur, qui s'est formé lui-même par des lectures et un travail opiniâtre, consacra ses efforts à cette tâche. Il organisa des réunions et

---

(1) La commune de Mustapha forme avec les communes de Saint-Eugène et d'Alger l'agglomération urbaine connue en France sous le nom d'Alger, Saint-Eugène étant au nord, Mustapha au sud. Saint-Eugène a près de 1.000 électeurs, Mustapha environ 6.000, Alger 11.000.

fonda des journaux pour soutenir que les Juifs étaient, en Algérie comme en France, les principaux détenteurs de la richesse, et que la lutte contre eux était la lutte des petits contre les grands, des prolétaires contre le patronat. Il proclamait que l'antisémitisme était au fond l'anticapitalisme, et par conséquent l'essence même du socialisme.

Avec les socialistes le caractère de l'antisémitisme s'est modifié; la question a été portée sur le terrain financier, elle est devenue d'ordre économique. Et en regardant et en faisant regarder les choses de ce dernier point de vue, les antijuifs allaient encore voir s'augmenter le nombre de leurs partisans.

Raisons économiques. — Dans les villes les *commerçants* sont antisémites, et ce sentiment s'explique aisément : le Juif est un concurrent, et un concurrent des plus sérieux. Il semble fait pour le comptoir, il est né marchand, il connaît toutes les roueries. Il sait que la meilleure réclame est la vitrine, qui attire et fascine ; son magasin sera donc tout en vitrine. Entrez : notre homme n'est que miel et que sucre, on ne saurait imaginer sourire plus engageant, accueil plus prévenant. Le voici qui déballe ses pièces de drap, et vous prie de palper et tâter ses étoffes. Laissez-vous échapper un geste d'impatience ? Il vous offre une tasse de cahoua (café maure), afin de pouvoir vous étaler à son aise ce qui remplit sa boutique et son arrière-boutique. Lui manque-t-il d'aventure l'objet que vous désirez ? Vite, il court vous le chercher chez son collègue du coin. Il ressemble à ces Orientaux, à ces Hindous, que l'on voit passer par les rues d'Alger, un ballot sur l'épaule.

Ils vous accostent, et, même si vous n'avez nulle envie d'acheter, ils déplient leur paquet et font miroiter à vos yeux l'éclat des soieries, les ciselures des vases de cuivre, la nacre des coffrets de santal, l'or et l'argent de ces broderies si riches qu'on les prendrait pour des chasubles. Concluez-vous un achat? L'Hindou vous sourit de toute la blancheur de ses dents. Refusez-vous? L'Hindou vous sourit encore et vous remercie : il se rattrapera un autre jour. Le Juif est comme l'Hindou; il n'ignore pas que la première règle du commerçant est de plaire au client, de le flatter, d'étaler à ses yeux un grand choix de marchandises, de ne pas le presser, de lui laisser du temps. Il sait aussi que la ménagère aime à marchander, par désir d'économie et parce qu'elle espère « rouler » le vendeur. Et le bon Juif s'amuse des ruses de sa cliente, qui sort enfin ravie de son achat, comme il l'est de sa vente. — Pénétrez ensuite dans un magasin français : ici plus d'amabilités, à peine de la correction; on ne marchande pas, c'est le règne du prix fixe. La discussion n'est pas admise; on se croirait chez le percepteur ou à un guichet de poste : le client trouve chez l'employé la même complaisance que le contribuable chez le rond de cuir. — Après cela, étonnez-vous que le Juif draine vers son magasin l'argent des acheteurs de toutes les races et de tous les milieux, celui de l'indigène, du Français, de l'étranger, du riche, du bourgeois, de l'ouvrier, et même de l'antijuif le plus exalté; car l'antijuif se sert chez le Juif. Et dès lors, est-ce merveille si les négociants sont férus d'antisémitisme, s'ils subventionnent les comités et les journaux antijuifs? Le commerçant est antijuif, parce que le Juif est un concurrent; il serait antiitalien, antiespagnol,

antimaltais, si la concurrence lui venait de l'Italien, de l'Espagnol, du Maltais. La rivalité de métier le rend antisémite, comme elle le rend antimoutchou. Mais avez-vous entendu parler des Moutchous? Le Moutchou ou M'zabite est un indigène, de race probablement berbère, quoique très différent du Kabyle, et dont le pays, le M'zab, s'étend en plein désert entre Laghouat et El Goléa. Il professe une religion spéciale, ce qui lui attire le mépris des autres indigènes, et il est aussi actif que l'Arabe est paresseux. Le M'zabite ne reste pas au M'zab; il y laisse sa femme et part avec ses enfants, qu'il ramènera au pays tous les deux ans, comme l'exige la loi religieuse. Le voici maintenant établi dans quelque ville d'Algérie : il y vend des cotonnades, de la viande, des légumes, de l'épicerie ou du charbon; car le Moutchou est drapier, boucher, marchand de comestibles, épicier ou charbonnier. Et là il fait au Français et au Juif une concurrence acharnée : chez lui, comme chez le Juif, on marchande, on touche la marchandise, et à qualité égale les objets sont moins cher. Très sobre, en effet, le M'zabite n'a presque pas de besoins ; il couche dans son arrière-boutique et se contente pour sa nourriture de quelques dattes et de quelques olives avariées. C'est dire qu'il peut vendre à meilleur marché. Aussi le Français est-il antimoutchou, tout autant qu'antijuif. Il y a une question moutchoue ; et de temps en temps une campagne se monte contre les M'zabites et des journaux antimoutchous se fondent, tout comme des journaux antijuifs.

Si de la ville vous passez au village et à la ferme, de chez le marchand chez le *colon*, vous trouvez toujours le même sentiment de haine pour l'Israélite. Sur les

coteaux du Sahel, dans les plaines grasses de la Mitidja et du Chéliff, sur la Hammada des Hauts Plateaux, partout en un mot l'antisémitisme pousse aussi dru que le blé, la vigne ou l'alfa. Et ici encore ce sont des raisons d'ordre économique qui expliqueront cette floraison des sentiments antijuifs. Le colon, concessionnaire ou acheteur, éprouve d'ordinaire des besoins d'argent : il désire soit s'agrandir, soit défricher la partie encore inculte de ses terres. Où s'adresser ? Sans doute les banques ne manquent pas en Algérie, et le crédit agricole y est assez bien organisé. Mais les formalités compliquées, qu'il faut remplir, rebutent. Et puis le Juif est là qui connaît votre gêne, et qui, loin d'attendre votre venue, court au devant de vous et vous offre des avances. Vous paierez, il est vrai, un gros, un très gros intérêt ; mais le prêt se fera discrètement et vos voisins l'ignoreront. Le colon empruntera donc au Juif. Mais vienne le jour de l'échéance, et le plus souvent il ne pourra rembourser. C'est qu'un orage aura emporté sa récolte, le blé n'aura pas poussé faute d'eau ; ou bien les sauterelles, dont les vols élastiques, semblables à des vols d'étourneaux, font la joie du touriste surpris, se seront abattues sur ses terres et, plus terribles que les inondations et que la grêle, auront détruit jusqu'au moindre brin d'herbe. Quand ce n'est pas la disette, c'est la surproduction ; et la surproduction amène la mévente, qui en Algérie entraîne presque toujours la ruine. Car l'Algérien, désireux de s'enrichir rapidement, ne se livre le plus souvent qu'à une seule culture, celle qui paraît devoir rapporter davantage : hier celle de la vigne, demain celle du géranium. Qu'il y ait mévente, il ne peut se rattraper sur l'orge ou sur le blé, puisqu'il n'en

a pas semé. Quant au colon des Hauts Plateaux, qui s'occupe surtout de l'élevage des moutons, il redoute sans cesse, avec les maladies et le froid qui tuent les troupeaux, quelque mesure administrative comme la clavelisation qui réduit son gain à néant. Enfin faut-il ajouter ce que chacun sait, que le colon algérien abandonne bien vite les idées d'économie, l'instinct du bas de laine, qu'il apportait de France ? Il se laisse prendre à la magie du ciel, à la séduction du climat, à la facilité de la vie, à la fertilité d'un sol si fertile qu'en force endroits il se passe de fumure et donne des rendements surprenants même à l'Arabe qui le gratte à peine avec sa charrue de bois. Aussi le colon sent-il pénétrer en lui le désir de jouir de toutes les ressources et de tous les luxes de l'existence, largement, avec délices. Le résultat ? C'est qu'il se ruine : incapable de payer ses dettes, il souscrit de nouveaux billets, jusqu'au jour où il sera dépossédé par le créancier, par le Juif. Et aussitôt notre homme de se répandre en récriminations contre les Juifs, qu'il accusera de tous ses malheurs : cela le dispensera de s'accuser lui-même. Et l'antisémitisme pousse... grandit...

Telles sont les origines diverses de l'antisémitisme français ; celles de l'antisémitisme étranger sont plus simples.

Les naturalisés. — La presque totalité des naturalisés comprend des gens de race latine : des Italiens, des Maltais, des Espagnols. Très sobres, ils sont aussi très laborieux ; et leur activité s'exerce dans les métiers les plus divers : ouvriers dans les manufactures, ouvriers agricoles, pêcheurs, charretiers, garçons de café.

employés de commerce, petits et gros patrons, ils font aux Français d'origine une concurrence de tous les instants. Les Italiens, dont les colonies couvrent les côtes algérienne et tunisienne, se consacrent plus volontiers à la pêche, dont ils ont en quelque façon le monopole. Les Maltais, dont l'économie touche à l'avarice, débutent d'ordinaire en vendant le lait de leurs chèvres; puis, devenus riches, ils appliquent leur esprit retors et madré à des entreprises de maçonnerie et de charroi. Quant aux Espagnols, ils n'ont pas de préférence; cependant ceux qui viennent des Baléares, — et ils sont légion, — s'occupent volontiers des cultures maraîchères : les « huertas » d'Hussein-dey et de Maison-Carrée n'appartiennent guère qu'à des Mahonnais.

Mais quels que soient leurs travaux, quel que soit leur pays d'origine, qu'ils viennent de La Valette, de Lucques ou de Palerme, de Séville ou de Palma, qu'ils extrayent la pierre des « cantères », qu'ils pêchent le mérot ou plantent la vigne, ils ont des façons de penser ou de raisonner communes : les mêmes sentiments éclosent en leur âme, un surtout, le sentiment antijuif. Antijuifs, les naturalisés le sont foncièrement, férocement, rageusement; ils abominent le Juif, ils l'exècrent. Jamais haine ne fut plus vigoureuse. C'est qu'à vrai dire, elle est chez eux instinctive, native; et la réflexion, loin de contrarier cet instinct, le renforce et le décuple. Les *scrupules religieux* engendrent l'antisémitisme; l'*intérêt personnel* l'exalte.

Personne n'ignore le profond attachement des Espagnols et des Italiens au catholicisme. Chez eux le sentiment religieux s'exaspère jusqu'au délire, et la superstition ne connaît pas de limites. Les prêtres français en

souriant, à leurs heures ; et je n'ai pas oublié la confidence attristée de l'un d'eux. Nous étions sur la colline d'Hippone ; derrière nous se dressait la nouvelle église dédiée à saint Augustin ; à gauche, dans le lointain, l'Edough barrait l'horizon d'une ligne aux nuances changeantes, mauves, violettes ; en avant, un peu à droite, la mer souriait ; ses flots d'un bleu turquoise ondulaient jusqu'aux premières maisons de Bône ; et la ville étincelait, très blanche, dans la verdure. Charmé par la joie apaisante du paysage, je disais au prêtre la douceur de vivre là, sur la colline aux souvenirs sacrés, dans la sérénité de la nature. « Sans doute », répondit-il ; et après un instant de silence, il reprit : « Hélas ! pourquoi faut-il que la plupart de mes paroissiens me viennent d'Italie ? Ils sont pieux certes, mais d'une piété que faussent mille préjugés. Dans notre religion d'amour et d'espérance, ils ne voient qu'une religion de crainte et d'effroi. Ils ne rêvent pas du paradis, ils ont le cauchemar de l'enfer et de la « jettatura ». Et leur âme est crédule ! Il leur faut des fétiches, comme aux nègres. Et tenez..., ajouta-t-il à mi-voix, notre église a le bonheur de posséder une relique de saint Augustin, un os de l'épaule. Eh bien, si, au lieu de l'enfermer dans ma chambre, je la laissais un jour sur l'autel, ces Italiens me le voleraient ; oui, j'en suis sûr, ils me le voleraient. Songez donc : le merveilleux fétiche ! » — Je ne sais si les Maltais sont moins superstitieux, en tout cas ils sont aussi religieux. Un fait officiel le mettra pleinement en lumière. Naguère, dans *la Dépêche algérienne*, paraissait sous la signature d'un publiciste très connu à Malte, M. Enrico Zamith, un article de protestation contre la formule du serment qu'avait

prêté Édouard VII. Et savez-vous pourquoi ? Parce que cette formule, vieille de plusieurs siècles, contient quelques mots de blâme à l'adresse du catholicisme. — Ainsi Espagnols, Italiens, Maltais, sont profondément catholiques, et sans doute il faut y voir la cause de leur exécration héréditaire, atavique, du Juif, bourreau de Jésus. Dès le berceau, ils ont sucé avec le lait la haine du Juif, qui commet des crimes rituels, qui tue les petits chrétiens pour on ne sait quelle messe noire, quelle orgie diabolique. A leurs yeux le Juif est l'être immonde, que l'on couvre de crachats, que dernièrement encore on coiffait du bonnet jaune comme un forçat ; et que l'on parquait au « ghetto ». Aussi n'est-il pas d'accusation qu'on n'ait portée en Algérie contre les Juifs ; on était sûr que les néo-Français y ajouteraient foi. On alla jusqu'à dire que si les républicains l'emportaient aux élections, ils se verraient forcés par ces maudits youtres, leurs alliés, d'enlever les églises aux prêtres et de les aménager en casinos, en concerts, en lupanars. Et ces fables invraisemblables passaient pour vraies : les Juifs ne sont-ils pas capables de toutes les infamies ? N'ont-ils pas crucifié le Christ ?

Donc par scrupule religieux, les néo-Français se trouvent antisémites, naturellement. Leur haine du Juif redouble encore, à la réflexion. La raison? C'est que les naturalisés ont beau se mêler aux Français d'origine, ils sentent bien que l'Algérie ne leur appartient pas, qu'ils y sont un peu des intrus et qu'au besoin on pourrait les malmener, peut-être les chasser. Le rapport Périllier l'a rappelé à ceux qui auraient été tentés de l'oublier, et l'on sait la panique qu'il jeta parmi les immigrés, jusqu'au seuil du désert. Ainsi s'explique

aisément l'anecdote que conta *la Dépêche algérienne*. Au lendemain des dernières élections législatives, un fonctionnaire surprit sa bonne, une Espagnole, qui pleurait et gémissait. Il lui en demanda la raison, et la pauvre petite répondit en sanglotant : « C'est qu'il faut que je vous quitte. On m'a dit que si M. Colin était élu, les Juifs ne voudraient plus aucun Espagnol en Algérie. » Déjà auparavant, à maintes reprises, les étrangers avaient été prêts à partir. Et chaque fois, par une manœuvre habile, ils avaient détourné l'attention sur un tiers, sur le Juif : le Juif leur servait de bouc émissaire. « A bas les Juifs ! » criaient-ils. Par là ils voulaient dire qu'à tous les maux il n'y avait qu'une cause, et que cette cause, ce n'était pas l'étranger, c'était le Juif. Tel l'enfant, qui a dérobé des confitures, a soin de crier : « C'est le chat. » La maman ne s'y trompe pas ; mais le Français s'y trompait ; il faisait écho : « C'est le Juif. » Et de la sorte on oubliait que s'il y a en Algérie une question juive, il y a aussi une question étrangère.

Telles étaient donc les forces antijuives. Parmi les Français elles comprenaient les cléricaux, beaucoup d'anticléricaux, le parti radical, des républicains de nuances diverses, modérés ou socialistes, enfin les marchands et les colons, que des raisons économiques avaient jetés dans l'opposition. Et la masse compacte des naturalisés en doublait le nombre et la puissance. Mais nous n'avons parlé jusqu'ici que des Français d'origine ou d'adoption. Les non-électeurs eux aussi ont puissamment aidé aux progrès de l'antisémitisme, en agissant sur l'opinion. Un parti ne devient fort, en effet, que s'il donne l'illusion de la force, s'il paraît répondre aux sentiments et aux vœux de la nation.

Aussi s'efforce-t-on de provoquer des manifestations publiques, dont le retentissement sera considérable. Bien des gens qui seraient restés indifférents, sont ainsi gagnés à la cause et se transforment en fanatiques et en sectaires. C'est ce que comprennent à merveille les antijuifs : le meilleur moyen pour eux d'attirer les suffrages, c'était de se rendre les maîtres de la rue. Et ils organisèrent des manifestations grandioses. Chaque fois qu'un Édouard Drumont, qu'un Max Régis, qu'un Lionne venait de France, chaque fois qu'un antisémite connu était arrêté ou relâché, c'était à travers la ville une foule immense et bariolée, où l'on distinguait surtout les sombreros des Espagnols et les bérets des Italiens, et la *Marseillaise* antijuive, que striaient les cris de : « En bas les Juifs ! » s'élevait, hurlée à pleine voix :

A Paris, en France,
On n'est plus chez soi :
Quelle est donc l'engeance
Qui nous fait la loi ?
Tandis qu' la vermine
Travaille pour rien,
Chez nous la famine
Tue le citoyen.
Y a trop longtemps qu'on est dans la misère,
Chassons l'étranger, ça fera travailler ;
Ce qu'il nous faut, *c'est l'Algérie française*,
Drumont député
Et Max Régis en liberté.

« Chassons l'étranger ! » et c'étaient des Maltais, des Italiens, des Espagnols, dont quelques-uns venaient à peine de débarquer, qui rugissaient ainsi leur haine du Juif. C'étaient eux qui défonçaient et dévalisaient les

magasins des « sales youpins » ; c'étaient eux, qui, en plein jour, sur la place du Gouvernement, insultaient le colonel Demassieux, aujourd'hui général directeur de Fontainebleau ; c'étaient eux qui pillaient les devantures des moutchous pour cribler M. Lépine de salades et de trognons de choux. C'étaient eux qui, embrigadés et manœuvrant au sifflet, — les tribunaux en ont eu la preuve, — assaillaient les bureaux de rédaction des *Nouvelles*, journal républicain ; c'étaient eux qui, armés de la matraque ou du couteau à virole, frappaient dans le dos les Français « vendus aux youtres » ; eux toujours, eux partout. Et les Algériens les plus honnêtes, grisés par la contagion, suivaient aveuglément. Les mamans disaient à leurs bébés : « Crie, mon petit, crie : En bas les Juifs ! » Je vis une fillette de douze ans qui épelait à un perroquet le refrain du chant antijuif. Les femmes se mêlaient aux manifestations, s'accrochant au bras du premier venu. Plus de retenue, plus de pudeur. Un peu de folie étreignait les cerveaux : la luxure mêlait sa flamme à la fureur des passions politiques. Les yeux luisaient. L'hystérie était partout ; les judaïsants disaient : « la réghystérie ».

Les judaisants. — A l'armée formidable des antijuifs, les judaïsants n'avaient à opposer que des troupes clairsemées : les *Juifs*, *un petit nombre de Français*, et dans certaines villes, par suite de circonstances spéciales, ***quelques naturalisés***.

Jusqu'alors les Juifs avaient été divisés. Ils se partageaient en deux « çofs », dont l'un votait avec les opportunistes, l'autre avec les radicaux. Mais, à l'approche du danger, ils écoutèrent les conseils des Consis-

toires, qui prêchaient l'apaisement, et ils s'unirent contre le danger commun. Sans doute il y eut quelques trahisons, et l'on vit par exemple à Alger un Moïse Chaloum signer des articles à *l'Antijuif*. Mais ces désertions restèrent isolées, et les suffrages israélites allèrent aux candidats judaïsants : le « bloc » juif ne fut pas entamé.

Il y eut aussi des Français qui, malgré leur nombre infime, eurent la hardiesse de résister, sans aucune crainte, face à la tempête. Convaincus que la guerre contre les Juifs était surtout une guerre religieuse, ils mirent leur honneur de républicains à protéger les victimes, au nom de la Déclaration des Droits de l'Homme. Français de cœur, ils craignaient aussi que le triomphe des antijuifs n'exaltât l'orgueil et n'avivât les instincts séparatistes des étrangers : ils tremblaient pour leur patrie. Et ils défendirent les Juifs, assurés ainsi de défendre la République et la France.

Enfin, dans quelques villes, à la vérité peu nombreuses, les naturalisés marchèrent avec les Juifs. La chose paraît étrange; elle s'explique pourtant. Les naturalisés ont accordé leurs suffrages à des judaïsants partout où ils ont subi l'ascendant d'une personnalité judaïsante. A Blida, les Espagnols ont longtemps voté pour M. Mauguin; et à Bône, les Italiens ont toujours soutenu M. Dominique Bertagna et ses amis. La politique *générale* des naturalisés fut antijuive; mais leur politique *locale* a parfois été judaïsante.

Le dénombrement des forces en présence est suffisamment suggestif. La victoire était assurée aux antijuifs. En 1898, aux élections législatives, ils remportent un succès sans précédent; et les élections municipales de

1900 achèvent leur triomphe. — Arrive 1902, et c'est, d'un coup, l'écrasement : la France en fut interloquée, en Algérie on le prévoyait. Pourquoi?

II

La défaite subite des antijuifs paraît due à trois ordres de causes : *les dissensions du parti, qui s'émiette; la lutte habile et acharnée des républicains judaïsants: enfin, certaines circonstances qu'on ne pouvait prévoir.*

C'eût été une surprise que de voir une amitié étroite continuer à unir des gens dont les uns étaient des républicains et les autres des réactionnaires. Aussi, dès le début, M. Marchal, député d'Alger (deuxième circonscription), s'apprêta-t-il à se séparer sans bruit de M. Édouard Drumont, dont il avait pourtant soutenu la candidature. On se souvient, en effet, qu'à l'immense banquet antijuif du Jardin d'Essai (près d'Alger), M. Marchal, désireux de vaincre la froideur de ceux qui ne croyaient pas au républicanisme de M. Drumont, avait invité publiquement l'auteur de *la France Juive* à proclamer ses idées démocratiques. Et M. Drumont avait suivi le conseil, au milieu d'applaudissements frénétiques. Mais une fois élu, il se mit à voter avec la Droite; M. Marchal sentit le danger : habilement, avec discrétion, il évolua vers la Gauche. Et son attitude fut si bien remarquée, que M. Max Régis l'attaqua à plusieurs reprises dans son journal, *l'Antijuif*. M. Morinaud, à son tour, ne tardait pas à suivre l'exemple de M. Marchal : l'ancien chef du

parti radical de Constantine comprit qu'il risquait de perdre son prestige à marcher dans le sillage de M. Drumont, de M. Firmin Faure, des réactionnaires, en un mot, et doucement il s'orienta du côté de la majorité. D'ailleurs la nouvelle tactique de M. Morinaud ne passa pas plus inaperçue que celle de M. Marchal : dans une lettre ouverte, M. Masson, rédacteur de *la Libre Parole*, l'accusa de trahison et le menaça de se présenter contre lui aux élections législatives. Enfin, à Oran, l'échec du parti antisémite fut dû, comme on l'a dit, à M. Giraud qui, républicain antijuif, refusa de donner ses voix à M. Gieure, antijuif clérical. Partout la coalition antisémite se démembrait : les réactionnaires restaient à droite, les républicains passaient à gauche.

Les dissentiments politiques ne furent pas seuls à causer la brouille ; il s'y ajouta des raisons d'intérêt. A Constantine, lorsque M. Mercier se retira, M. Morinaud obtint le fauteuil de maire, qui avait été naguère promis à M. Vars. Celui-ci, froissé, démissionna. Mais les divisions ne prirent réellement de l'importance qu'à Alger. Là, M. Max Régis, toujours épris de notoriété, avait imaginé de rééditer l'histoire du Fort Chabrol. Feignant de croire qu'un mandat d'arrêt avait été délivré contre lui, il fortifia sa villa du boulevard Bon-Accueil ; puis il s'y enferma avec des amis, non sans avoir, au préalable, tiré plusieurs coups de revolver contre les maisons juives de la rue de la Lyre. Quelques jours après, apprenant que cette fois on va l'arrêter, il s'enfuit à bord d'une balancelle et gagna l'Espagne. Surviennent les élections municipales de 1900 ; la liste antijuive est élue : M. Voinot, maire sortant, arrive en tête, Max

Régis en queue. La mairie revenait naturellement à M. Voinot; mais « l'exilé d'Alicante » commençait à regretter Alger; la « nostalgérie » le prenait. Bientôt *l'Antijuif* publia une lettre où M. Max Régis suppliait M. Voinot de retirer sa candidature de maire devant la sienne propre. M. Max Régis pourrait alors se constituer prisonnier : aucun jury ne condamnerait le premier magistrat d'Alger. Après cela, M. Régis démissionnerait pour rendre l'écharpe à M. Voinot. Celui-ci accepta ; mais comprenant bien vite qu'il était joué, il se retira du conseil municipal, accompagné de quelques amis. Or, M. Voinot était le chef du parti antisémite modéré ; M. Régis perdait, de la sorte, un millier de voix, comme le prouvèrent les élections municipales de 1902.

Une nouvelle scission s'opéra bientôt. Depuis longtemps M. Régis menait une vie princière, et les subventions qu'il recevait, disait-on, de M. Rochefort et de M. Drumont, ne lui suffisaient pas. Comme il était criblé de dettes, il craignit que ses créanciers ne fissent opposition sur son traitement de maire. (1) Pour échapper à ce danger, il résolut de passer la main à un ami dévoué qui, maire de nom, lui servirait ses émoluments sans en rien distraire. Et c'est ainsi que M. Antonini, premier adjoint, devint maire d'Alger. M. Lionne en fut cruellement irrité. « Lieutenant » de Max Régis, il avait toujours été à la peine, il voulait enfin être aux honneurs. Il trouva mauvais que M. Régis n'eût pas songé à lui ; et, se séparant bruyamment, il fonda *l'Étendard antijuif*, où, sans recourir à l'injure, il attaqua vivement

(1) En Algérie, les maires reçoivent des honoraires, celui d'Alger touche environ 10.000 francs.

l'ancien maire. Il lui rappela son échec contre Allemane, à une époque où le nationalisme était triomphant ; sa couardise et sa fuite devant Laberdesque, qui fut réduit à le suivre à Paris pour l'obliger à croiser le fer. Il insista sur les promesses que M. Régis n'avait jamais tenues : à Alger promesse de ne jamais demander une charge, fût-ce de garde-champêtre ; à Alicante, promesse de rendre l'écharpe de maire à M. Voinot ; à Draguignan, promesse devant le jury de partir au Transvaal combattre les Anglais. Enfin il étala au grand jour, avec complaisance, la morgue et les maladresses de celui qui se faisait appeler « le chef incontesté » de l'antisémitisme algérien. Avec M. Voinot, c'était le parti modéré qui abandonnait M. Max Régis ; avec M. Lionne, c'était une fraction du parti violent.

Désemparé, affolé, Max Régis redoubla ses invectives dans *l'Antijuif*. Ce fut un débordement d'injures, comme un égout qui s'ouvrit dans la ville. Des familles entières furent salies. On accusait les mères des turpitudes les plus dégradantes ; on prêtait aux hommes des mœurs infâmes. On attaquait le mari dans sa femme, le fils dans sa mère, le père dans ses enfants. Les Juifs furent à peu près les seuls que Max Régis laissa tranquilles. Il oublia même quelques judaïsants, mais il concentra ses coups sur les partisans de M. Voinot et sur ceux de M. Lionne : *l'Antijuif* devint *l'Antifrançais*. Et cette campagne de calomnies eut une conséquence inattendue : la partie saine de la population se détacha de M. Régis. En vain les plus honnêtes, les plus sages des antisémites essayèrent-ils de le retenir ; diffamés eux aussi, ils ripostèrent. Un antijuif de la première heure, M. Mallebay, directeur du *Turco*, et ami personnel de

Max Régis, fut vilipendé par le directeur de *l'Antijuif* et répliqua vertement. Louis Régis lui-même, écœuré de la campagne que menait son frère contre M. Voinot, écrivit à ce dernier une lettre ouverte pour l'assurer de son estime et de sa sympathie. Le parti antijuif chancelait, s'effritait...

Et la lutte menée par les judaïsants continuait, formidable. Les préfets marchaient au premier rang. A Constantine, M. Rauh, homme d'action toujours prêt à l'attaque et à la riposte, déconcerta les antijuifs par son énergie de lutteur ; il avait la vigueur et la poigne, qui assurent la victoire. A Alger, M. Lutaud se surpassa : à une habileté consommée il joignait un sang-froid incomparable. Dédaigneux de la calomnie, il alla de l'avant, révélant une intrépidité qui déroutait les adversaires. Persuadé que la cause antisémite devait ses progrès aux manifestations et aux troubles, il jura de rétablir le calme et la tranquillité : il se concilierait ainsi la sympathie des gens paisibles. Et la guerre fut déclarée, une guerre sans pitié et sans trêve, aux fauteurs de désordre. Les étrangers, convaincus de manœuvres louches, sont expulsés sur le champ ; les tavernes, les bouges, rendez-vous des meneurs antijuifs, sont fermés comme servant de repaire à des gens suspects, dont beaucoup étaient des repris de justice. La police, plus surveillée, devient plus vigilante ; les tribunaux plus sévères. L'esprit de révolte s'éteint ; on commence à sentir les bienfaits de l'ordre : la rue est libre. Et les républicains, les Algériens, les Français de cœur se ressaisissent : contre l'antisémitisme ils défendent *la République, l'Algérie, la France.*

Les républicains sont debout : opportunistes et radicaux, ils se savent trahis ; car ils ont vu leurs députés à l'œuvre. M. Firmin Faure et M. Édouard Drumont luttent sans merci contre le gouvernement ; quant à MM. Marchal et Morinaud, ils s'exercent à un jeu de bascule : aujourd'hui ils flattent la Droite, le lendemain ils prodiguent leurs sourires à la Gauche. Les premiers sont franchement réactionnaires ; les autres, pour conserver leur siège, s'évertuent à ne mécontenter personne, à ne froisser aucune susceptibilité. Mais l'attitude insolente des uns, hypocrite des autres, blesse les républicains, et ceux-ci, écœurés de s'être laissé prendre aux programmes fallacieux et aux paroles poudrederizées de leurs députés, ne songent plus qu'à préparer la revanche et à mobiliser leurs forces. Dès lors les journaux bataillent de plus belle ; *les Nouvelles* attaquent de front l'ennemi ; *la Vigie* le poursuit de ses épigrammes ; *la Dépêche*, le journal le plus lu d'Alger, secouant enfin sa torpeur, publie contre les antijuifs des articles d'autant plus redoutables que la forme en est plus modérée. La puissance de la presse s'accroît en même temps d'une influence occulte. Les maçons, que la question juive avait divisés, se réconcilient et reprennent le bon combat pour la République. Une loge de Constantine qui résiste est mise en sommeil, puis reconstituée sur de nouvelles bases. Enfin les socialistes eux-mêmes essayent de s'organiser, pour se joindre au gros des troupes républicaines. La « Maison du Peuple » à Alger, la « Chambrée républicaine » à Mustapha, rassemblent les forces ouvrières, si bien qu'en 1902 l'élément socialiste sera représenté à l'assemblée municipale par quelques conseillers et un

adjoint. — Autour de l'idée républicaine tous les républicains se sont groupés; elle va triompher.

Mais la République n'était pas seule en cause; le combat se livrait aussi au nom de l'Algérie. Marchands et colons abandonnaient pour des raisons économiques cette cause antijuive que pour des raisons économiques ils avaient embrassée naguère. C'est que le commerce et l'agriculture ne sauraient prospérer sans le calme et la paix. Il se produit une sorte d'enrayage dans les affaires quand les villes sont en état de siège, quand des bandes hurlantes parcourent les rues, défonçant les magasins, courant sus aux passants. L'Algérie surtout devait souffrir d'un pareil état des choses; car une de ses sources de revenus les plus importantes est le tourisme. Les hiverneurs l'enrichissent plus que les carrières et les mines, plus que les phosphates, les moissons et les vignobles. Chaque hiver ils accourent d'Allemagne, d'Angleterre, d'Amérique; les uns viennent jouir de cet air tiède, qu'assainissent les effluves iodés de la mer et l'odeur des pins et des eucalyptus; les autres désirent visiter ce pays de rêve où les races européennes se mêlent aux races berbère et arabe, où des civilisations opposées, où des costumes différents font la joie des curieux et des psychologues. Et les louis d'or et les « douros » circulent. Restaurateurs, patrons et garçons de café, bijoutiers, marchands de broderies arabes, cochers, guides, tous, Français ou indigènes, profitent de cette manne bienfaisante, partout, dans les villes de la côte, dans les villages de l'intérieur, sous les palmeraies des oasis. Et voilà que soudain les troubles de 1898 chassèrent les touristes.

En quelques jours les hôtels de Mustapha et d'Alger se trouvèrent vidés ; les hiverneurs fuyaient des villes où la sécurité était si incertaine qu'il fallait en occuper les places et les avenues militairement. Ce départ inattendu fut un fléau pour le pays : la sécheresse, la grêle, les sauterelles n'auraient pas eu de résultats plus navrants. Alors des yeux se dessillèrent ; on se prit à réfléchir aux conséquences fâcheuses de l'antisémitisme violent, et, prudemment, l'on se modéra. D'autres préoccupations de même ordre rendirent les Algériens encore plus sages. On remarqua que deux arrondissements représentés au Parlement par des républicains obtenaient certains avantages : MM. Étienne et Thomson ne manquaient pas de crédit auprès de leurs collègues, et la Chambre les écoutait volontiers. Au contraire les députés antisémites, les « quatre mousquetaires gris », excellaient à parader dans les couloirs ; mais au Parlement on ne semblait pas les prendre au sérieux, et, systématiquement, comme à plaisir, on leur refusait tout. Or nulle part les besoins n'étaient aussi pressants qu'en Algérie, dans ce pays neuf où commerçants et colons avaient mille demandes à formuler. Les premiers désiraient vivement la création d'un port franc, les seconds des travaux hydrauliques. Tous réclamaient la diminution des prix de transport, le percement de nouvelles routes, la construction de voies ferrées, etc... Et les élus antisémites étaient impuissants à se faire entendre ; quelques-uns même n'étaient pas au courant des questions algériennes ; et je me souviens qu'un délégué financier, élu sur le programme antijuif, me disait quelques jours avant les élections législatives de 1902 : « Je ne voterai pas pour M. Drumont ; il ne con-

naît rien aux affaires du pays. » Le délégué avait raison ; mais il pouvait ajouter que MM. Marchal et Morinaud connaissaient bien les choses de l'Algérie, et que pourtant les résultats de leur intervention étaient pareils, étaient nuls. En somme on pouvait dire de tous les candidats antijuifs ce que M. Colin fit placarder à propos de M. Drumont : « Voter pour Drumont, c'est voter la ruine de l'Algérie. » Les Algériens comprirent : ils sauvèrent l'Algérie... qu'ils espéraient conserver française. Car dans cette lutte, il s'agissait aussi de la France. La coalition antisémite comprenait surtout des éléments étrangers, et le triomphe des antijuifs aurait probablement orienté l'Algérie vers une politique hispanophile, dangereuse pour la métropole. C'est qu'aussi bien la crainte du séparatisme n'est pas aussi vaine que les optimistes se complaisent à le croire. La « nouvelle France » commence à ne plus être « le prolongement de la France » ; les mœurs, les habitudes intellectuelles cessent d'être purement françaises. Qui s'en étonnerait ? L'immigration étrangère devient formidable. Laissez Oran, qui est à quelques heures seulement de l'Espagne, et prenez Alger. Descendez au port chaque mois, le jour où un vapeur des « Sitgès hermanos » arrive de Carthagène. Il en sort en foule des hommes secs et nerveux, à la face glabre, à l'accoutrement pittoresque : un large sombrero leur couvre la tête ; en guise de veston ils portent une blouse qui descend à peine jusqu'aux reins ; leur pantalon, trop court, n'atteint pas la cheville ; et ils marchent, chaussés de ces « alpargates » qui laissent à découvert le cou-de-pied et les orteils. Quelques-uns ont un châle sur les épaules. Ce sont des « pataouètes » ou Espagnols

nouvellement débarqués : sous peu, ils deviendront des citoyens français. A Philippeville, à Bône, ce sont plutôt des Italiens qui viennent s'établir, mêlés de Maltais. Et partout ils trouvent des compatriotes déjà installés : la plupart des villes d'Algérie ont un quartier espagnol et un quartier italien. Ces quartiers se reconnaissent vite; ce sont les plus peuplés; il y grouille une population d'enfants qu'on chercherait vainement ailleurs. La puériculture s'y développe en grand; les naissances atteignent un chiffre effrayant, et le nombre des étrangers s'augmente ainsi sans cesse *et des immigrés et des nouveau-nés*. Le péril croît. Déjà des tendances menaçantes se sont manifestées. Aux élections municipales, des communes élurent des listes entières de naturalisés; et les conseillers, fiers de leur triomphe, hissèrent arrogamment sur la mairie le drapeau espagnol, en présence des électeurs français humiliés. D'ailleurs les Algériens qui se mêlent un peu à la population espagnole savent combien l'on méprise dans ce milieu le « sopero » et le « gavacho », — ce sont les noms dédaigneux dont on affuble les Français, — et combien l'on se moque des quelques naturalisés qui d'aventure ne savent plus parler la langue maternelle. Aussi personne n'ignore le danger, et on cherche des remèdes, on imagine des palliatifs. On a songé à supprimer les Écoles supérieures d'Alger et à obliger ainsi les jeunes gens à aller faire en France leurs études de droit, de médecine, de pharmacie. D'après un second projet, on incorporerait les conscrits algériens dans les régiments de la métropole. De la sorte l'élite et la masse de la jeunesse se familiariseraient avec les mœurs et les institutions de la France : l'âme algérienne resterait l'âme française.

Mais ces projets n'ont pas prévalu : ils lésaient, l'un les intérêts des particuliers, l'autre les intérêts de l'État. On s'est rejeté alors sur l'Enseignement primaire, on s'est reposé sur l'instituteur du soin d'assimiler les enfants des étrangers et des naturalisés ; mais malgré le développement donné à l'instruction, malgré les nombreuses fondations d'écoles, il y a encore dix-huit mille bambins, — ces chiffres sont officiels, — qui ne peuvent recevoir cette instruction, que la loi déclare obligatoire. Il en résulte que l'âme française se transforme, s'altère, se fausse ; de la fusion des races latines naît une mentalité nouvelle ; et un jour viendra où l'Algérie, s'efforçant d'être exclusivement algérienne, se détachera de la France, comme les États-Unis se sont détachés de l'Angleterre, comme les Républiques de l'Amérique du sud se sont détachées de l'Espagne et du Portugal. Qu'est-ce à dire, sinon que le péril étranger n'est pas un de ces épouvantails qu'on a l'habitude en temps d'élections de tirer du magasin d'accessoires. Et l'on comprend que les Français d'Algérie aient concentré leurs efforts contre l'antisémitisme, assurés d'enrayer ainsi, au moins pour un temps, le mouvement séparatiste.

Le parti judaïsant devenait donc de plus en plus formidable, par sa propre organisation et par la désorganisation parallèle du parti adverse. Un certain nombre de circonstances d'ordre social, économique, politique, militaire même, accéléra encore son progrès.

A Alger, dès 1901, les ouvriers français se ressentirent vivement de la concurrence des étrangers et des indigènes. Les entrepreneurs embauchaient de préfé-

rence des Espagnols et des Italiens, des Arabes et des Kabyles, gens sobres et accoutumés à une vie de misère et de privations. En même temps les travaux se faisaient rares ; il en résulta que plusieurs centaines de Français ne trouvèrent plus à gagner leur pain. Mais au lieu de se décourager ou de se porter aux violences, les chômeurs se groupèrent en une sorte de syndicat et adressèrent de pressants appels aux autorités, au préfet, au maire... M. Lutaud, dont nous connaissons l'habileté politique, les accueillit avec ménagement, tandis que l'attitude de M. Antonini était froide et dédaigneuse. C'est que le préfet prévoyait en eux des alliés pour les élections à venir ; le maire au contraire accordait toute sa sympathie aux naturalisés, qui étaient les forces vives du parti antisémite, et partant il se défiait des ouvriers français, en qui il pressentait des adversaires. Et au fond le problème était en effet d'ordre politique : malgré les apparences, le *chômage* ne provenait pas tant d'un malaise économique que du manque de protection donné à l'élément français. Les chômeurs furent amenés à s'en rendre compte ; et insensiblement ils passèrent au socialisme et s'éloignèrent du parti antijuif, qui s'appuyait sur l'élément étranger.

Cependant la *mévente des vins* exerçait sur les colons la même influence que le chômage sur les ouvriers des villes. Jamais vendanges n'apparurent plus belles qu'en 1901, et déjà les propriétaires, grands et petits, se réjouissaient ; mais les débouchés manquèrent. Si les vins de coteaux se vendaient, d'ailleurs péniblement et à des prix à peine rémunérateurs, en revanche les vins de plaine ne trouvaient pas d'acquéreur. La surproduction des vignobles est aussi funeste à la population des

campagnes que la surproduction industrielle à la population des villes. Pas de transactions. Aussi, à demi ruiné, sans avances, le colon algérien se trouve-t-il réduit à solliciter des emprunts. Des conférences s'organisent ; on s'adresse à la bienveillance du gouvernement, on le prie d'intervenir auprès des sociétés financières, de développer le crédit agricole. Plus d'attitudes arrogantes, plus d'opposition systématique, plus d'antisémitisme. On se repent d'avoir lutté, on se reprend, on s'apprête à voter pour la République.

Jusqu'ici ce ne sont guère que des Français qui ont abandonné le parti antijuif ; mais voici que des naturalisés suivent l'exemple. Ce fut à l'occasion du *rapport Périllier*. L'ex-député de Corbeil, effrayé par le nombre sans cesse croissant des néo-Français, demandait au Parlement d'apporter des modifications à la loi de 1889 sur la naturalisation. A cette loi qui donnait automatiquement le droit de cité à tout individu de vingt et un ans né en Algérie de parents français, il voulait en substituer une nouvelle n'accordant ce même droit que sur la demande expresse de l'intéressé ; de la sorte il y aurait des chances pour que les naturalisés fussent désormais de bons Français, puisqu'ils auraient eux-mêmes sollicité l'honneur de le devenir. Mais à peine eut-on entendu parler de ce rapport, qu'une vive effervescence se manifesta en Algérie. Les néo-Français tinrent des réunions pour protester ; en plusieurs endroits on télégraphia au président du Conseil ; un Algérois, M. Mélé, vint même à Paris et obtint une audience. Cependant les élections approchaient, le projet de loi fut ajourné. Mais la menace n'avait pas disparu ; et les naturalisés se convainquirent aisément

que, s'ils ne votaient pas pour les candidats républicains, le rapport serait repris à la session de la législature suivante. Aussi la crainte les détourna-t-elle de l'antisémitisme ; antijuifs de cœur, ils se firent judaïsants par intérêt.

Une autre menace surgit enfin, plus générale celle-là, et qui effrayait tous les Algériens, Français d'origine ou d'adoption. En Algérie, on ne doit qu'un an de service militaire; mais la *loi de deux ans,* si elle passait, devait y être appliquée, comme en France. On conçoit la consternation des Algériens à cette nouvelle. Le meilleur moyen d'échapper au péril, c'était de se faire défendre à la Chambre par des représentants autorisés, capables d'être écoutés. Or les protestations des députés antijuifs n'avaient d'autre conséquence que d'indisposer le Parlement contre l'Algérie. Il devenait donc nécessaire d'élire des candidats républicains : ils furent élus.

Faut-il conclure? Quand on s'occupe des affaires algériennes, il est deux questions qui se posent naturellement : la question juive et la question étrangère. La seconde paraît de beaucoup la plus redoutable; car avec les Juifs l'Algérie reste française, tandis qu'avec les étrangers elle risque de briser les liens qui la rattachent à la métropole. Toutefois, les deux dangers existent; il serait paradoxal de le nier. Comment donc y remédier? Sans doute les sectaires antijuifs et les sectaires judaïsants ont vite fait de répondre par ces formules simplistes : « A la porte les Juifs! » — « A la porte les étrangers! » Mais qui ne voit ce qu'une telle amputation, en admettant qu'elle soit possible,

aurait de conséquences fâcheuses? Aussi bien faut-il se garder de méconnaître que, pour être une cause de péril, les Juifs et les étrangers sont cependant utiles, indispensables même à l'Algérie. Les premiers y ont créé le commerce et constitué un capital; les seconds y ont apporté les bienfaits d'une main-d'œuvre habile aux terrassements, aux lourds travaux, aux défrichements... Chasser les uns et les autres, ce serait refaire, pour l'agriculture et le commerce algériens, ce que fit la Révocation de l'Édit de Nantes pour l'industrie et le commerce français. Ce serait arrêter et compromettre l'essor de l'Algérie que de la priver de ces négociants avisés, de ces travailleurs actifs et résistants. Ce serait tarir un courant de force vitale, une source d'énergie motrice.

Alors, la solution?...

Les plus habiles l'ignorent; mais ce que je sais, c'est qu'on ne saigne pas un enfant nouveau-né, et qu'on ne dépeuple pas un pays neuf.

François Dagen

Nous avons donné le bon à tirer après corrections pour deux mille exemplaires de ce treizième cahier le mardi 24 février 1903.

Le Gérant : Charles Peguy

Ce cahier a été composé et tiré au tarif des ouvriers syndiqués

Imprimerie de Suresnes (E. Payen, administrateur), 9, rue du Pont. — 7213



juifs de Roumanie

Notre collaborateur Bernard-Lazare a envoyé de Grasse, où il est en convalescence, à M. Anatole Leroy-Beaulieu, la lettre suivante, qu'il a rendue publique.

Sur les travaux, contributions, études et courriers de Bernard-Lazare publiés dans les trois premières séries des cahiers, sur la série qu'il y a commencée de l'oppression des Juifs dans l'Europe orientale, *et en particulier sur* les Juifs de Roumanie, *se référer au*

Sixième cahier de la quatrième série, cahier de courrier, inventaire des cahiers, *en forme de catalogue, un cahier de 72 pages,* *un franc*

A Monsieur Anatole Leroy-Beaulieu,

Grasse, 18 février 1903

Monsieur,

C'est non seulement parce que vous avez rédigé et présenté l'ordre du jour de la réunion du Château-d'Eau, en faveur des Macédoniens et des Arméniens, mais encore parce que vous avez élevé la voix en faveur des persécutés juifs de Roumanie, que je vous adresse les quelques observations d'ordre particulier et général que me suggèrent les manifestations diverses faites contre le gouvernement ottoman.

J'ai toujours été de ceux qui ont protesté contre l'oppression subie par l'Arménie et qui ont réprouvé les massacres. A côté de Jaurès, de Pressensé, j'ai pris part au congrès de Bruxelles en faveur des Arméniens. La barbarie turque, ou musulmane, comme on a trop de tendances à l'écrire, a toujours trouvé en moi un adversaire déterminé, mais je ne voudrais pas qu'elle servît à faire oublier la barbarie chrétienne. Or, c'est ce qui arrive et il n'en peut être autrement, puisqu'à vos côtés je trouve ces nationalistes qui hier applaudissaient quand on insultait les juifs dans les rues de Paris, quand on les massacrait et qu'on fouettait publiquement leurs femmes sur les places d'Alger; ces coloniaux qui ont approuvé la création des tribunaux répressifs oppresseurs des Arabes algériens, qui acceptent la spoliation des Canaques par les colons, celle des Tonkinois par les missionnaires.

Faire voter un ordre du jour invitant le gouvernement français à faire exécuter par le sultan le traité de Berlin

est bien, il est moins bien d'affecter d'oublier que ce traité est tous les jours violé, et dans des conditions analogues, par un État qui n'est pas musulman et auquel sa qualité de chrétien semble devoir assurer l'impunité : je veux parler de la Roumanie.

Je sais, monsieur, que vous eussiez voulu porter devant la réunion du Château-d'Eau la question des juifs roumains, je sais aussi que vous n'avez pu le faire, car une partie des adhérents vous eût abandonné. C'est pour cela que je n'ai pas envoyé mon adhésion. Je participe à des mouvements d'humanité et non à des croisades. Si le mouvement philarménien et philomacédonien doit avoir comme arrière-pensée, — et elle existe chez beaucoup, — l'idée de prendre la revanche de ce matin de mai 1453 où le glaive échappa des mains défaillantes de Constantin Dragosès et où Mahomet II entra glorieux dans Byzance; s'il a pour corollaire le triomphe de la Croix, — représenté sans doute par le tsar, — sur le Croissant, il pourra satisfaire des ambitions, mais non l'humanité.

S'il en était, — et il en était, — parmi les auditeurs et les orateurs de dimanche dernier, qui n'eussent pas uniquement ces sentiments de croisés, que n'avait plus déjà au quinzième siècle l'Europe chrétienne, laissant mourir de douleur à Ancône, devant ses galères vides de soldats, le pape Pie II, incapable d'entraîner des armées contre le représentant du prophète; s'il en était, un d'entre eux aurait dû dire qu'on ne pouvait permettre à la Roumanie, plus qu'à la Turquie, de violer les engagements pris à Berlin. On ne l'a pas dit, on a craint sans doute les protestations d'une partie de l'assemblée, peut-être même la retraite de quelques adhérents, et

non des moindres. Le spectacle eût cependant été beau, il aurait permis de constater combien la conscience chrétienne est facile quand il ne s'agit que des souffrances des juifs. Comment n'en serait-il pas ainsi, puisque, hélas! une partie de cette conscience est faite de préjugés et de haine contre Israël.

Il n'est pourtant pas possible que tous ceux qui sincèrement sont mus uniquement par l'amour du droit et de la justice, et par l'horreur de la barbarie, continuent à se taire. Certes, les juifs de Roumanie ne sont pas massacrés par le Kurde ou l'Albanais, mais combien ne préféreraient-ils pas cette mort prompte et brutale à la lente mort par la détresse, le dénuement et la faim, que leur impose le plus hypocrite des gouvernements, avec la complaisante complicité de toute l'Europe, qui a laissé sans réponse l'appel des États-Unis, la conviant à faire respecter les contrats qu'elle établit.

C'est déjà trop que, lors de la publication de la note américaine, aucun de ceux, membres du Parlement, qui ont pris la parole dimanche, n'ait cru devoir demander au ministre des affaires étrangères quelles mesures il comptait prendre. Pensent-ils que, comme il ne s'agit que de juifs, on peut attendre? Il n'y a que seize siècles, depuis la « paix de l'Église » qu'ils sont persécutés, et encore aujourd'hui, tous les ans, à la veille de Pâques, les Grecs d'Asie-Mineure saccagent leurs quartiers, comme la plèbe de Rome les saccageait déjà sous Théodose. Des gens qui ont une telle habitude de la persécution, ont dû acquérir de la patience, les Arméniens l'ont acquise en moins de temps. Ils en ont cependant assez aujourd'hui et ils peuvent légitimement se demander s'il faut être un persé-

cuteur musulman pour obtenir la réprobation, une victime chrétienne, pour avoir droit à la justice. Ils peuvent le croire en entendant dans ce concert humanitaire la voix de la Russie, qui traite avec une si odieuse barbarie plus de cinq millions des leurs.

Aujourd'hui même, ils voient intervenir dans la question macédonienne la Roumanie, elle-même, réclamant pour les Koutzo-Valaques. Le gouvernement qui, en 1881, par la bouche de M. Rosetti, se félicitait publiquement d'avoir résolu la question juive « contrairement à la volonté des puissances et à l'esprit du traité de Berlin », ce gouvernement ose élever la voix, alors qu'il s'agit de faire respecter et exécuter ce traité.

Je pense, monsieur, que votre action ne se bornera pas à des ordres du jour, forcément stériles; d'autres réunions, moins publiques, mais aussi efficaces, auront lieu sans doute. Je vous demande si la question des juifs de Roumanie n'y sera pas posée, et puisqu'on parle d'instituer une commission de contrôle, pour veiller au strict accomplissement des articles de l'instrument de 1878, je demande si les actes d'un gouvernement violateur de sa parole, ce gouvernement fût-il aussi chrétien que la Roumanie, devront être soustraits à cette commission.

Veuillez agréer, monsieur, l'assurance de ma très haute considération.

Bernard-Lazare

Un accident de machine a compromis un certain nombre d'exemplaires du cahier précédent, douzième cahier de la quatrième série. Le conducteur, atteint d'on ne sait quelle folie subite, se mit tout d'un coup à travailler comme un député. C'est-à-dire qu'au lieu de surveiller la machine industrielle dont il avait la conduite et la responsabilité, il bavardait avec les camarades. Sans doute il avisait aux moyens politiques de réaliser pour demain soir le bonheur du genre humain. Pendant ce temps la machine roulait, et faisait des bètises. Elle en avait le droit, étant machine, et non intelligence. Tout un côté du premier tiers se desserra. Cela se voit aux pages 2 et 3, 6 et 7, 10 et 11, 14 et 15, 18 et 19, 22 et 23, dans un texte qui m'était particulièrement cher. Des marges dansent; des lignes chancellent, ivres. Dans l'exemplaire que j'ai sous les yeux, deux interlignes, dix espaces ont levé. Je ne sais combien d'exemplaires portent ces tares ineffaçables. On m'assure qu'on a vu des exemplaires qui étaient purs.

Notez que ce conducteur est un ouvrier qui sait son métier, puisque la mise en train était bien faite, la pression bien réglée.

Ainsi dans une équipe attentive, laborieuse, entraînée, il suffit d'un parlementaire pour altérer tout le travail; quand nous étudierons le dépérissement du parlementarisme en France, nous serons conduits à constater sans doute que le parlementarisme est un parasitisme au moins aussi onéreux que le capitalisme. Car le capitalisme écrase le travail, d'en dessus, et le parlementarisme introduit au cœur même du travail la corruption, l'asservissement qu'il exerce.

Mon ami Pierre Baudouin, dont on me demande assez souvent des nouvelles, me demande si je serais disposé à publier en cahiers un traité où il a mis, me dit-il, tout son système du monde. Je lui ai répondu qu'il ne s'agissait pas de mes dispositions, qu'il n'avait qu'à envoyer sa copie, que je lisais ponctuellement toute la copie que l'on nous envoyait, mais que nous ne pouvons guère publier que le vingtième de la copie que l'on nous envoie.

Le jour même où tombait le précédent cahier, douzième cahier de la quatrième série, M. Raymond Poincaré passait à l'unanimité sénateur de la Meuse. Un aussi heureux événement doit nous consoler des grandes tristesses présentes.

Librairie des cahiers. — Jean Jaurès, *Histoire Socialiste.* — Je n'ai pas rappelé, sur la couverture du cahier précédent, que cet ouvrage paraît d'abord en livraisons. Ceux qui ont commencé par acheter par livraisons peuvent toujours continuer et compléter jusqu'à formation de volume.

Au moment où nous mettons sous presse, vient de paraître chez *Pages libres,* 8, rue de la Sorbonne, rez-de-chaussée, Paris, cinquième arrondissement :

Docteur Oyon. — **Précis de l'Affaire Dreyfus,** *lettre à un ami qui ne sait pas,* préface d'Anatole France, une piqûre in-36 de 72 pages, trente centimes

Je reviendrai sur cette brochure le plus tôt que je pourrai. — *Adresser les commandes à M. André Bourgeois, administrateur des cahiers, 8, rue de la Sorbonne, rez-de-chaussée, Paris, cinquième arrondissement.*



